

Recu

Recu

UN LIVRE DE JOSEPH COMBLIN

Pouvoir militaire et sécurité nationale en Amérique latine

Par JEAN-PIERRE CLERC

DEPUIS le début du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire dès l'émancipation des anciennes colonies espagnoles, l'Amérique latine a été la terre d'élection des tyrans galonnés. Mais la routine des prononcements ne doit pas cacher l'essentiel. Naguère, comme dans les aventures de Tintin, le général Taploca remplissait le général Alcazar, dans une sorte de ballet où le ridicule s'empare fréquemment du tragique. Aujourd'hui, les nouveaux centurions qui ont pris le pouvoir dans de nombreux pays entendent le garder au nom d'une doctrine : celle de la « sécurité nationale ». Le livre du Père Joseph Comblin, *Le Pouvoir militaire en Amérique latine* (1), démonte les rouages de cette « idéologie » esquissée et mise en œuvre dans les années 60 par une poignée d'officiers brésiliens. De par son sujet, cet ouvrage est l'un des plus importants qui aient été publiés ces dernières années sur l'Amérique latine.

Joseph Comblin ne croit pas que les militaires brésiliens, chiliens ou argentins au pouvoir soient des butors ou des dupes. Il éclaire leurs plans, ou du moins le plan de cette minorité d'entre eux qui a exporté, car c'est, en fait, l'intérêt de cet ouvrage de démontrer que, dans la plupart des cas, il y a eu deux coups d'État : celui qui a renversé les civils, et celui qui a ensuite permis aux tenants de la « sécurité nationale » de s'imposer au sein de l'armée.

« Sécurité nationale », qu'est-ce à dire ? Pour parvenir à son noyau dur, il faut d'abord débarrasser le concept des oripeaux « géopolitiques » et « organisationnels » (2) dont l'ont affublé, comme pour faire plus sérieux, ceux qui l'ont pris pour axe de leur réflexion. Cela fait, il reste deux ou trois axiomes qui fondent une doctrine d'une étonnante simplicité.

Première affirmation : la nation est la réalité centrale de la vie sociale. Elle agit par l'État, s'exprime par l'État. Plus que son incarnation, l'État est son essence même. L'État est aussi le défenseur de la nation. Car la nation est menacée. De l'extérieur, d'abord. De l'intérieur, ensuite, en raison de la nature particulière du monde contemporain.

Un deuxième axiome est que la planète est aujourd'hui partagée en deux camps irréconciliables : l'Occident chrétien et l'Orient communiste. L'histoire, la géographie, la culture : tout démontre que l'Amérique latine, dans son ensemble, fait naturellement partie de l'Occident. Il importe, en conséquence, d'organiser la « sécurité nationale » de chacun des États du sous-continent en fonction de cette donnée. En tenant compte, bien entendu, du fait que l'Occident a un leader naturel : les États-Unis, auxquels échoient donc des responsabilités — mais aussi des prérogatives — particulières.

Le corollaire de tout cela est qu'une guerre « permanente », « totale », ravage aujourd'hui la planète. L'agresseur est l'« impérialisme soviétique », plus souvent nommé le « mouvement communiste international » ou encore le « M.C.I. ». Il s'agit d'une guerre « froide », non déclarée, d'ailleurs, « résolument » l'ennemi, au lieu de lancer à l'attaque ses avions et ses tanks, utilise l'arme de la « subversion » — ce cancer qui ronge les forces vives des nations. Celles-ci doivent réagir par tous les moyens afin de protéger leur sécurité menacée.

Ainsi se justifie la prise du pouvoir par les militaires. A la différence des politiciens, corrompus et incapables, ils ont su, eux, comprendre la vraie nature du danger. En outre, qui mieux que les forces armées saurait mettre la nation à l'heure de la mobilisation générale et permanente contre le « M.C.I. » ?

Guerre aux opposants

CETTE succession d'affirmations peut paraître simpliste ; ses conséquences n'en sont que plus redoutables. La guerre étant une situation extrême, il faut s'y préparer avec des moyens extrêmes. D'où la mise en place d'un « système » renforçant considérablement le pouvoir de l'exécutif — représenté par un général-président désigné à ce poste par ses compagnons d'armes. Ce chef suprême est, le plus souvent, assisté par un conseil national de sécurité, où siègent les plus influents de ses collègues, et aidé par une police politique qui contrôle directement. En l'absence d'un Parlement — dissous lors du coup d'État — un conseil d'État, ou tel autre organe désigné, exerce « la fonction législative ». Les partis politiques, symboles des divisions de la nation, sont suspendus ou interdits. Des magistrats à la botte exercent la « fonction judiciaire ».

Les violations des droits de l'homme, si souvent dénoncées à propos des pays sud-américains, s'expliquent ainsi aisément : lorsque la critique n'est plus considérée comme l'expression normale d'une divergence, mais comme un acte visant à saper les bases de la sécurité du pays, l'opposant n'est plus un simple adversaire politique, mais un véritable ennemi. Il convient de le mettre hors d'état de nuire, y compris par les moyens les plus extrêmes : torture, emprisonnement, assassinat, etc. Ceux-ci justifient la fin : la survie de la nation.

Le Père Comblin a recherché les origines de cette doctrine. Aux sources philosophiques, il a trouvé Hobbes — le pessimiste autour duquel les chrétiens ont pu s'agglutiner — et, pour élargir de sécurité, les citoyens doivent s'en remettre à un État tout-puissant. Aux origines politico-militaires, il y a le général allemand Ludendorff : cet « anti-Claude Lorraine » pour qui — en un vingtième siècle où les conflits peuvent être totaux — la guerre devient la donnée centrale, et la politique sa simple poursuite par d'autres moyens.

Le Père Comblin voit dans la « sécurité nationale » une théorisation de pratiques modernes. Américaines d'une part, avec le vote, en 1947, du National Security Act qui a créé, outre le Conseil national de sécurité et la C.I.A., une mystique — dont le maccarthysme devait être l'expression la plus gringante. L'un des cinq chapitres de l'ouvrage est consacré à ce pèlerinage aux sources américaines. Il montre comment cette doctrine a été au sud : par l'intégration progressive des forces armées de tout le



continent ; par l'aide militaire et les ventes d'armements de Washington ; et par les programmes de formation d'officiers latino-américains dans les collèges de guerre des États-Unis et de la zone du canal de Panama. Théorisation de pratiques françaises, d'autre part, et l'auteur se réfère longuement aux écrits sur « la guerre contre-révolutionnaire » des colonels Trinquier et Châteaufort, et aussi du général Beaufre — après leurs expériences vietnamiennes puis algériennes.

L'auteur étudie, d'autre part, les traits nationaux de cette idéologie quasi continentale. La « sécurité nationale » ne s'exprime pas de la même façon au Brésil, qui a été son berceau, et en Argentine, où un nationalisme rémanent lui interdit de s'épanouir pleinement ; au Chili, où le modèle est porté à son paroxysme, et au Pérou, où les impérialistes de sécurité ont été longtemps mis en face de ceux qui développaient l'économie et de la promotion sociale des masses ; en Uruguay, où les militaires se cachent derrière le paravent d'un président civil, et en Bolivie, où la « sécurité nationale » demeure marquée d'un populisme hérité d'époques antérieures.

Une couverture idéologique

Le dernier chapitre, intitulé « le pays et la politique », pose la dernière question de fond. Où aboutit, se demande l'auteur, cette recherche effrénée de la « sécurité nationale » ? Il répond : à l'insécurité absolue. En accroissant indéfiniment ses moyens de protection, défensifs et offensifs, un État est, en effet, conduit à menacer ses voisins ou adversaires potentiels de façon de plus en plus intolérable. Ceci démontre, conclut-il, que la doctrine de l'action des États-Unis en Amérique latine s'appuie sur une

citation du général Eisenhower : « Le fondement d'un ordre stable est la sécurité relative — et donc l'insécurité relative — de ses membres. »

A l'intérieur, la répression se révèle rapidement insuffisante pour assurer la protection de l'État. Celui-ci doit donc passer à l'action préventive — détectant non seulement ses ennemis cachés, mais aussi ses adversaires virtuels, les différenciés, et enfin les tièdes. Sa logique le conduit donc à faire, peu à peu, un vide effrayant autour de lui.

Joseph Comblin se demande si et toute cette armature conceptuelle n'est pas une simple couverture idéologique et pseudo-scientifique servant à cacher un système de domination et d'exploitation des travailleurs par des bourgeoisies habiles et capables de se servir des forces armées pour leurs intérêts privés. Peut-être y a-t-il toujours (chez les militaires) une part d'illusion, volontaire ou non, à côté de la volonté de tromper et d'exploiter. Toujours est-il que, de fait, les objectifs nationaux coïncident de manière surprenante avec ceux de la bourgeoisie. La « sécurité nationale » vise en effet à assurer la survie de la nation. Mais la nation, qu'est-ce à dire ?

Ce n'est pas seulement un territoire à défendre contre les armées étrangères. C'est un certain nombre d'attributs considérés comme essentiels à la survie : des croyances, une religion, des institutions... La nation est donc, aussi, une certaine manière d'être, un certain mode de vie. Or, en Amérique latine, il y a au moins deux modes de vie bien différents : celui des privilégiés, et celui des laissés-pour-compte. La conviction s'impose donc que la « sécurité nationale » exprime ce désir des classes bourgeoises de ne pas être contraintes de changer d'existence par la pression populaire. Le « communisme » est l'ennemi principal. Mais on le craint moins, tout compte fait, sous son avatar international — dont on est protégé par le « parapluie » américain — que sous sa manifestation nationale (3).

L'auteur s'interdit d'examiner les systèmes de « sécurité nationale » en fonction d'une analyse politique partisane. Il les soumet à un examen de passage intellectuel, s'attachant à débusquer les erreurs, les contre-vérités, les sophismes, les mensonges, les « fumisteries » qui amallent les raisonnements des théoriciens.

Prêtre, il juge, enfin, le système à l'aune du christianisme et il n'y a pas d'autre moyen de produire du christianisme que de le pratiquer, conclut sévèrement ce jésuite belge, qui travaille aujourd'hui au Chili, à l'adresse des croisés botés de l'Occident. Expliquant ce point de vue à l'occasion d'un entretien que nous eûmes récemment avec lui à Paris, il déclarait : « La sécurité nationale est totalement incompatible avec le christianisme, car elle part d'une conception radicalement pessimiste de l'homme, considéré comme un loup pour l'homme. Elle ne fait aucune confiance à ses capacités de rédemption. Cela suppose toute l'expérience chrétienne, et tout ce que se fait pour incarner cette expérience dans l'histoire. Comme chez Maurras, le christianisme n'existe plus que comme signe d'identité nationale — en ce qu'il s'oppose au communisme athée. » Après ce livre, il sera, en tout cas, moins facile aux tenants galonnés de la « sécurité nationale » de proclamer que Dieu est de leur côté.

(1) Et. Jean-Pierre Delarge, Paris, 1977, 229 pages, 50 F. Le numéro d'août-septembre 1977 de la revue *Critique* a consacré, de son côté, plus de cent pages aux « Enquêtes militaires » d'Amérique latine avec, notamment, des articles de Philippe Meyer, Hubert Laffont et Alain Joxe, Éditions de Minuit, 8, rue Bernard-Lafay, 75006 Paris, 20 F.

(2) La « géopolitique » est l'étude des facteurs géographiques qui influencent la vie des États, avec la préoccupation d'en tirer des orientations pour une politique. Le premier des géopoliticiens a été l'Allemand Friedrich Ratzel (1844-1904) qui a développé la théorie de l'« espace vital », trouvée chez H.G. von Treitschke. Mais le terme de « géopolitique » a été inventé par le Suédois Rudolf Kjellén, auteur, d'autre part, de la théorie « organique », selon laquelle l'État est un véritable organisme, un être vivant, qui naît, grandit et meurt.

(3) État entendu que l'on désignait, sous le vocable de « communisme », toutes les formes de révolutions. Les libéraux eux-mêmes sont souvent appelés, par la droite, à « décommuniser » les « totos » utiles — littéralement : « les idiots utiles » ; sous-entendu : les communistes internationaux.

● L'Association des journalistes spécialisés de l'Amérique latine et des Caraïbes (A.J.A.L.C.) vient d'être créée à Paris. Elle a pour but de promouvoir la connaissance de l'Amérique latine et des Caraïbes en France, ainsi que de faciliter la circulation de l'information relative à cette région du monde. Le comité directeur de l'A.J.A.L.C. est ainsi constitué : président, Edouard Bailly (*l'Express*) ; vice-présidents, Jean-Pierre Clerc (*le Monde*) et José Fort (*l'Humanité*) ; secrétaire général, Jean Rey ; secrétaire général adjoint, Bernard Cassen (*le Monde diplomatique*). La prochaine assemblée générale de l'A.J.A.L.C. aura lieu le samedi 4 février 1978, à 14 h 30, à l'Institut des hautes études d'Amérique latine, 28, rue Saint-Guillaume, Paris-7.

« L'acteur et le système »

L'art d'évacuer les rapports de classes

VOICI un ouvrage qui interpelle deux dimensions décisives de la sociologie contemporaine et qui, en ce sens, particulièrement stimulante. (1) Il refuse d'une part les approches déterministes, que celles-ci se réclament de la tradition fonctionnaliste en termes de fonctions, statuts et rôles ; qu'elles relèvent d'une approche culturaliste en termes de socialisation des valeurs et des attitudes ; ou enfin qu'elles s'inscrivent dans la tradition marxiste. Il condamne, d'autre part, une fondation générale à théoriser — même si cette théorisation se dissimule souvent sous les apparences de recherches empiriques — en l'absence d'une connaissance concrète suffisante de la réalité concrète. Plus généralement, Michel Crozier et Edward Friedberg opposent au caractère rétrospectif et déductif dominant dans les recherches actuelles une démarche hypothético-inductive et qui se sert de l'expérience vécue des participants pour proposer et vérifier des hypothèses de plus en plus générales sur les caractéristiques de l'ensemble » (p. 394).

S'appuyant sur les recherches empiriques menées depuis plusieurs années dans le cadre du Centre de sociologie des organisations, relevant tout modèle de rationalité a priori, ils placent au centre de leur approche le concept de « stratégie ». « Il n'y a donc plus, à la limite, de comportement rationnel. C'est l'utilité même du concept de stratégie que de s'appuyer indifféremment aux comportements en apparence les plus rationnels et à ceux qui semblent tout à fait erratiques. Derrière les humeurs et les réactions affectives qui commandent ce comportement au jour le jour, il est en effet possible à l'analyse de découvrir des régularités, qui n'ont de sens que par rapport à une stratégie. Celle-ci n'est donc rien d'autre que le fondement infini « ex post » des régularités de comportement observées.

empiriquement. Il s'ensuit qu'une telle « stratégie » n'est nullement synonyme de volonté, pas plus qu'elle n'est nécessairement consciente » (p. 48).

Mais ne risque-t-on pas alors de centrer exclusivement l'analyse sur l'acteur au détriment du système dans lequel il agit, et de tomber dans le volontarisme en voulant échapper à un déterminisme ? Les auteurs répondent à cette objection compliquant l'analyse des stratégies d'une approche systémique. La première est inductive et fondée sur un modèle de négociation et de calcul ;

Par JACQUES CAPDEVIELLE *

la seconde est déductive et renvoie à une logique de finalité et de cohérence. Contradictoire, ces deux approches n'en sont pas moins, pour les auteurs, indissociables. Leur rencontre se réalisant dans le concept de « jeu » : « Au lieu de nous centrer sur une série de concepts bien délimités, structure, rôle, personne, qui ne nous permettent pas d'appréhender les phénomènes que nous jugeons essentiels et qui sont des phénomènes de relations, de négociations, de pouvoir et d'interdépendance, nous nous centrons sur les mécanismes d'intégration de ces phénomènes eux-mêmes (...). Le jeu est l'instrument que les hommes ont élaboré pour régler leur coopération. C'est l'instrument essentiel de l'action organisée. Le jeu concilie la liberté et la contrainte. » (p. 97).

* Attaché de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques.

Il apparaît la dimension nettement « instrumentale » et « intégratrice » de cette démarche, en même temps que son point faible : le concept de pouvoir. En limitant le pouvoir à une relation entre acteurs, en refusant de le considérer comme un attribut, en privilégiant exagérément la « zone d'incertitude », d'« imprévisibilité » que chaque acteur confronte face à ses partenaires, les deux auteurs tentent des modalités d'exercice du pouvoir (en même temps, plus souvent d'ailleurs, des phénomènes de délégation du pouvoir) et non de pouvoir lui-même, de ses fondements, de sa source, contrairement à ce qu'ils laissent supposer. Chaque acteur disposant toujours d'une certaine marge de négociation, d'un certain contrôle d'incertitude, il dispose donc toujours d'une certaine part de pouvoir. Le pouvoir, dans cette construction, est donc mouvant et de ce fait, toute part, Michel Crozier et Edward Friedberg sont ainsi conduits à nier les rapports de classe, mais sans à minimiser leurs formes phénoménales, ainsi par exemple dans le rôle marginal qu'ils attribuent au marché comme facteur de contrainte.

En fait, en passant directement (quelles que soient les médiations prises en compte : l'étude du fonctionnement de l'environnement) de l'étude du fonctionnement des organisations à l'étude du fonctionnement de la société, les auteurs tombent dans le travers qu'ils sont pourtant les premiers à dénoncer, la généralisation dans une théorie macro-sociologique de résultats relevant de la micro-sociologie. Si le concept de « classe sociale » est rationnel au niveau de la compréhension théorique d'un mode de production donné, il est évident qu'on ne saurait en déduire l'existence des classes comme données empiriquement répréhensibles dans une société donnée à un moment donné, mais en ne peut pas davantage en faire l'économie. En strayant les rapports de classes dans leur définition du pouvoir, Michel Crozier et Edward Friedberg limitent la portée de leur analyse conceptuelle de stratégies dans une analyse concrète des classes sociales aujourd'hui, dans une étude de la crise et du devenir de l'acteur et bloc au pouvoir.

(1) Michel Crozier et Edward Friedberg, *L'acteur et le système*, Éditions du Seuil, Paris, 1977, 468 pages, 55 F.

REPERES
LE MENSUEL
DU C.E.R.E.S.

N° 48

ÉNERGIE
ET
CROISSANCE

Prix du numéro : 15 F.
En vente dans les kiosques ou au
13, bd Saint-Martin,
75003 PARIS. Tél. : 887-76-42.

ABONNEMENTS :
France et pays de l'ex-
Communauté française
(sauf Algérie) 120 F
Étranger (par avion) 170 F
G.C.P. 34.975.30 J - LA SOURCE

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Farret, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimé au « Monde »
5, rue de la Harpe
PARIS-13

Reproduction interdite de tous arti-
cles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications n° 47 438

051 011007

Remous autour d'un référendum

LA JUNTE CHILIENNE EN QUÊTE DE LÉGITIMITÉ

Le référendum organisé par le général Pinochet le 4 janvier a provoqué des dissensions au sein de la junte elle-même, en même temps qu'il suscitait de vives critiques des hostilités nettement marquées. C'est ainsi que le « contrôleur général » de la République a publiquement contesté la validité constitutionnelle de cette initiative. Unanimes, les évêques chiliens ont estimé qu'il convenait d'annuler ou, au moins, d'ajourner la consultation populaire. Au nom de la démocratie chrétienne, l'ex-président Eduardo Frei a rejeté le référendum « dans sa forme et dans sa substance ». Conçu comme une tentative de donner une légitimité à la junte, l'appel aux urnes a marqué avec un certain éclat les faiblesses de la dictature. Ce sentiment est renforcé par une décision de la Cour suprême qui, réunie le 19 décembre en séance plénière mais en l'absence de son président, avait annulé par dix voix contre deux un décret-loi du mois de mai retirant la nationalité chilienne à un syndicaliste chilien, M. Humberto Elgueta.

Par ARMANDO URIBE

droite et devoirs des citoyens, entamant les préceptes constitutionnels souvent de façon implicite et tacite.

c) Les décrets-lois qui, selon une déclaration de fin 1974, se référaient de manière explicite à la Constitution de 1925 en y introduisant des réformes.

d) Les actes constitutionnels, qui créent par exemple un Conseil d'Etat fantôme, ou procèdent des droits personnels vite éliminés par des décrets-lois ; tel fut le cas pour le droit à la protection légale et judiciaire, qui ne convenait évidemment pas aux besoins de l'Etat militaire, comme on le vit à propos d'une station de radio démocrate-chrétienne, fermée par la force, et d'un ancien ministre de M. Frei, expulsé du pays par la force.

organisée des nations, une opinion publique mondiale, informée et soucieuse de la paix, au nom de la conscience et de l'histoire, suivent les activités des gouvernements. Les rapports ou déclarations d'Amnesty International, du Conseil mondial des Eglises, des commissions ou associations internationales de juristes, d'autres organismes non gouvernementaux reconnus par les Nations unies, et surtout les résolutions de l'ONU elle-même et des systèmes régionaux qui s'y rattachent, autant d'instruments de délégitimation ou d'illegitimation privilégiés.

C'est au moins ce que considèrent les gouvernements ainsi assésés. Parmi les régimes condamnés par les Nations unies pour violation de ses principes figurent, notamment, l'Afrique du Sud et le Chili, tandis que bien d'autres auteurs des droits de l'homme et des peuples sont épargnés. Pourquoi ce double standard, pourquoi le Chili se demandent les gens du monde ? La junte comme les styles du Mercosur (12) ? Ils n'y comprennent goutte — honnêtement. Pourquoi pas l'Ouganda ou l'I.R.S.S., Bokassa ou Fidel ?

Pourquoi ? Parce que le Chili est une démocratie. L'Etat chilien était parmi les plus vieux d'Occident. Le peuple chilien connaissait, avait expérimenté et exercé les droits humains dans leur version laïque et chrétienne. Ces droits de l'homme étaient, du Chili, culturellement « internationaux ».

Le Chili ne peut être jugé à l'aune de l'Ouganda, du Cameroun ou de la Chine ; au Chili, il n'y a pas eu de terrors, comme dans l'histoire de l'Union soviétique ; le Chili n'est ni pas une république de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay ou du Guatemala. Sous l'égide des militaires, le Chili, qui ne produit pas de bananes, s'est transformé en « Banana Republic ». Une République ? Pinochet est allé jusqu'à dire que, ni de son vivant

ni sous son successeur, le régime ne changerait. *Regem habemus* !

Un autre mémoire de 1977 à l'université de Paris-I a raisonnablement conclu que la cause des droits de l'homme ne connaît d'essor international que dans les cas où les valeurs historiques, culturelles et traditionnelles dans le pays mis en cause correspondent aux principes qu'on lui demande de respecter. Ce qui n'est évidemment pas le cas de l'empire centralisateur ou d'autres empires centraux.

La junte se proclame occidentale et chrétienne. Ces traditions politiques, le Chili, effectivement, les a. La junte, pas. Du point de vue formel, pratiquement tous les membres des Nations unies se sont engagés à respecter les conventions internationales concernant les droits de l'homme, les droits politiques et sociaux, les droits et devoirs économiques des Etats. Mais, au fond, les pays sont, en première instance, comparés à eux-mêmes plutôt qu'à des normes internationales. Et, par rapport à lui-même, le Chili tenu sous la botte manque gravement à ce qu'il a été, à ce qu'il est, à ce qu'il doit être.

Les traditions chrétiennes des Américains de souche protestante, des Chiliens « occidentaux » et catholiques, requièrent d'eux un soin tout particulier dans le maintien de certains principes. D'où les condamnations du Chili de la junte (13). Elles sont en faveur du Chili et des Chiliens. La junte est au danger international. Pinochet, son régime, ses serviteurs, leurs actes sont la source du véritable danger international, extrêmement grave en ce moment, auquel le Chili est exposé.

Parce qu'ils ont eu la bonté de ne pas nous tuer tous, simplement de nous exiler, ils semblent croire que, reconnaissant leur magnanimité, nous devrions nous taire et attendre le bon plaisir des dieux et des maîtres. Les, nous sommes ingrats et, comme des morts en sursis, nous écrivons leur épitaphe : *Homo nullus numero...*

V OILA déjà cinquante mois que l'écrit mon premier article d'un Chilien devant le spectacle de l'Etat historique détruit par les militaires, de la nation abandonnée par une classe qui se disait « supérieure » tout en abdiquant ses valeurs au profit de l'étranger (1).

Quatre ans plus tard, bien que chacun sache que l' « on n'a pas de patrie ni de foyer définitif sur la terre » (2), il faut bien étayer le drame d'être chilien. Comme l'écrivent les évêques dans leur « lettre aux Chiliens du dehors », « l'effort vous a finalement permis de connaître d'autres hommes, d'autres idées, d'autres expériences... » (3). Peu après la Nativité, la famille de Jésus connaît aussi la souffrance de l'exil. La fuite en Egypte de Joseph, de Marie et de l'enfant ressemblait assez à l'exil de beaucoup d'entre nous, et elle fut accompagnée des mêmes angoisses, déchirements et priations que vous connaissez. Nous voulons dire que nous sommes avec vous » (3).

Le Chili sous la botte, est encore le Chili au pilori. Le régime des militaires n'est pas seulement brutal ; il s'étend entre la honte et le ridicule. « Ils ne sont pas, eux, ma patrie, je le dis à qui voudra mourir dans ces contrées » (4).

Le penchant au ridicule a voulu que les « experts » proposés aux relations publiques de la junte aient, voilà quelques mois, passé contract avec Gallup pour substituer aux élections un sondage d'opinion. « Êtes-vous satisfait du sens de l'autorité que manifeste le président Pinochet ? » Telle était la question-clé. Réponses très satisfaites, on peut s'en douter. Jusqu'au moment où, trop empressé ou enthousiaste, quelque technocrate américain, laissant une marge involontaire à l'humour noir du peuple murmuré, formula ainsi la question fatale : « Le général Pinochet est-il très intelligent — ou d'une intelligence simplement courante ? » Et vint la réponse écrasante : d'une intelligence simplement courante. Fin de

l'opération Gallup, du marketing politique, des « élections » par sondage.

Ainsi, le 21 décembre dernier, après le plus récent canotage reçu par la junte aux Nations unies, Pinochet annonce la décision solennelle de sonder les intentions du peuple par le moyen d'un « référendum ». La date du 4 janvier 1978 a été choisie pour ce nouveau recensement, à la Hérode, des innocents voués au massacre. Telle est la proclamation sur laquelle le peuple chilien était invité à se prononcer par oui ou par non :

« Face à l'agression internationale dont le gouvernement de notre patrie est victime, l'urgence du président Pinochet dans sa défense de la dignité du Chili et le réajustement de la République pour mener sereinement le cours de l'institutionnalisation du pays » (5).

C'est essentiellement en raison de cette « agression internationale » que, plus de quatre ans après leur méfait, Pinochet et ses complices cherchent encore, désespérément, la légitimité perdue. Pendant que se poursuit notre longue traversée du désert, les militaires et l'urgence sociale qui, dans l'ombre, les guide font en pure perte, sans pouvoir trouver cet objet d'autrui. Pourtant, il existe en théorie plusieurs formes de légitimité, et Max Weber avait identifié trois, qui, aujourd'hui encore, constituent des critères de base.

D'abord, l'autorité « légale » exercée (6), dont le type le plus pur, s'appuyant sur un corps bureaucratique administratif, consiste en une « compétence » dans la sphère des lois généralement connues et s'exprime par une hiérarchie clairement délimitée, rationnellement définie. Dans un Etat de droit, mais la junte a démantelé l'appareil bureaucratique chilien sans prétexte d'épurations légales et de libération économique. Elle n'a pas été capable de définir les limites du pouvoir dans un pays où les dispositions de rang constitutionnel s'échelonnent, ou plutôt s'enchevêtrent, à cinq différents niveaux d' « impérialisme » :

a) La Constitution de 1925, trouée comme une soie noire aux formes vagues et incertaines ; nul ne peut dire quelles normes de cette Constitution sont encore en vigueur et lesquelles ne le sont plus.

b) Les décrets-lois signés lors de la première étape de promulgations sauvages des règles concernant les

L'argument du double standard

DES sociologues et historiens contemporains ont élaboré d'autres arguments qui permettraient que la violence d'Etat, la coercition, la dictature soient légitimées par le biais idéologique, fondant ainsi l'Etat ; c'est la « force justifiée » de Pascal, l'« hégémonie culturelle » de Gramsci (9). Ces nouvelles notions de légitimité sont peut-être plus discutables que celles de Weber. Mais la science politique, aujourd'hui, a écarté de conceptions de la légitimité que les politiciens de justification au jour le jour.

Ainsi, au cours de la dernière décennie, des Américains ont développé, pour l'Amérique latine, le concept valable, selon eux, depuis les caudillos modernisants et positivistes de la fin du dix-neuvième siècle jusqu'aux régimes militaires-technocratiques de nos jours, d'une légitimité par « l'ordre et le progrès » (Martin C. Needler), par l'efficacité ou l'effectiveness (Raymond Martin Lipset), et par l'achèvement — *achievement* (Peter Smith) (10). Le régime de Pinochet serait-il technocratiquement progressiste, efficace, expert et accompli ? Avec les « Chicago-boys » de Milton Friedman incarnés dans son appareil économique, il a bien cherché une efficacité de technocratie accomplie. Mais les résultats montrent à quel point cette politique est régressive. Leur « économie sociale de marché » n'a rien ni l'inflation ni les dépenses des taux d'intérêt, elle accroît le chômage, installe la famine, désorganise le capital d'Etat, suce des crédits à court terme et à un coût énorme tout en effrayant les investisseurs. La santé, l'éducation, la Sécurité sociale sont en peau de chagrin, le produit national brut et le revenu par tête diminuent, et de même le nombre de têtes chiliennes — un million d'émigrés et d'exilés selon le cardinal de Santiago (déclaration du 1^{er} mai 1977) L'Eglise catholique, grande institution légitimatrice en Amérique latine, leur en fait grief. Du point de vue de la rationalité économique et sociale, le Chili a rétrogradé de plusieurs décennies. Décidément, son « efficacité » ne saurait légitimer la junte.

On sait bien que l'autorité se légitime à travers plusieurs procédures

simultanées. La concurrence de divers indices de légitimation provoque parfois une situation d'ambiguïté qui, dans des époques de transition, l'avantage de Pinochet. L'hypothèse d'une légitimation par l'ambiguïté vient d'être présentée dans un mémoire à l'université de Paris-I. Le secret et le mystère arrivent parfois à faire office d'épave de moyens de légitimation des nouveaux pouvoirs. Malheureusement, le régime de la junte n'a rien de clandestin, il est sans équivoque, le Chili est public et notoire.

Reste la légitimité par un système international (11). Il existe actuellement des systèmes et une communauté

L'image de la dictature en France

ANCIEN ambassadeur du Chili en France (1965-1970), puis principal conseiller diplomatique de la junte entre 1973 et 1976, M. Enrique Bernsten a publié à Santiago un article dans lequel il analyse l'attitude de la France à l'égard de la dictature chilienne (1). Dans un précédent article, il avait expliqué qu'il avait été invité par le gouvernement français à faire une visite au cours de laquelle il a vu, expliqué, des entretiens avec des « leaders de la majorité politique qui appuie le gouvernement », français. Il cite MM. Fauriol, président du Sénat ; André Colin, président de la commission sénatoriale des affaires étrangères ; Courvoisier, Michel Debré, Jean Lecanuet ; Jean de Lipkowski, ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. « Tous, croit-il, devaient préciser, sont clairement antiaméricains » et ont « montré une connaissance claire et précise » de la situation qui règne au Chili. M. Enrique Bernsten écrit :

« Je résume leur pensée sur le présent et sur l'avenir de notre pays. J'écris : leur « pensée, parce qu'elle fut unanime. »

« (...) Ils reconnaissent le rôle très particulier que nous avons eu en Amérique latine comme gardiens jaloux d'une démocratie effective et de droit. Mais, en même temps, ils sont conscients que le régime de l'unité populaire nous conduisit au désastre économique, moral et social. En l'absence d'une issue politique, et devant l'imminence d'une guerre civile, il ne restait d'autre solution que l'intervention des forces armées. Ils savent qu'elle eut un appui immense des citoyens. Ils comprennent aussi que, après ce qui s'est produit, il n'est pas facile de rétablir la démocratie traditionnelle. Ils pensent que le Chili est libre de choisir le modèle de gouvernement qui lui convient le mieux et, bien entendu, qu'il appartiendra au peuple de choisir ce gouvernement. Sur cette base, ils reconnaissent qu'il est possible et désirable de maintenir de bonnes relations d'amitié et de coopération avec des régimes constitutionnels différents du système traditionnel qu'ils préconisent pour la France. »

Un peu plus loin M. Bernsten ajoute :

« Ils sont sincèrement préoccupés du respect des droits de l'homme. Les dénonciations de la torture, des disparitions, des détentions arbitraires dans des camps de concentration les impressionnent de manière spéciale parce qu'elles leur rappellent l'occupation nazie. Ils sont conscients que beaucoup de nouvelles diffusées à l'étranger sont fausses ou exagérées. »

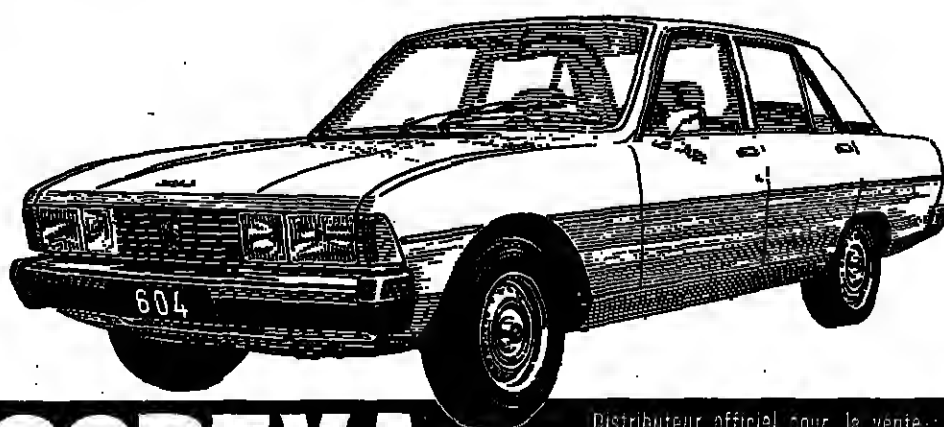
Il est évident que la situation serait plus simple si de telles nouvelles n'étaient pas diffusées... C. J.

(1) Enrique Bernsten, « Nuestra imagen en Francia », dans *Exilio*, Santiago du Chili, 21 décembre 1977.

Le Monde des Philatélistes
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Spécimen sur simple demande.
11 bis, bd Haussmann,
75009 PARIS.

automobiles
PEUGEOT



SODEXA

26, RUE CAMBACÉRÈS • 75362 PARIS CEDEX 08 • 742.77.39 • Telex Peugeot 280.426

Distributeur officiel pour la vente :

- aux membres du Corps Diplomatique et des Organisations Internationales
- aux Clubs se trouvant en France

Exclusivement immatriculations spéciales CD et IT

VERS UN NOUVEL ORDRE

Réticences arabes et perspectives de règlement séparé

Un député israélien

P our la première fois depuis les pourparlers d'armistice de 1949 à Rhodes, l'Egypte et Israël s'assoient à la même table et, dans une atmosphère sereine, discutent d'une paix réelle au Proche-Orient. Mais la rencontre en Egypte des deux chefs d'Etat, qui n'était que la partie visible d'un iceberg de négociations et de discussions, a aussi marqué la fin de l'acte I, scène 1 de l'étonnant spectacle inauguré au Proche-Orient par l'initiative du président Sadate. Les discussions de Mena House ont mis fin à l'euphorie et ouvert un marchandage serré autour d'une mission impossible : mettre un terme à la guerre qui, pendant trente ans, a opposé Israël aux Etats arabes.

La guerre la plus longue de notre époque s'est terminée sans confrontation finale, sans vainqueur ni vaincu. La guerre menée par les Arabes contre Israël n'était pas dirigée contre un gouvernement ou contre une politique. Elle symbolisait le refus total de l'idée même d'un Etat juif au Proche-Orient. Il n'est pas facile, même dans les circonstances les plus favorables, de mettre un terme à un conflit aussi émotionnel et aussi durable. Mais les circonstances sont loin d'être les plus favorables et sont, en outre, aggravées par deux obstacles apparemment insurmontables.

Tout d'abord, le président Sadate exige un règlement global au nom de tous les autres Etats de la confrontation et au nom des Palestiniens. Cependant, au moins la Syrie et l'O.L.P. refusent d'envisager avec lui un marchandage — le paix en échange de territoires — et elles ont renforcé leurs attaques verbales contre Israël — et contre l'Egypte, accroissant ainsi les soupçons d'Israël et sa crainte d'un retrait qui aurait pour effet de réduire la distance géographique le séparant de ses ennemis vengateurs.

Ensuite se pose, bien sûr, le problème de la rive occidentale et des Palestiniens. Le premier ministre Begin a remporté les récentes élections grâce à un programme qui excluait formellement une « domination étrangère » sur toute partie d'Israël, y compris la Judée et la Samarie. M. Begin n'emploie jamais le terme « Palestiniens » (même pour parler des « Arabes palestiniens ») et il a réaffirmé la droit des Juifs à s'installer n'importe où sur la rive occidentale. C'est étant, son projet d'accorder l'autonomie à la rive occidentale et à Gaza, dans le cadre d'une souveraineté non définie et à la main-tenant sous la contrôle militaire israélien, représente, certes, une concession majeure par rapport à ses vues doctrinaires antérieures, mais il reste insuffisant par rapport à ce que Sadate considère comme une exigence minimum.

Un commun besoin de paix

E t cependant, malgré ces divergences entre deux positions inconciliables, on peut trouver bien des raisons d'être optimiste en ce fondent sur toute une série de facteurs. D'abord la nécessité objective, à la fois pour Israël et pour l'Egypte, de mettre un terme aux menaces de guerre. L'engagement important de l'Egypte dans le conflit judéo-arabe était surtout le résultat de la politique de Nasser, laquelle reposait sur deux piliers de « non-sagesse » : le panarabisme sous hégémonie égyptienne et l'hostilité à l'Occident. M. Sadate ayant détruit ces deux principes, toute justification s'écroule d'une guerre longue et coûteuse contre Israël. Les problèmes intérieurs de l'Egypte réduisent à peu de chose les éloges de guerre traditionnels. Simple détail significatif à cet égard : le nombre des pauvres et des sans-emploi en Egypte est supérieur à celui des réfugiés palestiniens qui reçoivent l'aide de l'ONU et dont le sort est devenu une affaire internationale.

L'Egypte ne veut pas — et peut-être ne le peut-elle pas — traiter avec Israël sur une base bilatérale. Cependant, et les concessions israéliennes sur la rive occidentale sont substantielles et raisonnables, et si le « Front du refus » continue à dire « non » à la paix, M. Sadate peut être tenté d'offrir un règlement global à la Jordanie, à la Syrie et aux Palestiniens, leur faisant comprendre que c'est « à prendre ou à laisser ». La responsabilité de l'échec incombant alors à ceux qui refusent la

paix et non à l'Egypte, ce qui pourra inciter M. Sadate à accepter un arrangement séparé avec Israël, le paix avec les autres parties restant en suspens dans l'attente de leur acceptation. Ou bien la Jordanie peut faire étienne (avec l'appui tacite de l'Arabie Saoudite) le principe du président égyptien voulant qu'à « Tripoli à annuler Rabat », moyennant quoi la décision de considérer l'O.L.P. comme l'unique représentant des Palestiniens est nulle et non avenue. Si la Jordanie adopte ce point de vue et prend part aux négociations de paix, les deux autres parties concernées, la Syrie et l'O.L.P., auront perdu leur capacité d'entraîner le cours des événements et d'empêcher un règlement pacifique.

Ces deux possibilités dépendent, en somme, des concessions israéliennes sur Gaza et sur la rive occidentale. L'idée d'un « Etat juif » dans ces régions — c'est-à-dire d'autonomie plus présence militaire d'Israël — présente bien des inconvénients et ne peut que renvoyer de vigoureuse objection de la part des Palestiniens et des Arabes. Mais sa force réside dans sa faiblesse : il s'agit d'un concept vague et souple. L'importance de ses deux composantes (autonomie interne et contrôle militaire israélien) peut être modulée au cours des négociations. Selon les dirigeants du Likoud, le fait qu'il n'exige aucune annexion légale des territoires par Israël est un avantage supplémentaire. La présence militaire israélienne compenserait ainsi les principales revendications des frontières qui presque tous les Israéliens considèrent comme abso-

lument indispensables à leur défense, et que tous les Etats arabes refusent. En outre, si cette division fonctionnelle et l'autonomie palestinienne sont considérées par les deux parties non comme un accord définitif mais comme une mesure provisoire susceptible d'être, périodiquement, réexaminée et renégociée, la formule deviendrait moins inacceptable aux Egyptiens. En d'autres termes, l'idée de l'autonomie peut et doit être considérée comme un passage menant à la seule solution viable à long terme : deux nations indépendantes dans la Palestine originale, exprimant toutes deux le besoin d'autodétermination des Juifs et des Arabes.

Régime de transition pour les Palestiniens ?

I l'existe des précédents internationaux à ce genre d'accord provisoire, en certaines régions où aucun Etat n'exerce une pleine et entière souveraineté. Pour être l'exemple qui se rapproche le plus de la conception de M. Begin à propos des régions palestiniennes autonomes est-il le régime qu'a connu la Sarre entre 1947 et 1957, date de son retour à l'Allemagne occidentale. Sous ce régime, la Sarre jouissait de l'auto-

* Député du Mouvement démocratique pour le changement (Dash) membre de la commission des affaires étrangères et de la sécurité de la Knesset.

Un intellectuel égyptien

C ertes, le voyage de M. Sadate à Jérusalem a été une surprise renversante, mais c'est aussi l'aboutissement logique d'une évolution au Proche-Orient. Depuis longtemps déjà, pour les parties arabes en mesure d'orienter le cours du conflit, la recherche de la paix était moins déterminée par les revendications nationales arabes que par des considérations de classe, par la volonté de sauvegarder la structure des rapports inter-arabes ébauchés à partir de la nouvelle richesse pétrolière, par la stabilisation d'intérêts économiques menacés tout autant par la perpétuation de la non-paix que par une paix aux conditions israéliennes.

Depuis déjà longtemps, la satisfaction des revendications palestiniennes n'est plus pour les négociateurs arabes le fond même du règlement. C'est là une hypothèse que la guerre civile libanaise a amplement vérifiée. La coalition de la résistance palestinienne avec la gauche au Liban a été perdue par les régimes arabes comme un élément de subversion, menaçant la structure du monde arabe bien plus qu'Israël ne peut le faire. Dès lors, il ne s'agit plus de satisfaire ces revendications, mais plutôt de circonvenir le danger qu'elles représentent. Désormais, le règlement du contentieux avec Israël se pose en termes de persuasion bien plus que de dissuasion : « Accordez aux Palestiniens suffisamment pour empêcher qu'ils ne deviennent un élément de subversion contre nous ; nous vous garantissons en contrepartie qu'ils ne seront plus un élément de subversion contre vous ».

Face à l'intransigence du Likoud, M. Sadate s'est senti obligé de franchir le seuil que ses pairs arabes n'osaient aborder. Dans une logique du règlement où ce sont les positions de force, et non pas les droits violés, qui déterminent la conduite des protagonistes, l'Egypte occupe une place toute spéciale : elle est la plus vulnérable des interlocuteurs arabes, vu l'effondrement accéléré de ses infrastructures ; mais aussi, si l'Egypte s'élève seule ne peut pas faire la paix, sans elle les autres Etats arabes ne peuvent pas lancer une guerre. En prenant ouvertement et directement contact avec l'« ennemi sioniste », M. Sadate, apparemment, colportait tout le monde :

Les Etats-Unis, qui, soucieux de ne pas subir les retombées d'un piètement de plus en plus évident dans la préparation de la conférence de

La sécurité par le développement des liens économiques ?

Par MOHAMED SID-AHMED *

Genève, avaient cherché à multiplier les engagements mutuels et étaient allés jusqu'à introduire l'O.R.S.S. dans le circuit de la négociation (par le biais d'une déclaration conjointe), après que M. Kissinger eut tout fait pour l'exclure. Or voici que M. Sadate, en engageant avec Israël un dialogue direct, libère du même coup toutes les autres parties de leurs engagements antérieurs. Il ne pouvait plus être question d'une délégation arabe unifiée à Genève. L'administration Carter, à son tour, n'avait d'autre choix que de lui embêter le pas (elle avait toujours préconisé la nécessité de négociations directes), quitte à s'évertuer après coup à comprendre les parties arabes récalcitrantes.

Les Etats conservateurs arabes : c'était leur intime que leur manque de générosité envers l'Egypte avait conduit à un réalisme que, quelle que soit leur réputation, ils ne pouvaient qu'adopter. Après tout, c'est grâce aux sacrifices de l'Egypte, à son sang abondamment versé au cours des batailles « victorieuses » d'Octobre, que le quadruplement de leurs revenus du pétrole avait été possible.

Les régimes arabes militants : c'était leur lancer le défi que leur hostilité ne pouvait être qu'inconsciente ; ils pouvaient bien protester avec véhémence, prôner des accusations de trahison et de capitulation, — pouvaient-ils sans l'Egypte arrêter à l'égard d'Israël une politique plus heureuse ?

Entreprises de récupération

L e peuple égyptien a grosso modo suivi son président, non seulement parce que, en vue de produire cette impression, les appareils bureaucratiques officiels ont été totalement mobilisés, parce qu'un véritable débat public n'a été toléré et que l'on a privé les oppositions de tout moyen d'expression, mais aussi à cause d'une propagande insidieuse, menée de longue date, qui faisait valoir les frustrations légitimes des Egyptiens envers la prodigalité arrogante des nouveaux riches arabes : au lieu de chercher dans une politique de servilité à leur

nomie politique, elle avait un Parlement élu et son propre premier ministre (Johannes Hoffman). La Sarre était liée à la France dans une union diplomatique et économique et elle était soumise au contrôle militaire français. En vertu d'une convention franco-sarroise signée en 1920, ses mines furent concédées pour cinquante ans à la France. L'Allemagne de l'Ouest s'étant affirmée comme un partenaire pacifique et démocratique de l'Europe unie, et les appréhensions en France d'un renouveau du militarisme germanique s'étant atténuées, la Sarre put être rendue à l'Allemagne et elle devint, le 1^{er} janvier 1957, le dixième Land de la République fédérale. Un scénario analogue peut être envisagé pour la rive occidentale et la bande de Gaza.

Les précédents internationaux ne sont utiles que s'il existe des dirigeants désireux de s'en servir dans un esprit constructif. Tout indique que MM. Begin et Sadate sont également décidés à saisir l'occasion unique de mettre fin à la guerre indisciplinée, tous deux ont pleinement conscience de leur rôle historique et de l'appui de l'opinion publique de leurs pays respectifs. La clairvoyance et le courage du président Sadate et la souplesse institutionnelle de M. Begin ont déjà créé une réalité nouvelle au Proche-Orient. Le spectacle de cette nouvelle réalité, qui apparaît chaque soir sur les écrans de télévision, exerce un effet dynamique sur l'évolution politique. Les manifestations publiques d'amitié entre Israël et l'Egypte modifient l'état d'esprit dans les deux peuples. Pour les Israéliens, l'idée d'une paix véritable a brusquement cessé d'appartenir au domaine du rêve. Les Egyptiens, quant à eux, découvrent des

Après l'euphorie du mois de décembre, c'est de nouveau l'incertitude au Proche-Orient. Le « plan de paix » de M. Begin, publié ou l'annonce de sa rencontre à Jérusalem avec le président Sadate, a rappelé que les dirigeants israéliens, quelle que soit leur appartenance politique, ne pouvaient envisager en Cisjordanie et à Gaza des concessions qui laissent la moindre chance aux représentants de la résistance palestinienne de prendre un jour en main la destinée d'un éventuel Etat palestinien. Moyennant un allègement du régime d'occupation militaire actuel, l'autonomie proposée aux habitants de la Cisjordanie, pour une durée indéfinie, devrait laisser le temps faire son office pour ruiner le crédit des partisans de l'O.L.P., rendus responsables du maintien de la présence israélienne sur ce territoire. Comme si dix années d'occupation n'avaient pas contribué au renforcement de l'influence de l'O.L.P. chez les Palestiniens ; comme si la promesse de toute occupation étrangère n'était pas d'engendrer sans cesse de nouveaux espoirs de résistance et de libération.

aspects inconnus d'Israël : ses traumatismes encore vivaces, sa crainte de la guerre, sa passion pour la paix. Les mentalités nationales ont évolué dans les deux pays d'une manière probablement sans précédent, du moins à l'époque où la télévision n'existait pas. Un retour à la guerre entre Israël et l'Egypte devient moins probable : non seulement les événements spectaculaires du Proche-Orient engendrent leur propre dynamique, mais ils créent aussi des effets irréversibles. Après une ruineuse guerre de trente ans, il y a place, en dépit des oppositions et des réserves, pour un optimisme justifié.

Une alliance informelle entre l'Egypte Israël et l'Iran ?

Avant même que la visite du président Carter à Téhéran attire l'attention sur l'entrée en scène de l'Iran dans les efforts de paix au Proche-Orient, la magazine américaine Time faisait état (numéro daté du 2 janvier) de certaines spéculations qui avaient cours à ce propos en Egypte à la fin du mois de décembre :

« Au Caire, des Egyptiens spéculent, la semaine dernière, sur l'éventualité d'une alliance informelle entre l'Egypte, Israël et l'Iran qui unirait trois pays aux atouts économiques complémentaires : main-d'œuvre (égyptienne), technologie occidentale (israélienne) et richesse pétrolière (iranienne). Pour la première fois, l'Egypte aurait des alliés non arabes dans la région. La fondation d'une telle association serait une opposition commune à l'extension de l'influence des Soviétiques ou des forces de gauche au Proche-Orient — ce qui reflète la conviction de Sadate que, pour lui, le réel danger est représenté par l'Union soviétique et non par Israël. »

Or le jour où l'Egypte aura recouvré l'ensemble de ses territoires occupés, Israël aura perdu cet instrument. Contradiction inhérente qui fait que la satisfaction d'une des deux parties ne peut que désavantager l'autre. Pourtant une solution, que tant M. Sadate que M. Begin pourraient présenter comme totalement satisfaisante, n'est pas exclue. La Sinaï ne constitue pas pour M. Begin une partie d'« Eretz Israël ». La sécurité d'Israël, la garantie qu'aucune autre guerre avec l'Egypte ne pourra avoir lieu (quelle que soient les changements qui y interviennent), peuvent être assurées, une fois l'évacuation décidée, par des moyens autrement plus efficaces que la seule interposition de zones démilitarisées.

Déplacement des contradictions

L'EGYPTE en ce moment souffre d'une situation économique quasi désespérée. Il lui serait difficile de payer ses dettes et à sa souveraineté qu'impliquait une éventuelle invasion économique venant de l'extérieur. C'est plutôt elle qui se débat, par l'entremise de sa politique d'« ouverture », en vue d'attirer des investisseurs qui demeurent encore très réticents. Or Israël pourrait très bien se porter garant de gros investissements en Egypte, ayant recours aux capitaux juifs, aux milieux d'affaires internationaux qui ont toujours soutenu Israël et ont longtemps été boycottés par les pays arabes. Déjà diverses propositions ont été faites, concernant l'exploitation en commun

RECTIFICATIF. — Plusieurs lecteurs — dont certains ont omis de mentionner leur adresse — ainsi que l'ambassade d'Israël, nous prient de préciser qu'il n'existe, sur les portes de la Knesset, aucune carte d'Israël « allant du Nord à l'Egypte » et, contrairement à ce qu'écrivait Marie-Christine Aulas dans son article du mois dernier « Une victoire de l'Egypte égyptienne ? ».

[Nous avons reproduit dans notre numéro de juin 1977 (page 21) le document officiel qui illustre la position des autorités israéliennes pour ce qui concerne les frontières de l'Etat.]

* Journaliste égyptien, auteur de Quand les croix se croisent (Editions Belin, Paris, 1976).

051 01100

RÉGIONAL AU PROCHE-ORIENT

L'Egypte s'étant détachée du monde arabe et de la suite de la politique d'« ouverture » du président Sadate et de son voyage à Jérusalem, l'Etat d'Israël se trouve pour ainsi dire, dans les circonstances présentes, de la principale menace militaire dirigée contre son existence. Si la présidence égyptienne et ses alliés occidentaux n'arrivent pas à convaincre rapidement les autres Etats arabes directement intéressés à un règlement global du conflit de se rendre aux conditions de paix israéliennes, un règlement séparé entre Jérusalem et Le Caire devra intervenir pour sauver le régime de M. Sadate en échange d'avantages économiques substantiels pour l'Egypte.

Jusqu'à présent, l'aide financière à l'Egypte — principalement d'origine occidentale — était savamment dosée pour lui permettre tout juste de maintenir à flot une économie ruinée par la guerre et où les investissements étrangers n'arrivent pas. Fidèle allié de l'Amérique, l'Arabie Saoudite ne réserve cependant pas ses lar-

gesses financières à la seule Egypte : elle doit servir de rebais à la pénétration des capitaux pétroliers dans d'autres pays islamiques d'Afrique et d'Orient, comme le Soudan, par exemple, où les projets de développement agricole sont censés ouvrir de larges perspectives au monde arabe (voir pages 10 et 11 l'article de Christophe Batsch).

Lors de son récent voyage, le président Carter ne s'est pas contenté de rencontrer le roi Hussein de Jordanie à Téhéran. Il a aussi consacré une bonne part de ses entretiens avec le chah aux perspectives de règlement du conflit israélo-arabe. Non seulement il a couvert la souveraineté israélienne d'« éloges », mais il a aussi marqué à cette occasion sa volonté d'associer plus étroitement cet autre porteur privilégié aux efforts de stabilisation de la région. L'Iran n'est pas un pays arabe, mais « il n'existe aucun pays qui soit plus proche de nous en ce qui concerne la programmation de notre sécurité militaire mutuelle », a précisé

M. Carter. La participation de Téhéran à la mise en place du nouvel ordre économique régional permettrait de même coup de gonfler la dimension proprement arabe du conflit.

Devant de telles perspectives, les Etats arabes « modérés » en de nouveau « front du refus » apparemment d'autant plus dénués qu'ils sont tous engagés dans le même choix de développement, qu'ils disposent au non de revenus pétroliers. La marge de manœuvre des dirigeants de l'O.L.P. n'en apparaît que plus réduite. L'intransigeance du refus palestinien, réaffirmée par le comité exécutif de l'Organisation après la conférence d'Ismaïlia, est-elle désormais la meilleure carte pour l'avenir du peuple palestinien ?

Les trois opinions ci-dessous et l'article de Selim Turqat sur les relations syro-palestiniennes (page 8), traduisent la nouvelle complexité du problème que la diplomatie américaine s'emploie maintenant à résoudre à partir des surenchères israélo-égyptiennes.

du pétrole du Sinai et de la mer Rouge, l'aménagement de terres au Sinai et leur bonification, la désalinisation de l'eau de mer par l'entremise de centrales nucléaires. Des projets bien plus ambitieux, recouvrant l'ensemble de l'Egypte, pourraient être envisagés. M. Sadate serait en mesure de dire qu'il a obtenu non seulement l'évacuation des territoires, mais aussi une impressionnante collection de projets audacieux, donnant finalement plein essor à sa politique d'« ouverture » et garantissant, avec l'avènement de la paix, une ère de prospérité. Cet acquis

pour l'Egypte sera présenté comme un modèle pour l'ensemble du monde arabe.

En fait, ce décollage de la politique d'« ouverture » ne sera envisagé que dans la mesure où il se produira en passant par Israël. Pour les investisseurs auxquels Israël fera appel, il s'agit moins de renforcer l'économie égyptienne que d'assurer la sécurité de l'Etat hébreu. Ce dernier, étant la partie garante, exigera en contrepartie un droit de regard. L'économie égyptienne devra être organiquement liée à l'économie israélienne, tant et si

bien que, jamais plus, il ne pourrait être question de guerre. En fait, il ne s'agit pas seulement de la sécurité d'Israël, mais aussi de la mise en condition de l'économie égyptienne afin de résoudre les problèmes de l'économie israélienne. La coopération nationale entre l'Egypte et Israël n'aura pas été éliminée : elle aura tout simplement été déplacée pour venir exacerber encore davantage les contradictions sociales au sein même de la société égyptienne, même si cette exacerbation des conflits sociaux devait être pour un temps camouflée par

l'euphorie d'une soudaine réanimation de l'économie qui, en définitive, ne pourrait qu'accroître encore davantage les clivages et disparités sociales et économiques. L'Egypte ne sera pas la seule à en pâtir. Des réalignements au Proche-Orient, faisant fi des aspirations légitimes de toutes les parties concernées, peuvent éventuellement déboucher sur un règlement, mais n'immobilisent pas la région contre de nouveaux facteurs de déséquilibre, prenant des expressions inédites.

MOHAMED SID-AHMED.

fournirait une solution équitable au problème des réfugiés de 1948. Pour les habitants de la rive occidentale, l'occupation d'une telle formule de règlement répond à des nécessités concrètes. Pour eux, ce serait un soulagement et un gain. Quoiqu'il en soit, les habitants de la « méthode Sadate », ils attendent de l'O.L.P. qu'elle leur offre un plan réaliste qui leur permettrait de recouvrer leur statut national.

Si l'O.L.P. y fait, il n'est pas déraisonnable d'envisager une modification de l'équilibre des forces sur la rive occidentale en faveur des éléments conservateurs. Un peuple de petits propriétaires terriens vivant en permanence sous le menaçant de l'expropriation et de l'ensauvagement politique et économique peut-il, en effet, se satisfaire du refus pur et simple de la méthode Sadate ? D'autre part, la conférence de Tripoli, en dépit de certains effets positifs, n'a pas offert une solution de rechange bien convaincante.

En somme, l'unanimité est à peu près complète, parmi les personnalités nationalistes influentes, sur la nécessité de changer l'équilibre des forces en faveur des Arabes, et cela comme condition préalable à un règlement pacifique et équitable.

Le prestige et l'influence de l'O.L.P. dépendent finalement, en grande partie, de son aptitude à offrir une solution de rechange concrète à ce que proposent ses adversaires. Les habitants de la rive occidentale sont plus pragmatiques que leurs compatriotes de l'étranger. Ils ont en propre des soucis très terre à terre assez différents des idéaux largement répandus à l'étranger.

(1) 1 doukkan = 0,001 ha.

Un Palestinien de Cisjordanie

Scepticisme nuancé d'espoir sur la rive occidentale du Jourdain

Par BACHIR BARGHOUI *

La rive occidentale du Jourdain (Cisjordanie) est au premier plan des spéculations sur l'avenir de l'O.L.P. et sur les perspectives de paix au Proche-Orient. Car, après tout, la position prise par les Palestiniens vivant en territoire occupé sera déterminante, tant pour l'approbation par les Palestiniens d'un quelconque règlement politique.

Ce fait est clairement compris par toutes les parties en cause qui se disputent la rive occidentale et la bande de Gaza. Le gouvernement israélien a essayé, par tous les moyens, de créer une base sociale susceptible de légitimer sa présence sur la rive occidentale ; mais en vain. Les résultats des élections municipales d'avril 1976 ont prouvé l'influence considérable de l'O.L.P. Pour sa part, le gouvernement jordanien, dont les anciens hauts fonctionnaires de la rive occidentale cherchent très activement à obtenir le soutien, n'ont pas réussi, par des moyens financiers, économiques ou administratifs, à enrayer la volée de l'O.L.P.

Mais, par une ironie du sort, le succès de l'O.L.P. fut, en même temps, la cause de nombreux ennemis pour certains éléments de cette organisation. Se fiant à des assurances données par l'Egypte et l'Arabie Saoudite, l'axe droit de l'O.L.P. pensait que la constitution d'un Etat palestinien sur la rive occidentale et dans la bande de Gaza était imminente. Elle essaya donc de contenir le geste sur la rive occidentale tout en entreprenant de faire des avances aux éléments conservateurs, tel le maire de la ville de Gaza (nommé par Israël), et d'entretenir une atmosphère de doute et de suspicion parmi les éléments bourgeois des conseils municipaux. Elle encouragea aussi les éléments religieux à se réorganiser.

Ces activités finirent par entraîner la désintégration du Front national palestinien que l'O.L.P. considérait comme un poste avancé au sein des territoires occupés. A l'heure actuelle, les conséquences de cette politique sont plus sensibles qu'elles ne l'ont jamais été. Les nouvelles initiatives prises par le président égyptien, en contraste avec la politique officielle de l'O.L.P., ont déclenché un processus de différenciation accrue entre les classes sociales de la rive occidentale. Tous les éléments conservateurs appuyèrent activement les déclarations de M. Sadate, alors que les éléments de gauche continuèrent à soutenir la politique de l'O.L.P.

En d'autres termes, le processus de différenciation visait à partager en deux groupes ce que l'on considérait comme le camp nationaliste. L'un de ces groupes conçoit le retrait israélien comme un prétexte à l'indépendance politique ; l'autre cherche seulement à se débarrasser de l'occupation israélienne et se montre favorable à une réintégration au sein de la Jordanie. La conférence de la paix au Caire et la visite en Israël du président Sadate ont encouragé le second groupe à manifester publiquement son opposition à la politique de l'O.L.P. Il bénéficie des encouragements des autorités israéliennes. Il serait cependant erroné d'en conclure qu'il exerce une grande influence. Jusqu'à présent, ses représentants attendent l'issue

de la conférence du Caire. Si elle débouche sur de vrais progrès, on peut s'attendre qu'ils se montreront enclins à soutenir la politique de l'O.L.P., notamment dans des villes importantes comme Naplouse, Hébron et Gaza.

Mais il ne faut pas non plus minimiser l'influence de ces éléments que l'on désigne habituellement sous le nom de « chefs traditionnels ». Certaines personnalités politiques, notamment parmi les maires, ont tendance à négliger leur importance au prétexte argument des résultats des élections municipales ou sous desquelles ces mêmes chefs traditionnels n'avaient pas réussi à obtenir le soutien populaire. Ce raisonnement néglige le fait qu'ils exercent une grande influence dans les campagnes, où la majorité des paysans n'ont pas participé aux élections municipales.

Toutefois, le Mouvement national sur la rive occidentale qui fait partie de l'O.L.P. est encore le plus fort et le plus important. Récemment, vingt maires sur vingt-cinq, de concert avec des représentants des syndicats, des personnalités religieuses et d'autres institutions, ont émis un communiqué par lequel ils exprimaient leur désaccord sur la visite de M. Sadate en Israël et leur appui à la politique de l'O.L.P. De plus, la rue est encore contrôlée par les étudiants et autres jeunes favorables à l'O.L.P.

« Nous voulons manger nos raisins... »

MAIS on ne saurait négliger l'impact des nouveaux développements dans la recherche d'un règlement du conflit du Proche-Orient. Dans les territoires occupés, l'opinion des Palestiniens peut se résumer dans cette remarque que nous faisons un simple paysan : « Nous voulons manger nos raisins, nous ne voulons pas avoir à nous quereller avec des gardiens » ; en d'autres termes, ce qu'ils souhaitent, c'est d'être libérés de l'occupation, peu importe comment. Mais, en même temps, ils mettent en doute la sincérité et l'efficacité de la méthode choisée par le président Sadate, notamment parce qu'elle dépend un peu trop des bons offices du gouvernement américain. En général, les Palestiniens se méfient beaucoup de la politique américaine au Proche-Orient. Ces soupçons s'expriment presque quotidiennement dans la presse arabe de la rive occidentale ou dans les déclarations de maires importants, en particulier ceux de Ramallah, Naplouse et Tulkarem.

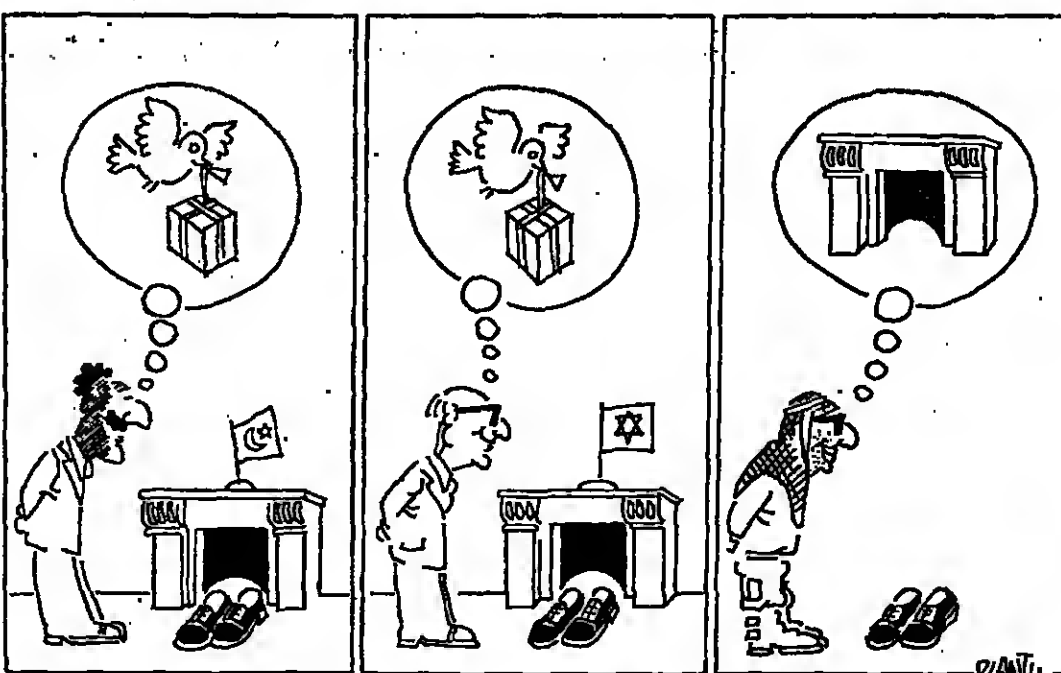
Les Palestiniens des territoires occupés ne se laissent pas fasciner par les mots

et les promesses. Vivent sous l'occupation depuis plus de dix ans maintenant, ils estiment être les mieux placés pour juger des intentions du gouvernement israélien. Tout au long des négociations avec l'Egypte, ce dernier n'a pas renoncé à appliquer sa politique consistant à installer de nouvelles colonies, à confisquer des terres, à appliquer des lois d'exception discriminatoires, à dénier aux Palestiniens le droit à l'autodétermination, à prendre des dispositions économiques appauvrissant la rive occidentale et à contraindre un nombre croissant de jeunes à émigrer. En 1976, environ vingt mille travailleurs qualifiés, médecins, ingénieurs

quant à la capacité et à la crédibilité des efforts de M. Sadate pour obtenir la restitution des territoires occupés en juin 1967.

Dans l'attente d'une initiative de l'O.L.P.

CEPENDANT, le maintien de l'occupation est leur préoccupation principale : eussent-ils apporté leur résolution leur soutien à un règlement pacifique qui leur assurerait un Etat indépendant à l'intérieur des frontières de 1967 et qui



« PARATROOPERS »

Un film de Yehuda Judd Ne'eman

Il existe des films antimilitaristes bien plus violents, bien mieux construits. L'intérêt de Paratroopers cependant est de mettre en question, de l'intérieur, la réputation quasi mythique de Tsehal, l'armée israélienne.

Depuis trente ans, les guerres du Proche-Orient ainsi que des opérations spectaculaires comme l'intervention à Entebé ont contribué dans les médias occidentaux à dessiner l'image d'une armée sans peur et sans reproche. La cinématographie y a largement aidé, dans des films passionnément étonnants comme Rosebud (1974), d'Otto Preminger (1) ou Violote et Entebé (1976), de Marvin Chomsky.

Paratroopers démontre, quant à lui, le climat qui règne dans les camps d'entraînement des jeunes volontaires parachutistes. Le réalisateur, Yehuda Judd Ne'eman, membre du Shelli, a lui-même servi dans le corps des parachutistes durant la guerre de six jours en 1967. L'œuvre de fiction lui offre l'occasion de décrire la vie quotidienne dans un campement où les nouvelles recrues reçoivent leur première instruction. Sous prétexte qu'« Israël » est encore des guerres à gagner, les officiers exigent de leurs hommes des efforts absurdes, humiliants et inhumains. Les mythes de la fraternisation avec les officiers ou de la motivation éternelle des soldats, entre autres, s'effondrent. L'armée qui nous est présentée se pille aux rites militaires de la plupart des armées du monde : grades d'états et indiscutables, priorité de la discipline, valorisation des qualités physiques, corvées, punitions... Le tout baignant dans une vulgarité troupière pétrée de machisme et de sexisme.

Qu'un soldat se montre, dans ce milieu, plus fragile que les autres et les brimades des officiers, les doutes pleureuses exultées de ses camarades ou les « passages à tabac » qu'il devra supporter le mettront dans un tel état psychologique qu'aux premières menaces il se tuera en suivant les ordres suicidaires de son supérieur. Dès lors, l'armée fera jouer la solidarité : on mentira à la famille sur les circonstances de cette mort et on effectuera une enquête pour mieux lever l'officier de toute responsabilité. Envers les hommes qui rechignent devant ces procédés, on redouble la discipline, les marches forcées, l'effort aveugle.

I. R.

(1) Voir « Regards sur le cinéma », dans le Monde diplomatique de juin 1975. POUR DES PROJECTIONS-DEBATS Paratroopers, réal. : Yehuda Judd Ne'eman, 1977, couleur, scope, 90 min. Diffusion : ERE-Films, 93, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris. Tél. : 540-80-30 et 540-80-35.

Censure au Maroc

Comme nos lecteurs le savent, le Monde diplomatique est interdit au Maroc depuis le mois de janvier 1977. Cette mesure relève de la souveraineté marocaine et ne peut qu'illustrer l'usage qui en est fait. Mais plusieurs citoyens français résidant au Maroc nous signalent que les services de la douane marocaine retiennent les exemplaires de ce journal que leur famille leur envoie chaque mois sous enveloppe. Cet abus est intolérable car il empêche de lire le Monde diplomatique, mais parce qu'il viole la liberté de correspondance de ressortissants français.

Le Monde réalise chaque semaine UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

RÉSERVÉE AUX LECTEURS RÉSIDANT À L'ÉTRANGER

Numéro spécimen

sur demande



5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS, Cedex 09

A la lumière de la guerre civile au Liban

L'ALLIANCE CONFLICTUELLE ENTRE LA SYRIE ET LES PALESTINIENS

L'INTERVENTION militaire syrienne en faveur de la droite libanaise, au cours de l'été 1976, avait dressé les Palestiniens contre le régime de Damas. Aujourd'hui, l'Organisation de la Palestine (O.L.P.) compte la Syrie parmi ses plus farouches soutiens face aux initiatives égypto-israéliennes. Plusieurs facteurs avaient déjà contribué à pousser le président Assad à inflecter sa politique dans un sens favorable à l'O.L.P. avant que la chef du gouvernement égyptien prenne la décision de se rendre à Jérusalem : l'attitude agressive de la droite libanaise et son alliance avec Israël au Sud-Liban ; les conséquences de la victoire électorale du Likoud qui compliquait les perspectives d'un règlement de paix négocié, et aussi le désastre économique subi par l'Arabie Saoudite.

Mais ce nouveau retournement d'alliance de la part de Damas s'est trouvé limité par les méfiances accumulées de part et d'autre et par la volonté syrienne de tenir la balance égale entre les protagonistes du conflit libanais. Les Syriens ont réussi à mettre fin aux hostilités au Liban, ce qui leur a valu une certaine popularité parmi les chrétiens et surtout parmi les musulmans, mais le « gel » de la situation a entraîné la paralysie de leur politique. Ils n'ont pu résoudre les problèmes fondamentaux qui n'avaient conduit à la guerre civile, ni atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés en intervenant militairement.

Ainsi, la plupart de leurs tentatives visant à faire passer les Palestiniens sous leur coupe ont-elles été battues en brèche. Leurs efforts pour imposer la Saïka pro-syrienne à la direction de l'O.L.P. se sont heurtés à l'habileté

manœuvrière de M. Arafat et de ses amis et à des pressions extérieures, notamment israéliennes (1). Dès lors, le régime syrien s'est employé à circonscrire l'implantation palestinienne au Liban, où l'O.L.P. et ses alliés locaux avaient été conduits à se substituer dans une large mesure à l'Etat. C'est de ce rôle que l'armée syrienne, siôt Beyrouth investie, a voulu dessaisir la centrale palestinienne. Elle interdit le déplacement de ses forces armées hors des camps de réfugiés, exige que les Palestiniens installés dans les quartiers populaires, demandent le regroupement et le ramassage des armes lourdes et insiste pour l'application des accords du Cadre de 1969 régissant la présence de la résistance au Liban, particulièrement dans le Sud.

Dans un premier temps, l'opération se solda par un demi-succès, l'O.L.P. cédant du terrain mais conservant la majeure partie de son armement et de ses arsenaux. Ensuite, tout au long de l'année 1977, le régime syrien devait moduler ses exigences selon les rebondissements politiques et la pression militaire exercée au Sud-Liban par Israël et la droite chrétienne. Ce mouvement de balancier ne l'a pas empêché, toutefois, de pour-

Opération de division de la gauche

PLUS d'un an après l'occupation du Liban, le régime de Damas n'avait donc pas réussi à éliminer un seul des mouvements palestiniens qui lui étaient ouvertement hostiles. Sa tentative pour séparer l'O.L.P. de ses alliés locaux, groupés au sein du

Par SELIM TURQUIE

souffrir ses efforts visant à diviser le mouvement palestinien à son profit.

Par exemple, utilisant les liens privilégiés du F.D.L.P. (2) avec l'Union soviétique, la Syrie a maintenu de bonnes relations avec ce mouvement et tenté de jouer cette carte contre les autres formations de la résistance. Plus significative est la session qu'elle a provoquée au sein du F.D.L.P.-C.G. (3) et qui a conduit à l'affrontement entre les deux ailes de cette formation, l'une lui étant favorable et l'autre hostile. Saisissant l'occasion de ces combats, la Force arabe de dissuasion (F.A.D.), composée en grande majorité de troupes syriennes, a procédé le 10 février à l'encerment des camps palestiniens de Beyrouth.

Le principal prétexte d'intervention a cependant été fourni par les tentatives répétées de rétablir la Saïka dans les positions qu'elle occupait et dont elle avait été violemment expulsée au moment où les troupes du président Assad franchissaient la frontière libanaise. Des formations palestiniennes, notamment celles appartenant au Front du refus, se sont opposées sans relâche à cette réintégration.

Mouvement national libanais, n'a pas eu davantage de succès. Par contre, la Syrie est parvenue à semer des germes de division à l'intérieur de ce dernier, en amenant le Parti socialiste progressiste (P.S.P.), dirigé par M. Walid Joumblatt, à se joindre au Front national pro-syrien créé le 12 septembre. L'opération qui est impossible sans l'assentiment du 16 mars de Kamal Joumblatt, dont l'hostilité à l'intervention de Damas au Liban ne s'était jamais démentie. C'est d'ailleurs sous prétexte de mettre un terme aux représailles déchaînées contre les chrétiens de la région, à la suite de cette disparition que cinq mille hommes de la F.A.D. avaient investi le Chouf, fin du principal dirigeant de la gauche libanaise. Le terrain occupé, il fallut bien six mois pour contraindre le fils de Kamal Joumblatt à souscrire à un accord qu'il ne pouvait accepter qu'à contre-cœur. Une tactique similaire a été suivie à l'égard d'une autre organisation appartenant au Mouvement national, le Parti populaire social (P.P.S.), implanté dans le Chouf, région qui avait été investie durant la guerre civile par la droite. En en reprenant le contrôle et en permettant le retour des habitants qui avaient fui par crainte des représailles, l'armée syrienne se dégageait de puissants moyens de pression pour rallier le P.P.S. Une scission officielle du Mouvement national libanais, qui aurait représenté le seul succès important de la Syrie dans la vie politique libanaise et qui aurait provoqué l'isolement du parti communiste, de l'O.A.C.L. (4), des Mourabitoun (5) et du Baas pro-iraquien, n'a finalement été empêchée que par l'annonce du voyage du président Sadate à Jérusalem.

Au Liban, le régime de Damas ne s'est pas borné à diviser le Mouvement national. Il a aussi cherché à neutraliser des personnalités dont l'hostilité était manifeste. Après avoir été victime de trois tentatives d'assassinat, M. Raymond Eddé a été contraint d'assettir les funérailles du président Assad, qui est chargé de la tâche difficile de remettre en selle les directions politiques musulmanes traditionnelles que la guerre avait plus ou moins rejetées à l'écart. A Tripoli, dans le nord du pays, où les troupes syriennes se comportent en armée d'occupation et contraignent la gauche à la clandestinité, l'entente n'a été cordiale ni avec M. Rachid Karame, dirigeant local important et ancien premier ministre, ni avec M. Farouk Mokadem, son jeune rival. Dans le Sud, chaque fois que les relations s'améliorent avec l'ennemi Moussa Sadr, chef spirituel et politique des musulmans chiites, elles se dégradent avec M. Kamel El Assad, dirigeant fédéral également

chite. Plus généralement, les représentants d'un ordre que la guerre avait brutalement aboli éprouvaient quelque peine à jouer leur rôle, alors que ne se dessinait aucune solution à la crise interne libanaise.

La Syrie n'a pas été plus heureuse dans ses rapports avec la droite chrétienne, qui était d'abord placée ostensiblement sous sa protection. Une fois le danger de la défaite écarté, sa méfiance ancestrale a resurgi à l'égard de ce voisin entreprenant, bien que les troupes syriennes aient su faire preuve, en « pays chrétien », d'une mansuétude qu'elles n'accordaient pas au camp adverse.

L'occupation s'est faite ici plus légère, de vastes régions échappant même complètement au contrôle des hommes de Damas. La droite a pu poursuivre l'entraînement de ses combattants, allant jusqu'à organiser des parades à la sortie de chaque nouvelle promotion. Alors que les accrochages militaires entre Syriens et Palestiniens étaient monnaie courante, un seul affrontement sanglant, dans la région de Bécharré, a opposé la F.A.D. aux combattants de la droite. Longtemps, la censure s'est exercée de façon beaucoup plus souple pour les journaux conservateurs, et la station émettrice d'Amchit, située en zone chrétienne, n'a pas cessé de fonctionner. La droite a continué de prélever des impôts et la construction de l'aéroport de Hamat, dans la région de Baalbek, a été tranquillement achevée.

Dans ces conditions, la droite libanaise a pu relancer la guerre civile sur le seul terrain encore incontrôlé, le Sud-Liban, concrétisant, à cette occasion, son alliance avec Israël. Le Sud continuait, en effet, d'abriter les camps d'entraînement de la résistance palestinienne et du Mouvement national libanais.

Le 15 février, trois mois après l'entrée en scène des étrangers à Beyrouth, les milices chrétiennes, soutenues par l'artillerie israélienne, lancèrent une offensive qui allait leur permettre de contrôler, en quelques jours, la quasi-totalité de la région

frontalière. S'ils avaient réussi à consolider leurs positions, les combattants phalangistes auraient « résolu » le problème de la lutte armée palestinienne en privant les fedayin du dernier front dont ils disposaient pour attaquer Israël. Par la même occasion, en introduisant directement l'Etat sioniste dans le jeu d'alliances, ils montraient à Damas qu'il lui fallait désormais tenir compte d'un contre-poids à son autorité.

C'était plus que ne pouvait accepter la Syrie, certes déterminée à contrôler les Palestiniens mais peu désireuse de laisser la droite jouer les forces tampons et prendre une trop large autonomie. D'où le prudent retournement d'alliance opéré par le régime du président Assad. Dès le mois d'avril, il permit à des forces palestiniennes de transférer par le territoire syrien pour aller renforcer les positions du Sud. Mieux, il ordonna à la Saïka de participer à l'offensive qui se solda par le reflux des troupes de droite et le rétablissement de la situation antérieure. Dès lors la guerre du Sud, marquée par un engagement croissant des forces israéliennes, ne va pratiquement plus connaître de répit.

Le 9 août, M. Begin fait monter les ancrettes en reconnaissance, puis lance une aide directe à la droite et en proclamant la détermination d'Israël à « protéger » la communauté chrétienne du Liban. L'attitude de Damas se durcit d'autant. L'égard du « pays chrétien » : l'occupation s'y fait plus massive, le contrôle plus sévère, la censure plus tatillonne. Ces rebondissements poussent inévitablement la Syrie à se prévaloir de sa nouvelle politique pour tenter de gagner la confiance des Palestiniens et les amener à accepter plus volontiers son autorité. Mais ceux-ci, malgré une apparente amélioration de leurs relations avec Damas, sont demeurés réservés à l'égard d'un régime qui avait fait donner son artillerie contre eux et qui, depuis, encerclait de ses blindés les camps de réfugiés.

Face aux initiatives égyptiennes

L'INITIATIVE du président Sadate est venue bouleverser les données du problème. L'occupation du Liban par l'armée syrienne n'avait été possible que grâce à un consensus arabe réalisé lors du « sommet » de Riyad, le 16 octobre 1976. Placé sous l'égide de l'Arabie Saoudite, cette conférence avait été marquée par la réconciliation du Caire et de Damas, dont la querelle ouverte datait de la signature par l'Égypte, le 3 septembre 1975, du décret de sécession de démantèlement des forces dans le Sinaï. En décidant de se rendre à Jérusalem, le président Sadate rompait, pour la seconde fois, la fragile solidarité arabe restaurée non sans mal un an plus tôt.

Les conditions de la présence syrienne au Liban s'en sont trouvées modifiées. En particulier, la nécessité de resserrer les liens avec l'O.L.P. et le Mouvement national libanais est devenue impérative. Le projet syrien de provoquer une rupture du Mouvement national a été mis en veilleuse. Des contacts officiels ont même été pris, pour la première fois, avec ce Mouvement en vue d'organiser une manifestation populaire à Beyrouth-Ouest, la première depuis l'intervention militaire de Damas — contre l'initiative égyptienne.

Mais les mécanismes de l'alliance conflictuelle n'ont pas été détruits pour autant. Ainsi, au lendemain de l'annonce du voyage à Jérusalem, Damas a une fois de plus demandé à l'O.L.P. de retirer ses troupes du Sud-Liban pour enlever à Israël tout prétexte à la poursuite d'une offensive militaire déjà largement engagée. Préférable, la Syrie s'est alors décidée à déclencher une campagne commune d'opposition à la politique du président égyptien.

Dans la méfiance réciproque,

l'alliance entre l'O.L.P. et la Syrie a été ainsi quelque peu restaurée. Jusqu'à quel point ? Elle a des chances de durer tant que les deux parties resteront exclues d'un règlement de paix. Pour M. Arafat, comme pour M. Assad, la solution négociée reste la seule perspective de solution du conflit du Proche-Orient. Ils ont l'un et l'autre, engagés dans une stratégie qui ne diffère pas, quant au fond, de celle de M. Sadate. Mais ce dernier, en prenant de l'avance sur eux, en faisant cavalier seul et en reconnaissant pratiquement l'Etat d'Israël sans contrepartie, les a placés dans une dangereuse position d'isolement et a fait surgir le spectre d'un règlement séparé. Le front qu'ils ont alors été amenés à constituer à Tripoli avec les Etats et les mouvements hostiles à un règlement négocié s'explique par des nécessités tactiques.

Mais ce rapprochement est loin de correspondre à une modification profonde de stratégie. Car ni pour la Syrie ni pour l'O.L.P. il ne peut être question de se ranger de façon durable dans le camp du Front de refuz arabe. D'un autre côté, ils ne peuvent se joindre à la négociation — au risque de provoquer une profonde crise avec les pays réunis à Tripoli et, probablement, un éclatement fatal de la centrale palestinienne — que s'ils obtiennent l'assurée de subsistances concernant les israéliennes concernant la Cisjordanie et le Golan. C'est, en définitive, cette situation d'attente inconfortable qui favorise le rapprochement actuel de l'O.L.P. et de la Syrie.

L'initiative du président Sadate pourrait aussi avoir pour conséquence de mettre une fin brutale à l'impasse libanaise. L'alliance fragile entre l'O.L.P. et la Syrie se consoliderait à l'inclusion l'une et l'autre d'un règlement de paix, étaient avancées. Par contre, elle volerait en éclats entraînant la fin sanglante du « gel » de la situation libanaise — si des perspectives étaient ouvertes au seul M. Arafat ou au seul M. Assad. Car, en réalité, il y a un peu plus d'un an, la guerre civile et les multiples luttes d'influence qui l'ont accompagnée n'ont pas connu leur terme final : elles ont simplement été interrompues. La relance de la négociation israélo-arabe remet donc en danger le Liban et les populations qu'il abrite.

(1) Le projet ne semble pas tout à fait abandonné, comme l'indiquent cette déclaration récente de M. Zohair Mousa, chef de la Saïka : « Nous sommes convaincus que M. Arafat pourrait rester à la tête de l'O.L.P. dès lors qu'il a accepté de se soumettre à la volonté de la grande majorité de la résistance. » (Le Monde du 3 décembre 1977.)

(2) Front démocratique pour la libération de la Palestine, dirigé par M. Nayef Hawatmeh.

(3) Le Front populaire pour la libération de la Palestine - Commandement général est une formation appartenant au Front du refus. Le sécession favorable à la Syrie a été conduite par M. Ahmed Jibril lui-même, chef du F.D.L.P.-C.G. La majorité est cependant restée fidèle aux positions antérieures de l'organisation.

(4) L'Organisation d'action communisme au Liban défend des positions très proches de celles du parti communiste dont elle est partiellement issue.

(5) Les Mourabitoun constituent une organisation d'obédience nassérienne dirigée par M. Ibrahim Khatib. En dépit de multiples tentatives, la Syrie n'a pas réussi à se les rallier.

«La Syrie, le rêve et la rupture»

Un livre de Claude Palazzoli

MARQUE dans les années 50 et 60 par « le radicalisme et la violence, l'instabilité et les déchirements », le Liban est-il devenu depuis 1970 un Etat « assagi », qui rétablit la libre entreprise, « fût-ce avec les monarchies arabes et met un pas les fedayin entrepreneurs ? Après le rêve, serait-ce donc la rupture ? (1).

Ancien professeur aux universités de Beyrouth et de Damas, Claude Palazzoli suit admirablement depuis l'ambassade de l'équité à bagner une Syrie en pleine ébullition, exprimer la fluidité de son paysage politique. Faisant sa mention d'« excellentes sources, l'auteur raconte méthodiquement tous les facteurs qui pèsent sur la vie politique syrienne : clivages régionaux, ethniques, religieux, socio-économiques ; oppositions villes-campagnes, nomades-sédentaires. Il fournit de précieuses indications sur la genèse et l'orientation idéologique de l'armée et du parti Baas, les affinités entre ces deux institutions, il met en relief les constantes (interventionnisme des militaires) et les variantes (alternances dictature-démocratie, conservatisme-progressisme) du jeu politique ; il expose les conséquences positives des premiers coups d'Etat militaires — qui ont préparé les conditions d'un transfert du pouvoir à d'autres forces, plus populaires ; il analyse aussi les causes de l'union avec l'Égypte, puis de la sécession, et souligne le contraste entre les mérites de la politique économique du régime de Salah Jil (1966-1970) et le caractère « évanouissant » de sa diplomatie.

Le lecteur ne s'attendra sans doute pas à certains détails contestables concernant, par exemple, l'ordre de succession de Abd er Razzak el Dandechi et de Sabri el Assel à la tête de la Ligue d'action nationaliste, le lien de parenté entre Antoun et Abdelh Sedé, leaders du P.P.S., ou l'évaluation des effectifs du Baas en 1968. Mais on jugera tout de même un peu hâtif le jugement selon lequel « les Frères musulmans ne sont jamais parvenus en Égypte et en Syrie à faire de leur association un mouvement politique à racines populaires étendues ». Ce qui conduit l'auteur à ne consacrer que dix-huit lignes à ce mouvement intégriste actuellement en plein essor.

On regrettera aussi que certains aspects de l'évolution de la politique syrienne soient un peu esquissés : à peine le phénomène de la formation récente — pour la première fois dans l'histoire de la Syrie moderne — d'un appareil d'Etat centralisé et omnipotent est-il effleuré. On comprend dès lors l'étonnement de l'auteur : « Comment concevoir qu'en aussi peu d'années l'impétueuse Syrie ait été ce point changé, vieilli ? ». L'intervention syrienne au Liban, en 1976, est présentée comme une « feute » du président Assad, qui serait tombé dans un « piège », sans que l'auteur tienne grand compte du « grand dessein national » poursuivi par Damas depuis 1970 pour rassembler sous son égide les membres épars de la Grande Syrie historique (Liban, Palestine et Jordanie).

Le régime de Hafez el Assad n'a sans doute pas abandonné le rêve unitaire. Mais les hommes d'Etat ont succédé aux chefs révolutionnaires.

MARC YARÉD.

(1) Claude Palazzoli, *Le Rêve et la Rupture*, Editions Le Sycomore, 72, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris, 1977, 283 pages, 47 F.

ÉTUDES POLÉMOLOGIQUES

N° 22 — OCTOBRE 1976 - JANVIER 1977

Président-Fondateur : Gaston BOUTHOUL

Secrétaire Général : René CARRÈRE

- Gaston BOUTHOUL et René CARRÈRE : La violence mondiale de 1968 à 1976 (de la paix à la guerre et de la guerre à la paix).
- Louis GERMAIN : L'Amérique latine et les situations belligères (avec séquence prospective 1977-2007).

Un projet de recherche 1978-1979
et de livre de l'I.F.P. :

LE CHAMP DE LA GUERRE ET DE LA PAIX

(des origines de l'humanité à 1978, avec notamment quatre mille guerres et révolutions, d'Alexandre le Grand à Mao Tse-toung, analysées avec ordonnance).

Le numéro (120 pages) : 15 F français (francs d'expédition compris).
Envoyé sur demande (avec mandat ou chèque de 15 F français) adressé à :

INSTITUT FRANÇAIS DE POLEMLOGIE
Hôtel national des Invalides
129, rue de Grenelle, 75007 PARIS



simplement décor de bureau contemporain en cuir et acier

ARMORIAL
GRAVEUR - MAROQUINIER

19, PG-ST-HONORE 57 bis, BO RASPAIL 26, AV. VICTOR-HUGO
PALAIS DES CONGRES, PTE MAILLOT - PARIS

Politique et littérature

LA POÉSIE PALESTINIENNE ENTRE LA BLESSURE ET LE RÊVE DE LA TERRE

Par TAHAR BEN JELLOUN

« Je suis venu d'une famille d'argile et du verset « Amen » sur les épaules du passé j'avais un rêve, une mère j'avais un sac d'étoiles je suis venu de n'importe où des promesses d'une femme blessée je suis sorti de la déchirure d'un tissu » (...) (1).

Celui qui parle est un soldat, un combattant des sables, né sous la tente, dans un camp de réfugiés, avec une identité vacillante, une identité à reconquérir, un nom à porter et à défendre. C'est un enfant de la blessure et du rêve. Un rêve fou : une patrie, une terre et l'olivier. Le soldat est aussi un poète. C'est la voix de Mahmoud Darwich, poète de la résistance palestinienne. La poésie palestinienne est contemporaine du temps brutal et de l'histoire insaisissable. Le peuple palestinien, expulsé de sa terre, disséminé entre les tentes noires et le désespoir, a été élevé la voix. Pas uniquement pour clamer des discours, mais aussi pour dire le quotidien de la mémoire entassée dans les camps, dire le rêve urgent, celui d'exister. Aucun peuple n'a vécu sans poésie. Le peuple palestinien, peut-être plus que tout autre peuple, a mêlé la poésie à la lutte pour la survie, au combat militaire, à la résistance. C'est ce qui explique que la poésie palestinienne est d'abord un outil de combat qui se soucie peu des modes littéraires.

*« O nuit
Laisse le prisonnier terminer ses lamentations
Ne crois pas que c'est la peur
qui me fait pleurer les larmes
je pleure sur ma patrie
et sur les enfants que j'ai laissés à la maison
Qui les nourriront après moi
alors que mes deux frères
n'ont pas pu... »*

Dans Chronique de la douleur palestinienne, Mahmoud Darwich, répondant à la poétesse Fadwa Toukan auteur de Je ne pleurerai pas, lui dit :

*« Nous n'étions pas,
avant l'été, des nouveaux-nés
c'est pourquoi notre passion ne s'est pas éteinte
entre les chaînes
voici vingt ans, ô ma sœur
que nous n'écrivions pas des poèmes
mais que nous combattons. »*

- (1) La Plainte du soldat égyptien, poème paru dans Afrique-Asie, n° 99, traduit de l'arabe par T.B.J.
- (2) Abdelatif Laibi, La Poésie palestinienne de combat, P.O. Oswald, Paris-Atlantique, Casablanca, 1970.
- (3) Rached Bessiou, mort accidentellement l'hiver dernier à New-York, est un poète qui a appartenu à plusieurs courants de la poésie palestinienne. Il était très lyrique et aimé. Après sa mort, Mahmoud Darwich écrivit un long poème à sa mémoire. Il dit de lui :

*« Depuis vingt ans
il fette sa chair à l'oiseau, aux poissons
la fette dans toutes les directions.
Il était un champ de maïs et de
il n'était pas l'école...
Il était facile comme l'eau
simple comme le dinar du pauvre... »*

- M. Said Abdallah Salman, ambassadeur des Émirats arabes, a offert une réception le 1^{er} décembre à l'occasion de la fête nationale.
- L'Association des amitiés franco-albanaises a organisé une journée de l'amitié franco-albanaise le 3 décembre à la salle Wagram, en présence de M. Dimitri Laman, ambassadeur de la République populaire socialiste d'Albanie en France.
- A l'occasion de la visite de M. Jorge Dias Serrano, directeur général des pétroles mexicains, l'ambassadeur du Mexique et Mme Flores de la Pena ont donné une réception le 6 décembre dans les salons de l'ambassade.
- M. Appagny Tanoe, ambassadeur de Côte-d'Ivoire en France, a offert une réception le 7 décembre à l'occasion du dix-septième anniversaire de la proclamation de l'indépendance.
- Le chargé d'affaires du Kenya et Mme Simani ont donné une réception le 12 décembre à l'occasion de leur arrivée à Paris.
- A l'occasion de son départ, M. André Guillaud, ambassadeur du Sénégal, a offert une réception le 13 décembre.
- Pour fêter leur retour à Paris, l'ambassadeur de Norvège et Mme Harsleb Vogt ont offert un cocktail le 14 décembre.
- Le directeur du bureau d'information des Communautés européennes et Mme Françoise Fandina ont donné une réception le 19 décembre.
- A l'occasion de l'anniversaire du roi Birendra Bir Bikram Shah Dev, l'ambassadeur du Népal et Mme T.M. Upadhy ont offert une réception le 23 décembre.

Pour Samih Al Qassim, poète des territoires occupés, la poésie n'est pas seulement un combat, c'est aussi le souffle de la vie. « La poésie pour moi n'est que : je suis vivant, j'existe », résume-t-il. Exister en dehors des légendes lassantes semées par les ancêtres, être de la terre, être la terre même, c'est cela, le qu'être de l'identité. Samih Al Qassim, né en 1939 à Kargah, rive orientale du Jourdain, n'a pas quitté la terre de ses ancêtres. Il a refusé l'exil, et il a fait de ce refus une résistance et un symbole. Il dit : « Le maître symbolise les Arabes qui sont restés à l'intérieur du pays. » Son premier recueil, en vers rimés, a paru en 1968. Son titre : Cortège du soleil. Mais c'est avec la défaite de juin 1967 que la poésie palestinienne a jailli comme l'urgence d'une nouvelle naissance. « Le 5 juin 67, je suis né de nouveau », dit Samih Al Qassim. Il écrit :

*« Le cinq
du mois de juin dernier
nous avons retourné à la mort
ses valises diplomatiques
du mois de juin dernier
nous avons démonté le vent occidental
de toutes les décorations entachées
du sang des enfants et de la honte
des décombres... »*

Avec cette génération de poètes palestiniens, nous sommes loin du courant pessimiste et lyrique de la poésie arabe en général. Il y a là plus qu'un appel à la résistance ; il y a la naissance d'un homme arabe nouveau, socialiste ; il ne fait pas de concessions ; elle dit la chute des masques et « la trahison des frères ». La rupture ne signifie pas l'abandon du patrimoine populaire. Au contraire, un poète comme Al Qassim a su réconcilier et intégrer ce patrimoine menacé de disparition dans cette nouvelle vision. C'est ce qui, avec la même exigence, Tawfiq Az Zayad, qui fut aussi resté en Galilée, n'a pas quitté sa terre. Il a voulu être, avec son peuple.

*« gardiens de l'ombre
des oranges et des oliviers
il dit, dans l'étrange des mains,
soudain à ceux qui tentent de le déloger :
« Nous semons les idées comme la
leurre dans la pâte
nos nerfs sont de glace
mais nos cœurs expulseront le feu
si nous avons soif nous presserons
les pierres
nous mangerons de la terre
si nous avons faim
MAIS NOUS NE PARTIRONS PAS
et nous ne serons pas aveugles
de notre sang
Ici nous avons un passé
un présent
Ici est notre avenir... »*

Fadwa Toukan est née à Naplouse où elle resta après l'occupation de 1967. Rémémorant la défaite et objet de l'humiliation quotidienne, elle dit la blessure évidente et insiste sur la haine qu'on a déposée dans son corps :
*« O ma haine terrifiante
ils ont tué l'amour en moi
ils ont transformé le sang
en glycérine et poudron. »*

On reprocha à un certain moment à Mahmoud Darwich d'avoir quitté les territoires occupés. (Il partit pour un an à Moscou puis revint installer à Beyrouth où il dirige aujourd'hui la revue *Chouma Falas*.)

*« Inscrie
je suis arabe
le numéro de ma carte est cinquante mille
j'ai huit enfants
et le neuvième... viendra après l'été
le mettras-tu en colère ?
Inscrie
je suis arabe
je travaille avec mes camarades de peine
dans une carrière
j'ai huit enfants
je leur arrache du roc
le pain les habits et les cahiers
et je ne viens pas mendier à ta porte
et je ne me suis pas
devant les dalles de ton seuil
le mettras-tu en colère ?
(...) et j'inscris par-dessus tout l'huile d'olive et le thym
mon adresse :
je suis d'un village perdu... oublié
aux rues sans nom
et tous ses hommes... au champ comme à la carrière
le mettras-tu en colère ? » (...)*

Dans ce poème, clair et direct, se reconnaît tout homme à l'identité confisquée, humilié par une autorité occupante. Poète-trait, militant, il fut nécessaire au moment où l'identité palestinienne ne s'était pas encore imposée au monde. Mahmoud Darwich considère que ce poème est aujourd'hui dépassé, dans sa forme comme dans son contenu. Quand le public le lui réclame lors d'un recital, il refuse de le lire et se met en colère, car c'est politiquement que ce poème est dépassé. Continuer à le clamer serait ne pas tenir compte de l'évolution de la résistance et de ses acquis.

Les derniers textes de Mahmoud Darwich déconcertent ceux qui s'attendent à trouver une poésie de résistance classique, avec des slogans et des morosité de bravoure. Mahmoud Darwich, devenu en quelque sorte l'« ambassadeur du rêve palestinien »,

tenia, qu'édite la centre de recherches de l'O.L.P. Tout à fait à ses débuts, Darwich avait écrit un poème *Carte d'identité*, devenu l'un des poèmes les plus célèbres de la poésie palestinienne :

*« Inscrie
je suis arabe
le numéro de ma carte est cinquante mille
j'ai huit enfants
et le neuvième... viendra après l'été
le mettras-tu en colère ?
Inscrie
je suis arabe
je travaille avec mes camarades de peine
dans une carrière
j'ai huit enfants
je leur arrache du roc
le pain les habits et les cahiers
et je ne viens pas mendier à ta porte
et je ne me suis pas
devant les dalles de ton seuil
le mettras-tu en colère ?
(...) et j'inscris par-dessus tout l'huile d'olive et le thym
mon adresse :
je suis d'un village perdu... oublié
aux rues sans nom
et tous ses hommes... au champ comme à la carrière
le mettras-tu en colère ? » (...)*

à son égard le piège de l'événementiel et du circonstanciel. Non seulement il a contribué à donner à la poésie palestinienne de nouvelles dimensions, mais il a participé, au même titre que le poète syrien Adonis, à la révolution de la poésie arabe d'aujourd'hui. Riche et difficile, complexe et très élaborée, la poésie de Darwich dépasse de loin le cadre d'une poésie de résistance et s'impose à l'avant-garde de l'écriture arabe.

On ne peut pas en dire autant de la poésie de Mofine Bessiou, connu pour son art du recital. Il a été aux premières lignes de la guerre civile du Liban et a été témoin de la chute de Tell-el-Zaatar. Cette présence sur les lieux de la tragédie l'a incité à écrire quotidiennement des poèmes dans le courant du réalisme symbolique.

Les camps et les massacres

La jeune génération, celle qui s'affirme en ce moment, ne tranche pas beaucoup sur le groupe Qassim-Toukan-Darwich. Elle n'a pas plus d'audace dans le processus de refus et de rupture avec la poésie arabe classique. Dites que ces voix nouvelles ont tendance à politiser encore plus leurs écrits.

Khaled Abou Khaled, né en 1944 en Cisjordanie, travaille avec minutie la structure du poème. Sa démarche voudrait le conduire à ses racines marxistes. Ayant vécu et étudié au Caire, on sent encore dans sa poésie

l'héritage des deux poètes égyptiens qui ont marqué la génération des années 60, Abd Assabour et Ahmed Higazy.

Voix paysanne, Khaled Abou Khaled ne s'écarte pas des thèmes constants de la poésie palestinienne : la terre, le retour. La terre chantée avec une façon de dire la complexité d'un vécu en suspens. Cette parole est aussi celle de la simplicité et de la sérénité, celle de la lucidité qui domine les choses, comme dans cet extrait d'un voyageur :

*« Vers toi, je suis emporté par l'oiseau de la nostalgie
qui s'empare d'un petit ruisseau
et d'une branche d'olivier
où reposer ses ailes
là
derrière une saison de verdure...
(...) Ces temps cruels,
entendront-ils un jour la voix d'un sage
annonçant l'approche de notre Jérusalem ? »*

Auteur de cinq recueils, Khaled Abou Khaled vient de publier *Ne me donnez pas l'été*, poème sur la guerre civile du Liban, où il était parmi les combattants.

Ahmed Dhabbour est, sans conteste, la révélation de ces dernières années. Certains le considèrent comme le nouveau Darwich. Après le massacre de 1970 à Amman, il publia *Karbala*, un des plus beaux textes de cette nouvelle génération des camps et des massacres (Jordanie, Liban).

D'origine très pauvre, ce garçon nu et pur a introduit dans la poésie palestinienne la réalité du camp. Sobre et d'une lucidité amère, Dhab-

bour s'efface derrière ce qu'il écrit. Il ne veut pas bouleverser l'écriture, mais dire, dans le langage des recits sous les tentes, ce que l'époque fait subir à sa famille, à son peuple. Dans ce qu'il dit, il y a pudeur et vérité. Il désigne avec l'exigence de l'enfant ce qu'il ne peut supporter. Sans démagogie. Sans rhétorique. Il est là où il pense qu'il doit être : parmi les plus déshérités, parmi ceux qui luttent. Tout en étant très proche de Darwich, il se réclame plutôt des grands poètes classiques comme Al Mutannabi et Al Ma'ari. Le *Palmier d'Amman* est un de ses poèmes sur le massacre de 1970 :

*« Ils sont partis...
ils m'ont laissé sur le tronc du palmier
ils ont grandi à travers ses branches
Ist grand avec elles
et, à témoin, je prenais le vent qui caressait mes blessures :
des casques des soldats, une patrie tombait en loques
des fenêtres du palais me parvenaient les aboiements
un cri d'un enfant d'un enfant
le cri d'une mère affligée
elle célèbre l'entrée des Rois au village tranquille
(...) Abandonné à mes rêves brisés,
je pourrais dans la sève du palmier
je suis devenu son parfum et son fruit...
(...) Et si un jour ils veulent me brûler,
et je descendrai
et je prends le vent à témoin... »*

D'autres poètes méritent d'être connus, notamment May Saeigh, qui n'a certes pas la force de Fadwa Toukan, mais qui est une des voix les plus précieuses. Il faut aussi citer Mourid Al Barghouti, Sakir, Yahia Al Badaoui, etc. (3).

Abou Assadaq — la cinquantaine — tient une place à part. C'est un comique. Un homme du peuple qui préfère raconter et parler plutôt qu'écrire. Il s'empare de l'événement et la raconte avec sensibilité et humour. Pour lui, un poème est une rencontre, rencontre avec la réalité qui se soulève dans le feu, dans le chant, dans la danse. Il célèbre le poème de la terre filée face à la foule qui se laisse plier et bouter par le notatigisme de Qum Kabeoun, où alors la démagogie et l'opportunisme d'un poète comme le Libanais Nizar Qabani, connu pour chanter le corps

de la femme, mais qui a remplacé dans ses textes la femme par la Palestine.

Le public du monde arabe reste très attentif à la poésie palestinienne. Lors du dernier passage de Mahmoud Darwich (4) au Festival de Carthage (avec Adonis et Qabani), le théâtre de plein air était archi-comble : plus de cinq mille auditeurs.

Concluant son anthologie, A. Laibi écrivait en 1970 : « Ainsi, faisant fi des frontières créées par l'occupant, par-dessus les rires et les larmes, les rafales des combattants en même temps que les poèmes de Darwich, Al Qassim, Az Zayad et de tous les poètes palestiniens se répondent nuit et jour en un dialogue hautement poétique et révolutionnaire. »

*« O mes frères bruns et nus
révélant d'un drapage
O mes frères éparpillés et à mon poème malheureux
nous avons encore à poursuivre
l'ordonnée des justes
il reste encore une ligne avant de boucler l'histoire. »*

Les poèmes de Darwich, Al Qassim, Toukan ont été traduits par A. LAIBI. Les textes de Dhabbour et d'Abou Khaled l'ont été par Fayez Maïas.

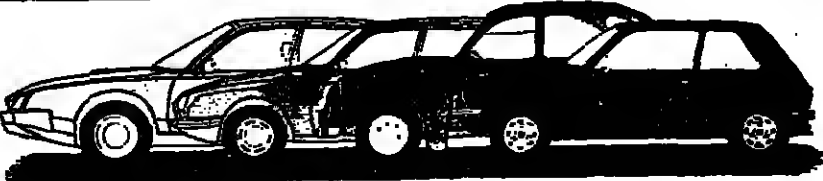
CARNET DES AMBASSADES

- M. Said Abdallah Salman, ambassadeur des Émirats arabes, a offert une réception le 1^{er} décembre à l'occasion de la fête nationale.
- L'Association des amitiés franco-albanaises a organisé une journée de l'amitié franco-albanaise le 3 décembre à la salle Wagram, en présence de M. Dimitri Laman, ambassadeur de la République populaire socialiste d'Albanie en France.
- A l'occasion de la visite de M. Jorge Dias Serrano, directeur général des pétroles mexicains, l'ambassadeur du Mexique et Mme Flores de la Pena ont donné une réception le 6 décembre dans les salons de l'ambassade.
- M. Appagny Tanoe, ambassadeur de Côte-d'Ivoire en France, a offert une réception le 7 décembre à l'occasion du dix-septième anniversaire de la proclamation de l'indépendance.
- Le chargé d'affaires du Kenya et Mme Simani ont donné une réception le 12 décembre à l'occasion de leur arrivée à Paris.
- A l'occasion de son départ, M. André Guillaud, ambassadeur du Sénégal, a offert une réception le 13 décembre.
- Pour fêter leur retour à Paris, l'ambassadeur de Norvège et

- Mme Harsleb Vogt ont offert un cocktail le 14 décembre.
- Le directeur du bureau d'information des Communautés européennes et Mme Françoise Fandina ont donné une réception le 19 décembre.
- A l'occasion de l'anniversaire du roi Birendra Bir Bikram Shah Dev, l'ambassadeur du Népal et Mme T.M. Upadhy ont offert une réception le 23 décembre.
- On annonce le décès de M. David Bruce, ancien ambassadeur des États-Unis à Paris, survenu à Washington le 5 décembre.

Nécrologie

● On annonce le décès de M. David Bruce, ancien ambassadeur des États-Unis à Paris, survenu à Washington le 5 décembre.



MISSION DIPLOMATIQUE

Mission première de Citroën : mettre à votre disposition, à travers sa gamme 1978, allant de la LN à la CX Prestige, la voiture la plus adaptée à vos goûts. La nouvelle LN 3 CV, comme l'éternelle 2 CV, les nombreuses GS, comme les CX les plus récentes, toutes correspondent à un besoin précis de conduire. Le département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars

se tient prêt à vous fournir tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.

CITROËN CHAMP DE MARS

FIJALE DE S.A. CITROËN
6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris,
Tél.: IT CITRO 204.833 E, Tel.: 567.55.62 +

CITROËN

CITROËN TOTAL

GRACE AUX PÉTRODOLLARS ET A LA TECHNOLOGIE

Le Soudan peut-il devenir le grenier

AUJOURD'HUI l'un des vingt-cinq pays les plus pauvres du monde, le Soudan, l'appareil à devenir, avant la fin du siècle, le grenier du Proche-Orient et du monde arabe. Le contraste entre son avenir brillant et ses difficultés actuelles dessine la toile de fond de toute la vie économique et politique du pays.

Avec ses 2 millions et demi de kilomètres carrés, superficie comparable à celle de l'Europe occidentale, le Soudan est le plus grand pays d'Afrique. Depuis la plus haute antiquité il joua un rôle de carrefour entre les deux mondes du continent, noir au sud, arabe au nord. Le rôle de trait d'union ne manque d'ailleurs pas d'être souligné par les nombreuses difficultés : depuis l'indépendance, en 1966, le Soudan a connu tous les soubresauts de la violence politique, du coup d'Etat à la guerre civile.

La guerre civile entre les provinces du Sud, noires, animistes et chrétiennes, et le pouvoir central, arabe et musulman, déclenchée à la veille de l'indépendance, n'a pris fin qu'en 1972 : le Sud, écrasé, obéit néanmoins, par les accords d'Addis-Abeba, à la plus large autonomie administrative. Le général Nemeiry a dû subir, depuis celui qui le porta au pouvoir en 1969, une quinzaine de coups d'Etat dont l'un au moins n'a dû qu'à l'intervention étrangère l'échec sanglant qu'il s'est attiré. En juillet 1971, une insurrection d'officiers libéraux et communistes écarta pendant quelques jours le général Nemeiry des affaires. Recouvrant le pouvoir par un contre-coup d'Etat appuyé par l'Egypte et la Libye, le général installe sa dictature par une répression féroce, où le parti communiste soudanais, l'un des plus importants et des mieux organisés du continent, disparaît. En juillet 1976 une tentative de coup d'Etat, organisée par l'opposition musulmane intégriste, se solda par un millier de morts ; elle entraîna la formation d'une sorte de Sainte Alliance entre les régimes de Khartoum, du Caïre et de Riyad, scellée par l'exécution d'Abdel Khalek Mahjoub, secrétaire général du P.C.

Jointe à l'extrême pauvreté d'un pays qui doit encore importer le quart de ses ressources alimentaires, cette instabilité permanente a longtemps détourné l'attention des immenses possibilités agricoles du Soudan. La conjonction de deux événements va les mettre en lumière. D'une part, la conférence mondiale de l'alimentation, réunie à Rome en novembre 1974, souligne, pour la première fois sur le plan international, que le Soudan est l'un des trois grands producteurs

potentiels de denrées agricoles. D'autre part, vers la même époque, les pays arabes producteurs de pétrole, formés pour la plupart de régions arides ou semi-désertiques, prennent conscience de leur dépendance alimentaire à l'égard de l'Occident et décident de lancer un vaste programme de développement agricole de la région, visant à l'autosuffisance du monde arabe.

En raison de ses potentialités et de ses difficultés à les exploiter, le Soudan est choisi comme premier terrain d'application de ce plan financé par le Fonds arabe de développement économique et social (FADES) ; établi à Koweït, ce fonds, créé par la Ligue arabe en 1971, est alimenté par le surplus pétrolier, c'est-à-dire l'excédent de la balance des paiements courants des pays qui y cotisent. Les ministères des finances de la Ligue arabe, réunis à Dakar en avril 1976, ont décidé de commencer à fonctionner qu'au début de cette année à propos du Soudan.

Le Soudan est loin encore d'avoir mis en valeur l'ensemble de ses terres cultivables. Bien qu'un tiers environ de son territoire soit désertique, c'est un pays à vocation essentiellement agricole, arrosé par le Nil, qui le traverse de part en part, et présentant une vaste gamme de climats et de sols, depuis le Sahara, au nord, à la forêt équatoriale, au sud. D'ores et déjà, l'agriculture, qui contribue pour 40 % au P.N.B. et représente 88 % des exportations, constitue la principale activité. Dans ce pays, où la population rurale est parmi les plus fortes au monde, elle emploie 80 % de la population active. Grâce au Nil, dont les deux grandes branches confluent à Khartoum, le problème de l'eau, crucial en zone tropicale, est résolu par l'irrigation. Une série d'accords égypto-soudanais régissent le partage des eaux du Nil entre les deux pays et assurent au Soudan des quantités largement suffisantes pour arroser ses cultures actuelles et à venir. Pourtant, sur les 840 000 kilomètres carrés de terres fertiles recensées par les experts de la conférence de Rome le long des fleuves, seule 70 000 kilomètres carrés, soit environ 8,5 %, sont effectivement exploités.

Grands travaux et main-d'œuvre

DEUX projets prioritaires doivent bientôt réaliser la liaison entre l'asphalte de Khartoum à Kadougl (960 kilomètres) et à Port-Soudan, via Ouad-Medani (1150 kilomètres). La priorité accordée à cette liaison entre la capitale et les zones de culture de construction avec l'aide de six cents coopérants chinois, répond au moins autant à des impératifs stratégiques qu'économiques : opérant en effet un vaste désert par le sud, la route, après avoir suivi le cours du Nil Bleu, longe une bonne partie de la frontière éthiopienne jusqu'à la mer Rouge. Prenant en considération le handicap des moyens de communication, les plans établis par le FADES prévoient que 30 % des crédits du programme de développement seront affectés aux travaux publics d'infrastructure routière. En dehors des pays arabes, des crédits accordés par la C.E.S., l'Italie, le Japon et la Banque mondiale

Par CHRISTOPHE BATSCHE

Cette mise en valeur a pris, dans la riche plaine de Gezira, située entre les deux branches du Nil, au sud de Khartoum, un tour particulièrement original pouvant servir de modèle au développement d'autres régions. La Gezira, la plus grande zone d'irrigation au monde, est entièrement consacrée à la culture du coton. Depuis sa mise en valeur vers 1935, à l'initiative du Sirdar, une organisation tripartite a assuré le développement agricole, auquel incombent les travaux d'infrastructure et d'entretien, le Gezira Board, organisme chargé de la répartition des cultures, et de l'amélioration de la production, et les quatre vingt-seize mille métayers qui s'engagent à cultiver leur lopin d'une dizaine d'hectares sous le contrôle des conseillers du Board. Les profits sont répartis entre les trois associés : 44 % au fermier, 40 % au gouvernement, 10 % au Gezira Board. Le reste est partagé entre les autorités locales et diverses mutualités d'entraide sociale. Aujourd'hui le Gezira fournit 75 % du coton soudanais et le marché du chef-lieu, Ouad - Medani, est d'une abondance remarquable. L'efficacité du système permet d'envisager de révéler d'autres terres aussi riches le jour où elles seront exploitées. Un certain nombre de handicaps doivent cependant être surmontés avant d'atteindre cet objectif.

Le premier obstacle structurel auquel se heurte le gouvernement soudanais réside dans l'insuffisance chronique, encore aggravée par la guerre civile, des moyens de transport. Les régions riches et fertiles se trouvent à une distance de 800 à 2 000 kilomètres de l'unique port du pays, Port-Soudan, sur la mer Rouge, dont l'arrière-pays ne se compose que de terres pauvres et improductives. Cet éloignement et la faiblesse de l'infrastructure routière constituent un des principaux goulots d'étranglement de l'économie ; la question revêt une telle importance aux yeux de Khartoum qu'elle a motivé le renvoi des experts soviétiques dont les plans ne tenaient pas suffisamment compte des besoins du Soudan dans le domaine des liaisons terrestres. Ancien programme de développement agricole de peut être conçu sans un programme complémentaire de construction routière.

doivent permettre, outre l'extension du réseau routier, la construction de nouveaux aéroports à Khartoum et dans les provinces du Sud.

Le deuxième obstacle au développement de ses possibilités agricoles, un slogan le résume : « Le Soudan manque de main-d'œuvre ». De plus de six millions d'habitants, dont sept à huit millions résident dans la capitale, n'y suffisent pas : chaque récolte attire une importante migration saisonnière en provenance des pays voisins. Près d'un million de Tchadiens sont installés déjà dans le sud du pays (1). Malgré un effort de formation considérable qui a vu sextuplier les effectifs de l'enseignement primaire depuis l'indépendance, la main-d'œuvre qualifiée demeure peu abondante ; la plupart des techniciens s'orientent ou sont absorbés par une bureaucratie d'Etat pléthorique.

Il semblerait qu'une solution puisse

être élaborée avec l'aide de l'Egypte, à qui son excédent de population pose un problème inverse : ses fellahs à la science agricole multi-séculaire s'exportent comme manœuvres ou domestiques : près d'un million de cadres techniques et d'intellectuels travaillent à l'étranger, privant le pays de 35 % de sa population laborieuse. A cela s'ajoute la nature particulière des liens soudano-egyptiens, d'ordre historique et affectif au moins autant qu'économique et politique. D'une manière significative, lorsque en 1974 la rumeur se répandit, propagée par des opposants au général Nemeiry, de la venue de fellahs égyptiens dans la province de Haut-Nil, de violentes émeutes éclatèrent parmi les populations locales. Le Soudan entretient avec l'Egypte des rapports de frère cadet vis-à-vis d'un aîné dont il subit la tutelle avec méfiance et jalousie. Sans remonter au royaume de Nubie, vassal des pharaons, la mémoire reste vive de la colonisation anglo-egyptienne et de la haine des soldats égyptiens au Soudan, en vertu d'un pacte de défense commune, trop manifestement lié au maintien

de l'irréductible égyptien, demeuré vivace la répartition au Caïre du Ward, qui a toujours inscrit à son programme l'unité territoriale de la vallée du Nil, ne peuvent qu'inquiéter les Soudanais. La présence de deux mille soldats égyptiens au Soudan, en vertu d'un pacte de défense commune, trop manifestement lié au maintien

Doublant la production des cultures actuelles

SECON le plan établi par les experts du FADES pour les huit prochains ans à venir, le Soudan, importateur de produits alimentaires, se transformera en principal fournisseur de ces denrées aux pays arabes voisins. Cet objectif serait atteint selon les prévisions, en doublant la production de la plupart des cultures déjà existantes : blé, sorgho, coton, oléagineux, fruits et légumes, lait, viandes et poissons. La production de sucre de canne raffinée, qui couvre aujourd'hui 40 % des besoins du pays, serait multipliée par quatre en huit ans, dégageant ainsi un excédent exportable d'environ un million de tonnes. Enfin, avec l'aide de techniciens chinois, la riziculture doit s'implanter dans les plaines du Sud, dépassant la modeste récolte actuelle. L'effort se porterait dans trois directions : le développement des cultures, l'amélioration de la productivité par l'utilisation plus systématique des engrais chimiques ; la mécanisation de l'agriculture.

Ce dernier point ne va pas sans faire peur de graves menaces sur l'écosystème. Comme beaucoup de pays africains, le Soudan est victime d'un phénomène de désertification. Un développement trop rapide, mis en œuvre inconsidérément, pourrait entraîner des conséquences imprévisibles et dramatiques pour les sols et les hommes (3). Dans les régions arrosées par l'eau de pluie, le cycle d'utilisation des sols (jusqu'au début du siècle, une trentaine d'années) laissait la végétation naturelle se renouveler et protégeait ainsi la terre arable. Son raccourcissement, s'il était accéléré brutalement et sans précautions, favoriserait la progression du désert. Face à ce danger, le gouvernement soudanais a mis sur pied, avec l'aide de la F.A.O., un éventail de mesures qui réclament une participation active de la population. Son

du régime Nemeiry, ne réalise pas l'unité nationale par la population. Leader de l'opposition musulmane et modérée, M. Sadek El Mahdi fait d'ailleurs de leur retrait l'une des conditions préalables à toute « réconciliation nationale » (2). Les deux gouvernements sont liés néanmoins par un accord d'intégration politique et économique dont la plus récente manifestation fut, en octobre 1977, la première réunion commune des Parlements soudanais et égyptiens, au Caïre, en présence des deux chefs d'Etat. Malgré les discussions très unilatérales prononcées à cette occasion, les dirigeants jugèrent bon de rappeler qu'aucune unité politique n'était actuellement envisagée entre les deux Etats.

La complémentarité évidente de ces pays ne se traduit donc aujourd'hui que par une alliance des régimes, tandis qu'une part importante de la classe politique et de la population soudanaise demeure réticente. Les liens existent pourtant, et il est hors de doute que leur renforcement, dans le respect de la souveraineté mutuelle, ne pourrait qu'être profitable aux deux peuples. Peut-être le décollage économique du Soudan, s'il se réalise conformément aux prévisions, permettra-t-il l'effacement progressif d'un « complexe du cadet » qui s'oppose encore au développement conjoint.

succès dépend aussi de la capacité du gouvernement à trouver dans l'aide étrangère les 15 millions de dollars indispensables à son financement.

Parmi la soixantaine de projets retenus par les plans du FADES, trois réalisations constituent par leur ampleur le véritable moteur du développement : l'assainissement des régions marécageuses qui bordent le Nil et ses affluents ; le percement du canal de Jonglei ; la construction du complexe sucrier de Kenana, troisième du monde pour l'importance de sa production. L'aménagement des berges du Nil concerne d'abord la rive droite de la Rahad, en voie d'achèvement ; elle permettra d'ouvrir environ 1 300 kilomètres carrés à la culture d'ici cinq ans, et 3 500 kilomètres carrés dans une vingtaine d'années, à la fin du projet. Destinée à la production du coton et de l'arachide, cette réalisation - d'un coût total de 240 millions de dollars -

(1) Cf. dans le Monde du 3 janvier 1978 l'article de J.-P. Peronneau-Rogues : « Le Soudan, vingt ans d'indépendance. Devenir l'Eden... ».

(2) Déclaration au Monde, 13 août 1977.

(3) Un article de la revue Soudanais publiée à Khartoum en octobre 1976 sous le titre significatif « Corbeille de pain ou bol de poussière ? » signale que, dans la province de Bahariya, le rendement à l'hectare, déjà faible, a chuté de moitié en cinq ans, à la suite d'une exploitation trop intensive des sols. A supposer que la mécanisation permette de tenir les parts ambitieuses du plan, elle devra s'accompagner d'un effort constant de réhabilitation des terres si on veut éviter de transformer en désert les régions mêmes qu'on prétend ouvrir à la culture. Les questions du succès du plan et du respect des sols sont liées et dépendent de la capacité du gouvernement à imposer son autorité sur des intérêts privés, surtout soucieux de profits immédiats. A cet égard, le choix de l'agriculture mécanisée, pourtant moins génératrice d'emplois, peut susciter l'inquiétude.

POUR SORTIR DE LA DÉPENDANCE

L'intégration économique des pays arabes est-elle possible ?

L'INTEGRATION économique des pays arabes est-elle possible ? De la réponse à cette question souvent posée dépend non seulement la possibilité de donner un contenu effectif à un vœu qui s'est plusieurs fois brisé sur des écueils politiques, mais aussi celle de former un type de développement économique qui ne renforce pas la dépendance des pays arabes à l'égard des puissances capitalistes mondiales. Or l'expérience des faits nous offre une réponse satisfaisante : non que les tentatives aient manqué, mais parce qu'elles n'ont guère changé le cours des choses et que, pour l'essentiel, la dépendance ne cesse de s'accroître. On arrive donc à une situation paradoxale. D'un côté, il existe de nombreux facteurs jouant en faveur de l'intégration : une population nombreuse et partiellement qualifiée, des ressources de base et énergétiques très importantes, des terres arables non cultivées, des disponibilités financières et une culture commune. En revanche, toutes les tentatives d'action économique se sont traduites par un accroissement limité des échanges inter-régionaux et la constance de leur structure, c'est-à-dire l'absence d'incitation réelle au développement économique.

Le principal mérite d'Abdelhamid Brahimi (1) est d'interpréter cette contradiction à travers une démonstration parfois longue mais toujours pertinente. Pour l'auteur de Dimensions et Perspectives du monde arabe, l'échec de l'intégration est lié à une pseudo-conception de l'intégration compréhensible aux pays développés, celle qui consiste à la réduire à l'intercommunication des marchés existants. Or c'est à une intégration reposant sur la construction d'unités de production communes et donc sur la planification d'un certain nombre d'activités fondamentales qu'il faut recourir si l'on entend changer véritablement le cours des choses.

JUSQU'A nos jours, les principales tentatives d'intégration, que ce soit au Maghreb ou au Maghreb, ont pris la forme d'accords douaniers ou d'ententes commerciales. C'est, en 1957, la convention de l'Union économique des pays arabes garantissant la liberté de circu-

lation des produits, des personnes et des capitaux, puis le Marché commun arabe (1962), les initiatives maghrébines (1961), etc.

Or, quelques années après la mise en place de telles ententes, on se heurte soit à la stagnation des échanges, soit leur accroissement rapide mais sous forme d'extrapolation plutôt que de restructuration. Les raisons en sont assez faciles à comprendre : la dépendance des pays arabes à l'égard de l'extérieur est si forte que les échanges intra-régionaux ne peuvent se développer que sur quelques productions relativement secondaires. En outre, lorsque ces mêmes pays se sont efforcés de sortir de cette dépendance, ils sont devenus concurrents pour des productions essentielles bien plus qu'ils n'ont cherché à construire un espace économique intégré profitable à tous. Enfin, dans certains cas et

notamment au Maghreb, certaines clauses interdisant la circulation de produits fabriqués par des entreprises extérieures sur le territoire maghrébin ont freiné considérablement le développement des échanges.

La mise en contact des espaces économiques nationaux n'a donc pas conduit aux résultats attendus, et le mérite d'A. Brahimi est d'avoir montré la source de cette erreur en même temps qu'il en mesure les effets. L'erreur était de croire que « la théorie statique des unions douanières » découlait d'un ensemble de concepts qui, historiquement, ont toujours été du côté des intérêts en place, pouvait servir de guide à des pays en voie de développement. Dès lors, tout en se fiant pour le reste à une volonté politique moins évidente qu'elle ne le paraît à première vue, sinon au Maghreb, les pays arabes n'ont fait que parer leur propre faiblesse et accroître leur extraversion. Seuls les plus forts d'entre eux ont pu en tirer quelques profits, ce que l'auteur justifie par la théorie des unions

douanières, et encore s'ajoutait-il d'avantages relatifs limités qui n'ont rien changé à leurs problèmes structurels (Egypte).

REFUSANT de ramener l'intégration au motif de marchés d'élargissant les uns aux autres, A. Brahimi définit les fondements de ce qui pourrait être une nouvelle intégration. Les objectifs d'abord : se soustraire à une dépendance construite en « intégrant les uns aux autres ; agencer ainsi un nouvel ordre économique mondial qui leur soit plus favorable. Le niveau ensuite : pas viser dès l'abord une intégration généralisée, mais plutôt la constitution de quatre sous-régions relativement cohérentes : Maghreb, Mauritanie, Libye ; - Syrie, Jordanie, Liban, Irak ; - Egypte, Soudan, Somalie ; - Arabie Saoudite, Koweït, Yémen et les Etats du Golfe.

Par XAVIER GREFFE *

Les mécanismes enfin : jouer sur l'importance commune des secteurs publics pour modeler les structures économiques ; ainsi pourrait-on mettre en place des industries communales (pétrochimie, automobile) susceptibles d'échapper à la dépendance, et à ce sujet, A. Brahimi du critère de substitution d'importation risque d'avoir des effets exactement contraires. Ainsi pourrait-on également produire le matériel agricole sur place et inciter à un nouveau développement de l'activité agricole, de nombreuses terres restant encore non cultivées. Les industries de ramasse des produits agricoles indigénables aux activités en question, de créer de nombreux effets externes, d'organiser de nouvelles plus satisfaisantes le marché de l'emploi et de retrouver le pouvoir

* Professeur à l'université Paris-Nord, directeur de l'U.R.E. de sciences économiques et de gestion.

de négociation vis-à-vis de l'extérieur. Mais c'est là une œuvre de longue haleine que les disponibilités financières potentielles des pays arabes facilitent moins qu'on ne le croit : pour les économies développées sont réservés dans le monde arabe des facteurs disponibles et homogènes au sein de l'espace économique arabe. Aussi semble-t-il s'appuyer beaucoup plus sur le secteur public et les institutions de coopération mis en place à ce jour (F.A.D.E.S., O.P.A.E.F., U.S.A.S., etc.).

Telle est la thèse, soutenue dans un livre d'une rigueur et d'une documentation appuyées de manière judicieuse. C'est dire l'intérêt de l'ouvrage. Si A. Brahimi a proposé une thèse cohérente, peut-on penser que cette dernière a des chances de se réaliser ? L'auteur nous le laisse deviner. C'est dire l'intérêt de l'ouvrage. Si A. Brahimi a proposé une thèse cohérente, peut-on penser que cette dernière a des chances de se réaliser ? L'auteur nous le laisse deviner.

(1) A. Brahimi, Dimensions et perspectives du monde arabe, Ed. Economica, Paris, 1977, 381 pages, 45 p.

(2) Cf. « Développement autonome, autonomie collective et ordre économique international », quelques réflexions », CNUCED, Genève, 1977.

PATRICE DE BEER.

(2) En Asie du Sud, l'Afghanistan, le Bangladesh, l'Inde, le Népal, le Pakistan et Sri-Lanka; en Asie du Sud-Est, la Birmanie, l'Indonésie, la Malaisie (occidentale), les Philippines et la Thaïlande; en Extrême-Orient, Taiwan et la Corée du Sud.

GUINÉE-BISSAU

Après le III^e Congrès du P.A.I.G.C.

La reconstruction nationale, l'unité avec les îles

Le troisième congrès du parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau (P.A.I.G.C.) (1), qui a eu lieu fin novembre, a été sans aucun doute l'événement politique le plus important depuis l'indépendance de ce pays. Au cours de ce congrès, qui fut placé sous le signe de l'indépendance nationale, de l'unité avec les îles et du développement économique. Au terme de quatre ans d'indépendance et de trois ans de contrôle sur toute l'étendue du territoire national, le P.A.I.G.C. avait enfin l'occasion de dresser le bilan de cette expérience et de définir les grandes lignes de la révolution guinéenne dans les années à venir.

Les congrès du P.A.I.G.C. se sont toujours déroulés aux moments décisifs de son histoire. En 1963, le premier, réuni à Casaca, avait décidé de promouvoir la lutte armée comme seul moyen pour débarrasser le pays du joug du colonialisme portugais. Le deuxième congrès, tenu en 1973 dans la zone libérée de Boé, décida en tout premier lieu les éprouvés d'Amílcar Cabral à l'occasion du début de cette année-là. L'unité du parti fut alors affirmée et l'indépendance de la Guinée-Bissau, dont les trois quarts étaient déjà libérés, fut proclamée. Reprenant d'un an par la célébration du vingtième anniversaire de la fondation du P.A.I.G.C., le troisième congrès est intervenu dans des conditions économiques et politiques radicalement nouvelles.

Depuis trois ans, le P.A.I.G.C. tente d'effacer les séquelles de la guerre de libération tout en mettant en œuvre un vaste programme de reconstruction nationale. Quand, en octobre 1974, il prit possession des dernières zones sous domination portugaise, la situation économique du pays était en plein marasme. Non seulement les colles de l'Etat étaient vides, mais les Portugais avaient emporté tout ce qui pouvait servir à la reconstruction nationale. Le nouveau gouvernement devait notamment faire face à une balance commerciale fortement déséquilibrée, les exportations couvrant à peine 10 % des importations, et à un lourd déficit vivrier.

Le pays étant dépourvu de matières premières et n'étant pas une colonie de peuplement, les Portugais n'y avaient aménagé ni réseau routier, ni même rudimentaires. Après cinq années de « mission civilisatrice » portugaise, la population était analphabète à plus de 90 %, et le pays n'avait qu'une seule usine moderne de production : une usine de sucre pour les besoins de l'armée portugaise. En l'économie et la démographie, il était quasiment impossible pour les nou-

veaux dirigeants de parler de planification. Il s'agissait d'abord de jeter les bases d'un nouvel ordre économique en posant un certain nombre de priorités.

La tâche primordiale du nouveau gouvernement était d'étendre son emprise sur les zones essentielles de l'économie. Dans un premier temps, il rompit le monopole des trusts portugais sur le contrôle de l'importation et de la commercialisation des produits de première nécessité. Cette initiative alla de pair avec l'extension à tout le pays du système d'approvisionnement du peuple déjà en place dans les zones libérées. Mais la pièce pour dégager l'économie des structures coloniales fut le remplacement de l'escudo portugais par le peso guinéen en 1976. La réaction de l'escudo ne s'est pas fait attendre : les avoirs de la Guinée furent gelés.

Les choix de développement

La priorité des priorités dans le programme de reconstruction nationale est l'agriculture. Pour plus de 90 % la population vit de la terre et le pays en dépend. Le gouvernement s'est fixé comme objectif un niveau de production agricole comparable à celui d'avant-guerre, quand le pays se suffisait sur le plan paysan sur des terres abandonnées, l'amélioration des procédés traditionnels et la vulgarisation des techniques modernes devaient permettre d'y parvenir assez rapidement, sans investissements trop onéreux. En même temps, le progrès apporté à la culture de nouvelles cultures industrielles aideraient le pays à combler le déficit chronique de sa balance commerciale.

Mais un petit pôle industriel est aussi en train de se constituer, avec la création de petites unités de transformation utilisant des matières premières locales : usines de jus de fruits, de parquets et de briques auxquelles s'ajoutent dans un proche avenir une savonnerie, une huilerie et une fabrique de pâte à papier. Deux grands projets agro-industriels sont prévus. Un complexe sucrier devrait fournir, à partir des années 80, environ 60 000 tonnes de sucre, dont 50 000 pour l'exportation. Conjointement, un barrage sur le fleuve Corral produitrait l'énergie électrique nécessaire tout en permettant l'extension des superficies irriguées. Dans l'immédiat, cette stratégie de développement se traduira par la poursuite de la croissance économique, mais en faisant peser une lourde hypothèque sur l'avenir du pays.

L'effet conjugué d'une économie extravertie soumise aux aléas du mar-

ché mondial, de la dépendance à l'égard d'une technologie importée et des experts étrangers et d'un endettement croissant ne risque-t-il pas d'enlever l'indépendance du pays ? Même si les autorités guinéennes sont

Par HOWARD SCHISSEL

conscientes des dangers inhérents à ce type de développement, la question se pose de savoir si la Guinée pourra, à la différence d'autres pays africains, éviter le piège du développement du sous-développement.

Un autre sujet de préoccupation pour les responsables de l'économie guinéenne est l'égard de l'aide étrangère. Depuis 1974, le budget de l'Etat est alimenté en majorité par des crédits extérieurs. Le P.A.I.G.C. semble avoir été déçu par l'aide offerte par les pays socialistes, qui, pendant la guerre, étaient les principaux fournisseurs, et les pays occidentaux ont largement pris la relève dans ce peloton. Le Suède est en tête du classement avec 11 millions de dollars par an, suivie par les Pays-Bas et la G.R.E. Les autres pays socialistes ont copié l'engagement parfois des contradictions. Ainsi dans un pays où l'absence d'infrastructure constitue un handicap sérieux, comment justifier la construction du centre touristique de Subaqué, financé par des fonds suédois, et pour lequel personnel, installations et matériels qui font cruellement défaut ailleurs.

Après les privations et les sacrifices de la lutte, les exigences de la population sont grandes. Comme aimait le dire Amílcar Cabral : « Le peuple ne lutte pas pour des idées ni pour des choses, le peuple combat et accepte les sacrifices exigés par la lutte afin d'obtenir des avantages matériels, pour sa vie, pour son existence et pour le progrès de son existence et l'avenir de sa nation ». Dans les conditions difficiles qui sont celles de la Guinée, le P.A.I.G.C. s'efforce donc d'améliorer les conditions de vie des masses rurales avec les moyens du bord. A cet effet, en s'appuyant sur les acquis de la révolution — les organisations populaires, la mise en place des conseils régionaux et des comités d'Etat collégiaux semi-autonomes — le parti poursuit la véritable décentralisation. Dans la mesure où il y aura participation effective de la population dans ces conseils régionaux, la Guinée évitera sans doute les méfaits d'une centralisation et d'une bureaucratie.

excessive qui caractérisent la majorité des pays africains.

A l'heure actuelle, le P.A.I.G.C. bénéficie d'un large soutien populaire. Aux élections des conseils régionaux de décembre 1976, il a recueilli 80,6 % des suffrages. Seules trois circonscriptions dans le centre du pays, autour de Bafata (où le parti n'avait jamais pu s'implanter pendant la guerre) ont rejeté la liste de ses candidats. Le P.A.I.G.C. compte aujourd'hui sur la permission à long terme et sur les premiers fruits de son plan de développement pour marquer des points dans cette région soumise à l'influence des chefs traditionnels Foulas.

Un parti, deux pays

Les Guinéens ont malgré tout beaucoup d'avantages par rapport aux difficultés du M.F.L.A. en Angola ou du FRELIMO au Mozambique. Le P.A.I.G.C. n'a aucune opposition politique ou militaire organisée et, surtout, en Guinée-Bissau, il n'y a pas de troupes sud-africaines ou rhodésiennes à ses frontières. Sans doute est-ce l'une des raisons pour lesquelles, à l'opposé des deux autres pays, elle n'a pas signé de traité d'amitié avec l'Union soviétique.

Si le P.A.I.G.C. est l'unique parti en Guinée-Bissau et aux îles du Cap-Vert, les deux pays constituent néanmoins deux entités distinctes. Le développement colonial s'est soldé par la création de deux formations sociales radicalement différentes et, compte tenu des particularités de l'archipel, la lutte s'est déroulée de manière différente dans les deux territoires. La lutte armée s'est limitée à la Guinée, tandis que, dans les îles, l'activité du parti n'avait jamais dépassé le stade de l'organisation politique clandestine. Une certaine tension a toujours existé au sein du P.A.I.G.C. : les Portugais ont employé à l'extermination afin de miner le mouvement, prétendant que les Capverdiens voulaient exercer leur hégémonie sur le continent. Les dirigeants du parti s'efforcent aujourd'hui de venir à bout de cet héritage colonial en forgeant cette unité qui inspire leur action pendant plus de vingt ans.

Les îles ont accédé à l'indépendance en juillet 1975, environ deux ans après la Guinée. Si le P.A.I.G.C. considère l'unité comme inéluctable, il ne cherche pas à brûler les étapes pour autant. Afin de resserrer graduellement les liens, une conférence inter-gouvernementale a décidé, pendant l'été 1977, d'harmoniser les politiques étrangères tout en respectant l'originalité des options de chacun. Le gouvernement de Praia s'attache à maintenir dans ce domaine une ligne plus modérée que son partenaire de Bissau. Par exemple, le Cap-Vert

continue de permettre aux avions de la South African Airlines d'atterrir sur l'aéroport de Sal, tandis que les Guinéens ont mis l'aéroport de Bissau à la disposition des Cubains pour faciliter le pont aérien qu'ils avaient établi avec l'Angola. Une autre expérience d'unité en cours en Afrique, celle qui a lieu entre l'ancien Tazania et le Zanzibar au sein de la Tanzanie, montre qu'il s'agit d'un processus de longue haleine, qui peut prendre plusieurs décennies. Progressivement, les Guinéens et les Capverdiens responsables entendent bien affirmer leur volonté d'aller de l'avant.

La décision du troisième congrès de rééquilibrer la composition du comité exécutif (l'équivalent du comité central) et du comité exécutif de lutte (le bureau politique) en faveur du Cap-Vert va dans le même sens. Une refonte des statuts et l'établissement du secrétariat exécutif, devenu commission permanente — ont été imposés par le parti. Demeurant un « mouvement de libération au pouvoir », le P.A.I.G.C. estime qu'aucune couche sociale n'est actuellement apte à prendre la tête du processus révolutionnaire. Il a opté pour un régime de « démocratie nationale révolutionnaire » et, dès lors, il n'était pas question d'attribuer davantage le caractère socialiste de l'expérience guinéenne (2). Mais lorsque sera parachevée l'indépendance nationale, le P.A.I.G.C. n'exclut pas que le progrès économique puisse déboucher sur une contradiction entre les différentes couches sociales : ce jour-là, il compte se placer du côté des plus défavorisés.

Réfléchissant sur l'avenir, Amílcar Cabral se demandait comment éviter que la Guinée indépendante ne tombe dans les pièges du néo-colonialisme. Pour lui, il s'agissait de faire en sorte que les îles de la révolution n'échoient pas à une élite « bourgeoise », liée à l'appareil d'Etat et à l'élite des privilèges, mais mise en œuvre du programme de « démocratie nationale révolutionnaire » dira si le P.A.I.G.C. suit les voies tracées par son dirigeant disparu.

(1) Le P.A.I.G.C. est le seul parti légal dans les deux Etats. M. Aristides Pereira, président de la République du Cap-Vert, en est le secrétaire général. C'est le P.A.I.G.C. qui a élu le président du Conseil d'Etat de la Guinée-Bissau, détenant le poste de secrétaire général adjoint.

(2) Sur ce point aussi, le P.A.I.G.C. se distingue du FRELIMO et du M.F.L.A. qui se sont officiellement proclamés socialistes, voire marxistes-léninistes.

Un double front de lutte

L'« internationalisme libéral » à la conquête de l'Afrique australe

EN Afrique australe comme au Proche-Orient, la recherche active d'un règlement des vieux conflits offre un point de similitude : ici comme là, des régimes alliés de l'Occident se voient pressés de s'entendre avec leurs adversaires et les Etats-Unis s'impliquent directement à leur aide.

Ce phénomène trouve une explication dans l'Afrique australe de Kissinger à Carter (1), et Barry Cohen et Howard Schissel documentent la dimension historique à la politique des Etats-Unis en Afrique et montre comment elle s'articule sur une stratégie plus vaste destinée à faciliter l'expansion du capitalisme multinational dans le tiers-monde. La pièce maîtresse de cette stratégie, c'est la philosophie de l'« internationalisme libéral » propre aux milieux de la Commission trilatérale et dont la grande nouveauté s'affirme dans le choix des méthodes : souplesse et conciliation, à l'égard des régimes en place, fussent-ils « socialistes », et des mouvements de libération dans le tiers-monde. Mais, quand au fond, les deux auteurs estiment que les choix de la diplomatie américaine en Afrique ont une origine plus ancienne qui remonte à l'échec vietnamien, et à la proclamation de la doctrine Nixon en 1969 par laquelle les Etats-Unis remontrèrent au principe d'une intervention massive et directe dans les conflits locaux.

De cette année 1969 date, en effet, l'événement qui allait marquer la volonté de l'Afrique de s'engager activement sur le continent africain : l'établissement, sous la direction de M. Kissinger, du mécanisme d'un 39^e du Conseil national de sécurité connu sous le nom de document N.S.S.M. 39 et pour la première fois intégralement publié en français dans ce livre. Dès ce moment étaient fixées les options de l'Afrique en Afrique australe, à travers une soignée analyse des intérêts économiques et stratégiques en jeu.

— et cela bien avant la naissance de la Commission trilatérale en 1973.

Tenant toujours ce document pour la source d'inspiration essentielle de l'intervention américaine en Afrique, Barry Cohen et Howard Schissel vont alors s'efforcer d'y rattacher les développements récents dans les différents pays de l'Afrique australe, de l'Angola (où M. Young s'accommode fort bien de la présence cubaine, considérée comme « stabilisatrice » puisque la Gulf Oil y a déjà trouvé son compte) jusqu'en Afrique du Sud où le président Carter compte tirer avantage sur les sociétés multinationales que sur les sanctions économiques pour infléchir la politique

Par MICHELINE PAUNET

d'apartheid : « Je pense que le poids de nos investissements dans ce pays, l'importance du capital et à la technologie américaine, peuvent être utilisés comme une force positive à la solution des problèmes de la région », affirmait-il peu de temps après son élection (p. 67).

SINGULIER paradoxe : le capitalisme international se voit ainsi chargé de réparer les torts du capitalisme qui, en Afrique du Sud, avait fondé tout son essor sur l'oppression et l'exploitation de la main-d'œuvre africaine, comme le rappelle René Lefort dans son livre qui revient inévitablement sur la thèse du capitalisme et du système d'apartheid en Afrique du Sud, mais pour établir dans toute leur évidence les liens de cause à effet entre les deux phénomènes. Et, surmontant ces paroxysmes de l'« internationalisme libéral », soudain soucieux du niveau de vie

et des conditions de travail des ouvriers noirs, en faisant ressortir les contradictions inhérentes au mode de développement instauré dans ce pays : la crise politique et sociale se voit aggravée par des difficultés économiques qui pourraient être insurmontables à défaut des changements profonds qu'on se propose maintenant d'introduire par le canal des sociétés multinationales.

Les émeutes de Soweto, après l'extension des grèves depuis 1972, ont marqué le renouveau de la contestation encouragée par l'accession à l'indépendance de l'Angola et du Mozambique. Mais de quel poids les mouvements de libération sud-africains, face au projet de renouvellement du capitalisme, guident la question du choix des objectifs qu'il convient désormais d'assigner à une résistance aussi ancienne que la colonisation mais dont la classe ? La lutte de libération et/ou lutte de classes ? Tout son ouvrage porte sur la question de ce souci de faire ressortir la complexité du problème auquel sont confrontés, plus que jamais, les dirigeants des deux principaux mouvements de libération actuels : le Congrès national africain (A.N.C.) et Conscience noire.

PEUT-ETRE l'opposition africaine a-t-elle compté moins des difficultés économiques internes et des pressions extérieures qu'elle exerce sur le « pouvoir blanc ». Son succès dépend cependant de son aptitude à définir une théorie cohérente qui lui a toujours fait défaut. Nécessaire d'autant plus impérieuse que, dans les milieux d'affaires sensibles aux exhortations américaines se montrent prêts à créer une bourgeoisie de couleur, une « troisième voie » en quelque sorte, qui serait disposée à les suivre dans la voie d'un « capitalisme libéral » et « plus totalitaire » du « développement séparé » aura été sommairement, dans une perspective régionale et l'autour conclut que c'est de l'intérieur de l'Afrique du Sud, avec l'impuissance prolétarienne, que peut surgir la force de libération capable de mener le combat contre le sous-développement qui est en train de pénétrer toute l'Afrique australe.

(1) Barry Cohen et Howard Schissel, *L'Afrique australe de Kissinger à Carter*, L'Harmattan, Paris, 1977, 190 pages.

(2) René Lefort, *L'Afrique du Sud. Histoire d'une crise*, Maspéro, « Petite collection », Paris, 1977, 152 pages, 14 F.

BIBLIOGRAPHIE

SOUTHERN AFRICA AFTER SOWETO. — Alex Callinicos et John Rogers.

* Pinter Press, Londres, 1977, 229 pages.

Dans l'histoire de l'Afrique du Sud, les soulèvements de Soweto et ceux qui les ont suivis dans d'autres ghettos noirs apparaissent comme un jalon ; peut-être même marquent-ils l'avènement d'une nouvelle phase dans la lutte contre l'apartheid, ou tout au moins l'entrée en scène de catégories sociales nouvelles. Prob le titre de cet ouvrage, qui s'en indique que partiellement le contenu. L'explosion de la colère des jeunes de Soweto, ses conséquences étonnantes sur l'évolution future de l'Afrique du Sud, et notamment sur les conditions et les moyens du combat pour abattre le régime du combat pour abattre le régime, faible place et fournissent au surplus pages les moins convaincantes de ce volume. *Southern Africa after Soweto* présente, en revanche, un résumé intéressant des transformations de l'Afrique du Sud. On y lit de quelle manière les rapports qu'entretenaient les formes particulières du capitalisme sud-africain et le système de ségrégation raciale ; comment les Afrikaners se sont emparés du pouvoir politique et sont arrivés à des positions solides dans les domaines économiques à partir de leur contrôle de l'appareil d'Etat.

Les auteurs ont le mérite d'insister sur deux aspects du problème qui se sont toujours trouvés mis en valeur : la résistance permanente, et multiforme, des surprolétaires au système d'oppression et de domination imposé ; l'impossibilité d'appréhender la question sud-africaine sans tenir compte de l'environnement du pays, de ses liens politiques et économiques avec l'Occident, de ses rapports avec un certain nombre de pays africains indépendants. Mais alors, l'analyse paraît souvent schématiser : le rôle des pays de la zone de front, l'activité des mouvements nationalistes sont envisagés de façon critique, moins en raison d'une appréciation correcte du rapport de forces qu'en vertu de préjugés de principes sur les modalités de la révolution et le rôle de la classe ouvrière. Le même défaut entache la partie prospective de l'ouvrage : le rôle de la résistance s'inscrit trop fréquemment dans une vision à court terme du drame sud-africain. La marge de manœuvre des acteurs du drame est restreinte, l'histoire récente est là pour le rappeler, et la définition d'une stratégie de libération implique d'avoir que soit menées précédemment l'armée sans risquer leur propre destruction.

D. M.

Entre l'équité et les exigences du système de production

LA JUSTICE EN QUESTION



(Dessin de Bérénice Clève.)

La délinquance des affairistes, qui coûte à la société cent cinquante fois plus que les vols dans les grands magasins et cinq mille fois plus que les hold-up, ne donne pourtant lieu qu'à moins de 2 % des condamnations prononcées par les tribunaux. Ainsi bafouée par le pouvoir économique, la justice l'est aussi au nom de la raison d'Etat — l'actualité, sans cesse, se charge de nous le rappeler. Les tribunaux ne seraient-ils alors que les instruments d'une justice de classe, gardiens jaloux de l'ordre capitaliste sans lesquels, selon Adam Smith, « les

riches ne pourraient passer une seule nuit tranquille » ?

Une telle vision serait trop simpliste : « Si la loi est trop évidemment partielle et injuste, alors elle ne saurait remplir aucune fonction de dissimulation, de légitimation ; elle ne saurait contribuer en rien à l'hégémonie de classe (...) La condition essentielle de l'efficacité du droit est qu'il paraisse indépendant de manipulations grossières et qu'il semble juste » (1).

Dans les démocraties occidentales, le système judiciaire — tout comme la

fiscalité, l'enseignement ou le système de santé — se caractérise par son ambiguïté : l'affirmation solennelle du principe de l'égalité de tous est trop souvent contredite dans les faits par une série d'iniquités dont l'effet de différenciation sociale concorde trop bien avec les exigences du système économique pour qu'on puisse n'y voir qu'une longue série de malencontreuses « bavures ». La logique de ce contraste est peut-être d'assurer une gestion optimale des inégalités sociales sur lesquelles repose le système de production. Depuis près de

deux siècles, l'institution judiciaire a sans doute contribué à les maintenir dans des limites tolérables pour le système capitaliste. Mais la concentration du pouvoir économique (de l'Etat aux multinationales) et la nouvelle division internationale du travail (immigrés et tiers-monde) lui posent des problèmes qui l'obligent à se redéfinir. Sera-ce, comme certains le craignent, dans le sens d'un nouveau totalitarisme et d'un apartheid généralisé ?

(1) R.P. Thomas, *Whites and Hunters*, Edit. Allen Lane, Londres, 1976, p. 252.

Sanctionner les mauvais payeurs et réguler les excès de consommation

Le juge, le marchand et le débiteur

Par YVES DEZALAY *

MERCURE, dieu des marchands, était aussi celui des voleurs. Dans des sociétés restreintes où la circulation des biens était étroitement régie et subordonnée au statut social des partenaires, le commerce, peu important, était nécessairement le fait d'étrangers et s'accompagnait souvent à la prédation, voire à l'agression. Dans nos sociétés dites de consommation, le vol à l'étalage répond à l'insatiation du libre-service (1) ; l'endettement excessif, les saisies sont la contrepartie de la persuasion publicitaire. Dans un cas comme dans l'autre, l'appareil judiciaire est là pour sanctionner des excès qui ne sont que l'aboutissement inévitable d'un système reposant sur la logique de la concurrence et du profit.

Ce n'est pas le seul niveau où il intervient. La simplification de l'échange, condition de sa généralisation, suppose l'instauration d'un rapport juridique nouveau : le contrat synallagmatique où les parties s'obligent réciproquement, sans que cela implique de liens de dépendance statutaires ou quasi-familiaux. L'appareil judiciaire, après avoir contribué à imposer la liberté contractuelle dans une société où elle se heurtait aux structures sociales antérieures (loi Le Chapelier sur les corporations), continue à en être un des plus fermes soutiens alors même qu'elle est vidée de sens par l'atomisation et la concentration du pouvoir économique.

Dans cette double contradiction, on peut, nous semble-t-il, lire à la fois l'enjeu et les ambiguïtés de l'intervention judiciaire. Mais avant de chercher à les préciser, voyons comment fonctionnent les tribu-

naux : pour être clair, nous prendrons un exemple concret, celui des impayés, sans pour autant le développer de manière exhaustive puisqu'il ne sera que le support d'un schéma d'analyse valable pour l'ensemble de l'institution.

Chaque année, en France, un minimum de trois cent mille injonctions de payer sont délivrées par les juges d'instance. En Angleterre, pas moins d'un million deux cent mille poursuites sont engagées annuellement devant les tribunaux par les organismes de recouvrement de dettes. C'est déjà là une activité non négligeable, du moins du point de vue numérique ; pourtant, si l'on veut en appréhender toute la portée économique, on doit replacer ces poursuites dans l'ensemble des mécanismes de recouvrement de crédit dont elles sont à la fois l'aboutissement et la caution : ainsi en Angleterre, les instances engagées devant les *County Courts* ne représentent que 2,5 % de l'ensemble des créances pour lesquelles les organismes de crédit rencontrent des difficultés de recouvrement (2). Faire qu'elles leur coûtent autant, sinon plus, qu'elles ne leur rapportent, les créanciers ne se résolvent à engager des poursuites que lorsque les diverses pressions et intimidations qu'ils ont exercées se sont révélées insuffisantes. Même après avoir porté leur affaire devant le juge, ils continuent à appliquer cette logique d'une dissuasion graduelle à la mauvaise volonté ou à l'incapacité du débiteur : seule une infime partie — quatre sur mille — des poursuites engagées est menée à son terme ultime, la prison pour dettes.

apparaissant comme les seuls mauvais payeurs notoirement.

C'est sans doute dans le continuum d'indifférence, de contraintes que représente le processus de régulation du crédit qu'on peut voir la contribution essentielle du tribunal. La notoriété liée à la condamnation judiciaire est à double usage : outre son formidable pouvoir de dissuasion — bien des débiteurs sont prêts à tout, pourvu qu'ils ne se sachent pas — elle fournit une information appréciable aux organismes de prêts en désignant une population stéréotypée de mauvais payeurs auxquels les prêts ne seront accordés qu'à des conditions plus sévères : ce qui, la plupart du temps, veut dire à un taux plus élevé pour couvrir le risque supplémentaire. Sans qu'il soit nécessaire d'avoir formellement « deux poids, deux mesures », on aboutit à un phénomène de différenciation sociale très efficace qui, de plus, se reproduit indéfiniment, assurant du même coup sa propre justification. On retrouve cet engrenage reposant sur la dissuasion et l'étiquetage de bons émissaires dans le fonctionnement du système disciplinaire dont la justice pénale (analysée page 16 par Pierre Lascoumes) constitue l'aboutissement.

Cette fonction dissuasive des tribunaux avait été, dès le départ, perçue par les intéressés, comme en témoigne un rapport du Lord Chancelier en 1884 se félicitant de la récente création des *County Courts* : « L'institution des nouvelles cours permet une expansion infinie du crédit. Dans chaque village, dans chaque cottage, les petits boutiquiers, les marchands ambulants, ont pu faire crédit d'autant plus librement qu'ils sentent que si, par ignorance, insouciance ou malhonnêteté, le débiteur ne respectait pas ses engagements, il pourrait être condamné par les tribunaux, et qu'il aurait ensuite de bonnes chances de finir en prison. » (3). Comme en témoigne Dickens ces sanctions étaient effectivement appliquées : selon des estimations de l'époque, les prisons de Londres étaient peuplées pour les deux tiers de débiteurs malhonnêtes.

Les juges justifiaient leur sévérité

* Sociologue.

par la nécessité de renforcer la notion de liberté contractuelle : « S'il est une chose que le bien public réclame plus que tout, c'est que des hommes d'âge mûr et sains d'esprit aient la plus grande liberté de conclure des contrats ; mais, une fois ces engagements conclus librement et volontairement, ils doivent être tenus pour sacrés et les cours doivent user de toute leur autorité pour les faire respecter. » (4). C'est toujours cette même notion

Une souple gestion des impayés

EN 1971, les achats à crédit représentaient en Angleterre 41 % des dépenses d'équipement ménager, 45 % des achats automobiles ; l'endettement est maximum chez les ouvriers et les employés qui reçoivent un crédit deux à trois fois plus souvent que les cadres. L'émulation organisée (les exigences du *standing*), les conditions de vie, (d'isolement de l'habitation et du lieu de travail), l'obsolescence accélérée des produits (équipement ménager non réparable, absence de pièces détachées), bref, tant la nature des produits que la position sociale des acquéreurs tendent à faire de ces achats à crédit une consommation forcée. Que signifie alors l'obstination du juriste qui persiste à ne vouloir lire dans ces contrats que l'engagement libre de deux volontés autonomes ? Le consommateur est habilement manipulé par les spécialistes de la promotion des ventes pour qu'il achète à crédit, mais on prétend ensuite lui faire endosser toutes les responsabilités de son engagement en prétendant abusivement qu'il l'a souscrit librement et en toute connaissance de cause. A contrario, on se rend bien compte qu'accepter de reconnaître officiellement le caractère dépendant de ce type de consommation, c'est remettre en question tout l'édifice du droit et, à travers la norme juridique, le système de production dont il est un des éléments

de contrat qui définit les limites de l'intervention judiciaire : les clauses du contrat étaient-elles légales ? Ont-elles été respectées ? Pourtant, depuis l'époque des petits boutiquiers et des marchands ambulants, la distribution et le crédit ont subi les contrechocs de la production de masse. Il est significatif que l'industrie automobile, premier champ d'application du taylorisme, ait été en même temps la première à mettre sur pied des établissements de crédit spécialisés.

constitutifs (cf. plus loin l'article de Michel Mialle). Dans une société rurale caractérisée par des rapports marchands simples, les sanctions infligées au débiteur défaillant pouvaient raisonnablement apparaître comme le corollaire de la liberté contractuelle ; avec le développement de la concentration et de l'étatisation (cf. l'article de C. Servolin et H. Wallat page 14), la contradiction inscrite dans le système juridique tend à le faire éclater. Autant il lui devient de plus en plus difficile de maintenir la fiction de la liberté contractuelle, autant il lui est essentiel de continuer à l'affirmer, sous peine de mettre en cause l'ensemble du système économique des démocraties occidentales.

(Lire la suite page 14.)

Lire pages 14 à 18 :

PAGES 14 et 15 : Le patron introuvable, ou le règne de l'irresponsabilité (B. Rettenbach). — Développement de la société bourgeoise et dépeçage du droit (M. Mialle et C. Servolin).

PAGES 16 et 17 : La délinquance, désordre nécessaire et bien utilisé (P. Lascoumes). — Fiction du droit et mode de production (M. Mialle). — Le mariage et le travail non rémunéré (C. Delphy).

PAGE 18 : Suite de l'article de M. Mialle. — A quel et à qui servent les prisons ? (M. T. Meschino).

La fiction du libre contrat

QUELLE est la logique de ce système d'escalade dans la menace puis la contrainte ? Il faut d'abord remarquer l'importance de l'enjeu puisqu'on peut faire raisonnablement l'hypothèse que la quasi-totalité des adultes se sont trouvés, à un moment ou à un autre, dans cette situation de mauvais payeur. Le processus de recouvrement est organisé pour contenir de manière simple cette masse de débiteurs potentiels : à chaque étape nouvelle, courtoise lettre de rappel, menaces plus ou moins voilées, chantage, voire, dans certains cas, intimidation directe —

la frontière entre ceux qui paient et ceux qui ne paient pas est repoussée un peu plus loin. Finalement, seuls ceux qui s'obstinent jusqu'au bout, soit qu'ils ne veulent, soit qu'ils ne peuvent payer, sont sanctionnés ; mais cette sanction intervient plus pour l'exemple qu'en raison de la somme engagée. L'efficacité des condamnations judiciaires ne vient pas de leur rendement économique mais de leur visibilité sociale. En l'occurrence ceux qui sont saisis font payer les autres en démontrant *a posteriori* la réalité des menaces. On peut aussi soutenir qu'ils paient pour les autres en

(1) A tel point que, dans certains grands magasins, le taux de vol se situe à l'échelle du caractère plus ou moins attirant des divers rayons.
(2) Paul Rock, *Making People Pay*, Routledge and Kegan Paul, Londres, 1972.
(3) Cité par Abel et Stevens, *Lawyers and the Courts*, Heinemann, Londres, 1967, page 35.
(4) Id., page 48.

(Suite de la page 13.)

Pour Abel et Stevens la solution à ce dilemme a été trouvée dans une séparation croissante des tâches au sein de l'appareil d'Etat : « Les juges se consacrent de plus en plus à leur rôle de protecteurs des libertés civiles, spécialement celles reposant sur la propriété privée, et les gouvernements successifs ont tenté de donner de nouvelles responsabilités aux tribunaux » (5).

En France le dessaisissement des juges à chaque fois que l'administration est concernée permet d'éviter une grande partie de ces contradictions. Ainsi, lorsqu'un huissier, sur ordre du ministère des finances, saisit un contribuable malchanceux, il peut difficilement prétendre agir au nom du principe de la liberté contractuelle. Mais, dans la mesure où le titre de créancier en possession de l'administration est considéré comme immédiatement exécutoire, la justice évite de soulever une question qui pourrait être épineuse : celle du fondement et de la validité de la dette — alors qu'elle la pose en règle générale pour tous les autres impayés. On pourrait multiplier les exemples où le tribunal apparaît comme le bras séculier de l'administration. Mais la relation du système judiciaire au pouvoir administratif n'est pas une simple relation de donneur d'ordre à exécutant. Il serait plus juste de l'analyser comme celle d'un couple dont la complémentarité fait l'efficacité, mais provoque du même coup l'autodestruction du partenaire le plus faible. C. Servolin et H. Nallet pour l'agriculture, Chris-

tine Delphi pour le travail ménager et B. Rettenbach dans le cas des immigrés et des intermédiaires montrent comment le droit est plus que jamais lié à l'exploitation de certaines catégories d'individus et à l'absorption de leur travail dans le système capitaliste.

Les ambiguïtés, les contradictions internes de l'institution judiciaire sont à la mesure de son implication dans la réalité des rapports sociaux. Elles sont particulièrement visibles au niveau du système de sanctions et de discipline. Pour reprendre l'exemple qui nous a servi jusqu'ici de fil conducteur, à l'époque des petits boutiquiers, on emprisonnait, mais, avec le développement de la production de masse, l'organisation du crédit et l'extension du champ potentiel des débiteurs défaillants, le mécanisme des sanc-

Normaliser les prolétaires

CETTE modulation des sanctions, présentée volontiers dans le discours de l'institution judiciaire comme une modernisation, se réalise de manière désordonnée au travers d'une série d'efforts souvent antagonistes d'agents de différents services essayant de résoudre au mieux les nouvelles contradictions auxquelles ils sont confrontés. C'est ainsi que, dans le cas de loyers impayés, les offices de H.L.M. préfèrent, dans la mesure du possible, remplacer l'expulsion et la saisie par une mise sous tutelle des allocations familiales, qui pourra être officielle ou officieuse selon la bonne volonté des magistrats. Outre la

gravité et le caractère insoluble des problèmes, qu'ils soulèvent en ayant recours à cette panoplie classique, ils traitent trop nettement à l'encontre de la politique des pouvoirs publics visant à l'intégration et à la normalisation des familles prolétaires (6).

Devant la force de ces arguments, le juge ne peut guère que faire passer au second plan le respect du principe de la liberté contractuelle, et accepter d'autres formes de gestion des impayés et de régulation de la consommation. L'achat, à la limite de ses ressources, de biens d'équipement par une clientèle populaire, est le

symbole et la résultante d'un système de production et de consommation qu'un système de sanctions trop rigide risquerait de mettre à mal. Ainsi le *Payne Committee* recommandait en 1989 qu'un service social pour les débiteurs soit incorporé dans la structure des *Courts* pour « assister dans la gestion hebdomadaire de leur budget les débiteurs financièrement incompétents ou irresponsables et remplir auprès d'eux les fonctions effectuées normalement par les avocats, les comptables ou les banquiers ». Cette gestion souple, décentralisée, des dettes et des débiteurs — effectuée dans un cas par les banques, dans l'autre par les services sociaux, — est cautionnée en dernière instance par le juge, permettant d'assurer au système de crédit son efficacité maximum.

Mais pour le moment, dans ce domaine comme dans d'autres, la coexistence de plusieurs systèmes de contraintes et de sanctions frappe plus par ses aspects contradictoires, voire ses incohérences, que par son caractère complémenteaire. Il ne faut pas chercher ailleurs l'origine de tous les discours, émanant généralement du sein même de l'institution, sur la crise (sic) de la justice. Ils ne sont guère que le symptôme, chez les juristes, du discours des travailleurs sociaux sur l'ambiguïté de leur profession. Au contraire, ces mutations du droit, ces adaptations du système judiciaire à la réalité sociale, sont la manifestation d'un droit dans une formation sociale dont il reflète les contradictions et contribue efficacement à gérer les conflits.

Dans la mesure où elle continue à permettre des débats publics et apparemment des contradictions face au secret et au monolithisme des administrations, l'institution judiciaire peut jouer le rôle d'une soupape de sécurité dans des sociétés que leur évolution rapide rend hautement explosives. La mise en scène judiciaire d'une affaire, c'est-à-dire tant la disposition spatiale que l'organisation temporelle, le mode d'introduction des protagonistes, la distribution des rôles, bref cette théatralisation dans laquelle on peut lire le souci de professionnels d'être toujours en mesure de maîtriser toute situation d'où pourrait émerger une contestation sociale, présente de ce point de vue un double avantage. Les conflits aigus peuvent s'y exprimer sans risques majeurs pour le système social. En outre, elle constitue pour les justiciables, surtout s'ils sont d'origine populaire, un haïdépia très lourd. Comme l'écrit Pat Carlen, « leur tension, leur anxiété et le désespoir qui résultent de leur situation sur leurs paroles ou leurs attitudes, nuisent non seulement à leur prestation, mais surtout à leur perception en apparence et légitimement rationnelle de la réalité » (7). YVES DEZALAY.

(5) J. Magaud, « L'éclatement judiciaire de la collectivité de travail », *Dr. soc.*, n° 12, décembre 1975, pages 825 et sq.

Le droit des sociétés, l'entreprise et le groupe

Le patron introuvable, ou le règne de l'irresponsabilité

Par BERNARD RETTENBACH *

son activité en sociétés distinctes, sans transformer l'unité de son activité économique ; jusqu'à là, tous les travailleurs avaient un unique employeur ; désormais, ils dépendent d'employeurs différents. Là, par un mouvement vers l'extérieur, c'est une entreprise qui rachète, sans les supprimer, des entreprises, en raison de leur identité d'activité, ou en crée d'autres, pour étendre ou diversifier sa production, conquérir des marchés. Ailleurs, c'est une industrie dont le nombre des travailleurs n'a pratiquement pas diminué depuis dix ans mais dont la moitié appartient maintenant à des sociétés extérieures. Il faut ajouter à ce phénomène les formes diverses de travail temporaire, légales ou non, utilisées à des fins variées dont certaines relevant beaucoup plus d'une recherche de rentabilité que du besoin de leurs lacs d'imprévisibles absences de personnel.

Un privilège pour le capital

LES conséquences, pour les travailleurs, c'est ce qu'on a appelé l'« éclatement juridique de la collectivité de travail » (1) ; il suffit d'évoquer quelques exemples pour en mesurer l'ampleur et la diversité : ici, des travailleurs réunis dans le même atelier ou le même secteur de l'entreprise se séparent au moment du repas ; certains n'ont pas droit au restaurant d'entreprise ; là, dans un siège social unique, les avantages proposés en matière de loyers ne sont pas les

mêmes ; les comités d'entreprise sont différents, parce que sont différentes les sociétés regroupées ; là, sur le même périmètre de travail, certains salariés bénéficient de la convention collective de la pétrochimie, d'autres de celle de la métallurgie, d'autres ne bénéficient d'aucune convention. Ailleurs, cinq ouvriers sont morts carbonisés, précipités ensemble dans un four ; on

ne peut encore déterminer les responsabilités : ils étaient salariés d'entreprises différentes travaillant pour le compte et sur le terrain d'une entreprise qui n'est pas l'employeur des victimes. On pourrait multiplier et compliquer les exemples de ces disparités, en évoquant le problème de la sous-traitance sous les formes plus ou moins extensives qu'elle prend, mais qui aboutissent au même résultat : une entreprise, grande ou moyenne, peut être traversée par des frontières juridiques qui créent des espaces différents d'application de la législation du travail. Ainsi une distorsion s'accentue entre cette législation, ses conditions d'application et les situations réelles.

On voudrait ici montrer la part du droit dans cette distorsion. En effet, en analysant le sort de la collectivité de travail au double niveau de l'entreprise et du « groupe », on fait ressortir comment le « poids » du droit français va dans le sens qui favorise et privilège le détenteur du capital, ses initiatives unilatérales et les finalités économiques de l'entreprise au détriment de ses finalités sociales.

Et d'abord, comment se situe la collectivité de travail dans l'entreprise ?

Une remarque préliminaire s'impose : la définition de l'entreprise est imprécise, comme d'ailleurs, on le verra plus loin, celle du « groupe ». N'est-il pas déjà significatif que des réalités aussi importantes pour les travailleurs gardent, en droit, un sens aussi flou et fluctuant et que la catégorie juridique fondamentale bien définie réside, en ce domaine, la « société » et particulièrement la « société de capitaux » ?

Cependant, l'entreprise est bien le cadre réel de l'existence collective des travailleurs, de leurs rapports organisés avec les employeurs. Le vocabulaire utilisé pour désigner ce cadre et pour en tenir une approche juridique en souligne le caractère commun : on parle d'« unité économique ou sociale », réalisée par une association entre employeurs et travailleurs, même si celle-ci n'existe que par un équilibre précaire réalisé par voie de négociations, de convention, d'accord obliques par la lutte : le mot même de « comité d'entreprise » dit cela.

Mais dès que l'on veut analyser, en termes juridiques, l'entrée dans la collectivité de travail et l'appartenance à l'entreprise, on ne dispose que d'une catégorie vagues d'ailleurs : or les juristes savent à quelle profondeur les concepts juridiques s'enracinent dans le terrain où ils sont nés et avec quelle difficulté on peut les soustraire aux « principes généraux du droit » qui ont inspiré leur élaboration. Le « contrat de travail » qui ouvre la porte de l'entreprise est, certes, une forme très renouvelée du « contrat de louage de services » du code civil ; il ne se limite plus à l'échange, contre rémunération, du travail d'un individu ou service d'un autre. Dans les clauses du contrat de travail sont contenus les acquis d'une législation évoluée, des conventions collectives, le droit à la représentation et ce droit de pression sur l'employeur qu'est le droit de grève.

(1) J. Magaud, « L'éclatement judiciaire de la collectivité de travail », *Dr. soc.*, n° 12, décembre 1975, pages 825 et sq.

Transformations économiques et évolution juridique

LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE ET LE DÉPÉRISSEMENT DU DROIT

Par HENRI NALLET et CLAUDE SERVOLIN *

A l'occasion d'événements récents, le chancelier de la République fédérale d'Allemagne écrivait le besoin de rappeler que la R.F.A. est un « Etat de droit ». Compte tenu de la gravité de la situation, il n'est pas étonnant qu'il ait appelé à son secours l'un des maîtres mots de l'idéologie politique des bourgeoisies occidentales.

* Institut national de la recherche agronomique.

C'est dans ce terme, en effet, que ces sociétés résument ce qui fait leur grandeur et les distingue de toutes les formes de tyrannie qui ont régné avant elles et régnent encore sur le monde extérieur. Elles affirment par là le principe de l'égalité de tous devant la loi et le respect absolu d'un certain nombre de règles qui organisent les relations des individus entre eux.

La persistance de ces formes apparaît d'autant plus surprenante qu'elles n'ont guère été étudiées pour elles-mêmes. En effet, l'histoire traditionnelle les a si complètement négligées qu'elle semble parfois s'admettre qu'elles continuent leur existence, soit qu'elle fasse durer le féodalisme jusqu'à la révolution bourgeoise et l'établissement du capitalisme, soit au contraire qu'elle fasse remonter l'origine du capitalisme au haut Moyen Age.

Pour nous, au contraire, l'existence et le développement de ces formes durent plusieurs siècles et la caractéristique la plus remarquable de ce processus de « transformation » du féodalisme en capitalisme, qui est l'événement le plus important de l'histoire de l'Europe occidentale.

Une fois que l'on accepte de reconnaître que la petite production et l'échange simple

nous et dominés. Si on accepte cette réponse, on peut être rassuré sur la pérennité du droit et de la justice : tant que la bourgeoisie durera, elle aura besoin d'eux pour faire fonctionner son mythe démocratique. Mais alors, pourquoi cette crise du droit, ces inquiétudes, ce malaise dans l'appareil judiciaire, ce sentiment de décadence irréversible qu'expriment tous les participants de milieu de la justice ?

Le passage au capitalisme

POUR éviter de tomber dans une impasse, l'étude du droit dans la société moderne doit rompre avec cette théorie qui fait du droit issu de la Révolution une pure mystification. En effet, ce droit a un contenu bien réel qui est la codification des rapports marchands simples (1). Et ce contenu n'a rien d'un vestige archaïque. Les formes marchandes simples ont représenté jusqu'à une période très récente, et particulièrement en France, une part très importante de la formation sociale dans l'artisanat, le commerce et surtout l'agriculture (2). Malgré un recul récent, ces formes de production et d'échange représentent encore une fraction non négligeable des sociétés capitalistes européennes.

La persistance de ces formes apparaît d'autant plus surprenante qu'elles n'ont guère été étudiées pour elles-mêmes. En effet, l'histoire traditionnelle les a si complètement négligées qu'elle semble parfois s'admettre qu'elles continuent leur existence, soit qu'elle fasse durer le féodalisme jusqu'à la révolution bourgeoise et l'établissement du capitalisme, soit au contraire qu'elle fasse remonter l'origine du capitalisme au haut Moyen Age.

Pour nous, au contraire, l'existence et le développement de ces formes durent plusieurs siècles et la caractéristique la plus remarquable de ce processus de « transformation » du féodalisme en capitalisme, qui est l'événement le plus important de l'histoire de l'Europe occidentale.

Une fois que l'on accepte de reconnaître que la petite production et l'échange simple

ne sont pas seulement des catégories théoriques mais possèdent une existence historique, on peut voir qu'elles contiennent la possibilité du capitalisme, qu'elles apparaissent comme des conditions de son existence.

Si le capitalisme est une négation de l'économie marchande simple, il s'agit d'une négation dialectique, c'est-à-dire de la création d'une forme nouvelle par développement total des formes anciennes.

Aussi, dans une société capitaliste développée, l'existence prolongée de formes marchandes simples a-t-elle une importance capitale, étant admis qu'elles apparaissent alors sous l'« éclairage général » des rapports capitalistes dominants.

C'est ainsi qu'il faut comprendre par exemple les modalités de la vente par un agriculteur contemporain des produits de son travail, car un agriculteur vendant aujourd'hui ses produits à une grande coopérative ou à un groupe industriel se trouve dans une situation différente de celle de son père qui vendait au marchand de bestiaux ou sur le marché du bourg voisin. Il reste un authentique vendeur de produits et non pas un salarié. Mais la manière dont fonctionnent les rapports d'échange qu'il entretient avec les acheteurs de ses produits ne peut être pleinement com-

(1) On entend par « formes marchandes simples » des formes de production où le producteur travaille individuellement dans l'exercice d'un métier ou utilisant un ensemble d'outils et de moyens de production dont il est le possesseur. Le cadre de l'activité productive est la famille et le but de la production est essentiellement l'entretien et la perpétuation de la famille et de son patrimoine. Cette forme de production ne fait que très peu appel au salariat et de compensation. Elle s'accompagne d'un système d'échange développé et différencié, mais l'échange se fait alors selon le principe de l'équivalence des biens échangés. Cet « échange simple » diffère donc essentiellement de l'échange capitaliste qui doit conduire obligatoirement à la réalisation d'un taux de profit permettant de rémunérer le capital investi. On reconnaît dans cette description l'organisation de la production qui était en vigueur dans l'agriculture et l'artisanat avant l'apparition du capitalisme.

(2) La population rurale représentait 53 % de la population française en 1921 et encore 41 % en 1945.

re où elle continue de débats publics contradictoires. L'insécurité est le rôle joué par la justice. La justice est une affaire d'État. Elle est une obligation mutuelle entre le détenteur

du capital et le travailleur que se ramène l'appartenance à l'entreprise. Par contre, le principe fondamental des contrats, est très inégal : le déséquilibre des conséquences d'une rupture unilatérale, même abusive, du contrat étant, dans la plupart des cas, sans compensation.

Législation du travail et droit de propriété

LES acquis de la législation du travail, fruit des conquêtes des travailleurs, tant il est vrai, de tendre juridiquement l'appartenance à l'entreprise dans des rapports collectifs entre employeur et travailleurs. Mais ces efforts se heurtent à la cohérence interne du cadre juridique actuel du droit civil du contrat de travail. Le droit civil du contrat de travail repose sur l'hypothèse d'un droit de propriété pour le bien d'un individu recourant contre rémunération, à l'industrie d'un autre. Quelle que soit l'ampleur des transformations opérées dans un tel cadre, sa logique interne ne peut qu'assurer l'indépendance du détenteur du capital. La prérogative de l'employeur, seul juge du bien de l'entreprise, le pouvoir disciplinaire du chef d'entreprise, le droit de faire expulser des salariés en cas d'occupation d'usine, sont encore rattachés au droit de propriété de l'employeur sur l'entreprise, malgré des signes de remise en cause par une jurisprudence nouvelle, en quête d'autres principes.

La dissociation de la collectivité de travail tient donc dans l'ordre juridique à deux facteurs : l'un, l'absence d'une définition de l'entreprise, renforce les effets de l'autre : le statut de l'appartenance à l'entreprise assure au propriétaire du capital un pouvoir qui va de la décision de règlement intérieur jusqu'à la restructuration en sociétés distinctes, à la vente ou à la mise en liquidation de l'entreprise.

L'ancrage dans les fondements du droit français du pouvoir du capital dans un ensemble économique et social apparaît dans une lumière plus grande dans l'extension du phénomène de « groupe » dans l'économie actuelle. On a là une autre face du même problème. Tout comme les situations précédemment évoquées, les conséquences sur le droit à l'emploi de la concentration du capital dans un « groupe » ne sont pas tellement contraires au droit existant, elles sont même en cohérence avec les principes qui rendent possible cette concentration.

Le droit des sociétés rend possible la création de « sociétés de sociétés », il permet ainsi la dispersion et la concentration du capital : la dispersion, par des prises de participation dans les sociétés, la concentration dans les mains d'un nombre réduit de personnes, à la faveur d'un cumul possible de mandats d'administrateurs. En conjuguant le pourcentage des participations avec la mise en place dans les conseils d'administration, ou le titre des sociétés, d'hommes liés entre eux par des tactiques diverses, on aboutit à la constitution d'organes de pouvoir très puissants. Un hebdomadaire économique (2) déclarait récemment que le pouvoir économique et financier, en France, est entre les mains d'une quarantaine d'hommes ou plus, les « Intouchables », qui se choisissent par « cooptation instinctive », de moins en moins en raison de la naissance ou de la fortune, de plus en plus à cause de l'appartenance à l'« aristocratie du concours ».

Le groupe est encore plus protégé que l'entreprise contre les tentatives d'une définition juridique ; eussent-elles existé, le fait d'ambiguïté et de contradictions qui en font une réalité

Ainsi, le groupe peut, sur un organe, n'être que la somme de sociétés qui le composent ; et, d'une certaine façon, c'est vrai, car il n'a rien sans elles ; mais, d'un autre point de vue, il est bien une réalité autonome. Pour autant le fossé s'élargit entre le pouvoir de décision qu'il détient et les travailleurs ; le premier est difficile à identifier et les seconds, de par leur contrat de travail, voient leurs droits strictement maintenus dans le cadre de leur société. L'existence de « holdings » ne modifie pas cette analyse ; dans la mesure où elles sont une société distincte, elles ne sont composées que de quelques hommes investis du pouvoir que leur donnent les capitaux et la puissance économique qu'ils représentent.

Pouvoir centralisé, travailleurs dispersés

UNE telle distance entre le groupe et la collectivité de travail met cette dernière à la disposition du premier, utilisant le droit des sociétés pour constituer son pouvoir financier, le groupe a besoin de s'en libérer pour étendre son pouvoir économique ; le principe fondamental de la personnalité juridique des personnes morales fait d'une société le sujet du pouvoir de décision, en tout ce qui la concerne ; mais le groupe n'existe qu'en réduisant les directions de ses composantes à des relais de mise en œuvre de sa politique (3). On imagine, dans une période où la division internationale du travail est un dogme de l'organisation de la vie économique, les ressources dont bénéficie un groupe pour détruire et restructurer les activités de ses sociétés : en particulier pour les recon-

struire sur des secteurs plus rentables, en transférer certains à la sous-traitance française ou étrangère et privilégier la recherche et le « commercial », pour conquérir et tenir les marchés, en imposant aux sous-traitants des marges impératives.

Une telle distance entre le pouvoir du groupe et les travailleurs tient au décalage qui existe entre le groupe et le cadre dans lequel la loi prévoit et protège l'exercice des droits des travailleurs. Ce cadre est celui de la société, non du groupe ; leur interlocuteur est un P.-D. G. dont la mission consiste dans l'application des décisions ou orientations d'un pouvoir délégué localement. Quelle autre ressource que la lutte des travailleurs contre l'application à leur société d'un plan de restructuration, décidé à leur

insu, qui aboutit à la déqualification d'un grand nombre, au changement de convention collective et à la perte d'avantages acquis de ceux qui sont transférés dans d'autres sociétés du tout simplement à des licenciements importants ? Et cela, dans la même temps où la C.N.P.F.P. et le gouvernement lancent une politique de promotion des P.M.E. en vue de la sous-traitance : or, on le sait, les P.M.E. constituent un cadre dans lequel l'exercice des droits des salariés est limité par la difficulté et la faiblesse de la syndicalisation et un fréquent déplacement du pouvoir du patron vers le donneur d'ordres (4).

On peut objecter que les travailleurs ne sont pas totalement démunis de droits dans le groupe. C'est vrai que certains groupes ont pris l'initiative de créer des conditions de représentation des travailleurs par une commission centrale composée des représentants des différents comités centraux d'entreprise. Mais l'existence d'une telle commission n'est pas protégée par la loi : de plus, elle est créée après la naissance du groupe, qu'elle n'a d'agit plus que de la consultation sur les modalités de mise en œuvre de la décision adoptée.

C'est vrai aussi que les différents comités d'entreprise ont un droit d'information sur les ramifications

financières de leur société par les participations qu'elle peut prendre en d'autres. Et la loi sur la participation aux fruits de l'expansion autorise, en certains cas, les salariés d'une filiale à souscrire des actions dans la société mère. Le salarié envoyé dans une filiale à l'étranger à un droit, en cas de licenciement, à réintégration dans la société mère. Mais ce ne sont là que des bribes de droits, faibles attestations d'une certaine orbe en comble de la réalité du groupe. Son pouvoir reste très protégé, puisque son existence exige et lui permet d'utiliser une structure juridique, celle des sociétés, élaborée pour la constitution et le développement des capitaux ; et de la dépasser pour bénéficier des opportunités financières et atteindre des finalités économiques. Quant à la collectivité de travail, elle est laissée à sa dispersion, dans les régimes divers des sociétés, soumise à des décisions de restructuration ou de destruction ; elle n'a guère d'existence reconnue au niveau du groupe, au-delà des sociétés, qu'en raison de la détermination d'une politique commune du personnel et de la création d'une sorte de « contrat de travail de groupe » : l'engagement d'un salarié dans l'une des sociétés implique l'acceptation d'être muté dans n'importe quelle société du groupe, tout refus étant considéré comme une démission.

teils fondements, d'élaborer un authentique droit au travail ; pour répondre à l'impératif constitutionnel, il faudrait élaborer des catégories fondamentales spécifiques, donc autonomes.

Il ne faut donc pas s'étonner que, malgré son statut constitutionnel, le droit au travail, appelé plus concrètement droit à l'emploi, prenne et diffamement corps dans notre législation et notre système juridique.

Dans une période de restructuration profonde de l'économie et des entreprises, les syndicats sont aussi amenés à faire moins confiance au droit et à la justice qu'aux conflits, générateurs de rapports de force, pour assurer l'existence des éléments acquis d'un droit à l'emploi.

Permet les conséquences de cette situation pour les travailleurs, l'une des plus graves est le risque d'une séparation des travailleurs entre ceux qui, dans leurs entreprises, peuvent bénéficier d'une représentation puissante pour maintenir et développer les acquis de conventions collectives favorables à ceux qui se trouvent ou se retrouvent dans des entreprises ou dans des situations juridiques dans lesquelles une telle représentation est soit légalement, soit pratiquement, impossible ou très faible.

Les signes, déjà nombreux, d'une telle séparation incitent à se demander si la période actuelle des restructurations ne va pas engendrer, à l'intérieur même du monde du travail, une classe de plus en plus nombreuse d'hommes et de femmes exclus de la protection assurée dans les entreprises par les institutions représentatives des travailleurs.

BERNARD RETTENBACH.

(2) Le Nouvel économiste, n° 102, 17 octobre 1977, pages 68 et 69.
(3) Recherche sur la représentation des salariés dans les groupes et holdings, sous la direction de Gérard Lyon-Caen, Centre de recherche de droit social, Paris-1 (recherche pour le compte du ministère du travail).
(4) Guy Courthieu, L'Entreprise, société féodale, Éditions du Seuil, Paris, 1975, 208 pages, 25 F.

Protection par le droit, ou conflit ?

ON peut objecter à l'analyse précédente la place insuffisante qu'elle fait au développement de la législation en faveur des travailleurs : il n'est pas question de le nier. Mais l'historique de la législation le montre. Les progrès les plus significatifs d'une mise en place des éléments d'un droit à l'emploi sont à des luttes déclenchées soit en raison de « vides juridiques » généraux d'injustices, soit à la suite de solutions conformes au droit mais non moins sources d'injustices.

Ces luttes sont à l'origine de négociations et de conventions dont certaines sont devenues des lois par voie de généralisation à tous les travailleurs.

Si bien que le droit du travail oscille, en quelque sorte, entre deux polarités : l'une relève d'une logique qui, par son enracinement dans le droit civil du contrat et le droit commercial des sociétés, a pour but — de favoriser le capital, ses finalités propres, son pouvoir ; l'autre prend en compte l'entreprise comme lieu où se jouent la vie des hommes et leurs droits fondamentaux.

La justice est soumise à l'attraction de ces deux polarités ; la jurisprudence oscille parfois entre les deux : la priorité qu'il lui arrive de donner à celle qui favorise le développement d'un droit à l'emploi lui permet de hardies et des nouveautés ; mais, le plus souvent, elle n'est, au mieux, qu'un rempart contre les retours en arrière — les infractions aux lois — et, quand elle est sollicitée en dernier ressort, elle se dégage très difficilement, et non sans incohérence, de l'inspiration de principes généraux du droit civil, à partir duquel les relations de travail ont été, au départ, juridiquement structurées. On est donc amené à penser qu'il n'est pas possible, et sur de

« Partout où il y a une grande pauvreté, il y a une grande inégalité. Pour un homme très riche, il doit exister au moins cinq cents pauvres, et la prospérité d'un petit nombre suppose l'indigence d'une multitude (...). C'est seulement à l'abri du juge que le propriétaire d'une telle richesse, acquise par l'activité de plusieurs années ou peut-être de générations successives, peut dormir une seule nuit en sécurité. Il est à tout moment entouré d'ennemis inconnus (...). Il ne peut être protégé que par le bras puissant du juge continuellement levé pour les frapper. »

ADAM SMITH (La richesse des nations.)



(Dessin de Bernice Clerve.)

prise qu'à condition de les situer dans le cadre d'ensemble du marché capitaliste.

Cette mise au point sur la petite production et ses rapports avec le capitalisme a une fois faite, la tâche historique du droit civil devient plus aisément intelligible.

Le droit civil révolutionnaire, qui, en instituant la libération de la production et de l'échange sous leur forme simple, a posé historiquement les conditions mêmes du développement de l'échange généralisé et de la production capitaliste, subsiste encore aujourd'hui comme témoin de la permanence de ces formes simples.

Ces formes se définissent par le caractère patrimonial des biens de production et le cadre familial de la production elle-même. On voit à quel point elles se trouvent en harmonie avec le dispositif du droit civil et avec l'organisation de l'appareil judiciaire traditionnel avec ses trois personnalités : les deux plaideurs, libres, égaux et responsables, et le juge dont le rôle se limite à interpréter la loi, à « dire le droit ». Il convient de noter, tout ce qu'a de spécifique ce personnage du juge, situé au-dessus et en dehors des intérêts des parties. Ce qui explique que, d'abord, on ait voulu choisir les juges parmi les propriétaires notables — leur indépendance économique est garantie de leur désintéressement — et qu'ensuite on ait fait des fonctionnaires indépendants du pouvoir politique, mais participants du rôle tutélaire de l'État. Ces rapports issus de l'échange simple et de la petite production trouvent par conséquent leur expression politique et idéologique dans le radicalisme français et ses équivalents étrangers. L'exercice prolongé de la gestion de la société française par le courant radical, où les hommes de loi étaient si nombreux, s'explique par l'importance même des forces de la petite production dans la société française. Mais cette société, qui vit son plein épanouissement sous la III^e République, a connu depuis la dernière guerre une évolution qui modifie complètement son nature, et dont le signe le plus frappant nous est fourni par la diminution extrêmement rapide de la population rurale (3). Ces « changements sociaux » résultent du développement du capitalisme lui-même dans la société occidentale. L'évolution du capital tend à lui faire

acquiescer des caractères nouveaux : les rapports marchands capitalistes s'éloignent de plus en plus des rapports marchands simples (4), le caractère privé du capital s'affaiblit sans cesse. Cette évolution des sociétés capitalistes s'opère partout sous l'égide de l'État. Comme l'avait le premier maître Hegel, et après lui Marx, Max Weber et bien d'autres, le développement total de la société bourgeoise et du capitalisme conduit de plus en plus rapidement à la réalisation de l'État rationnel par absorption de la société civile dans l'État, application généralisée de la planification (ou Lénine voit un trait dominant de l'idéologie bourgeoise), raffinement sans cesse plus poussé de la division sociale du travail.

Du droit révolutionnaire au règlement bureaucratique

DANS ce processus apparaît la contradiction qui existe entre la propriété privée (qu'elle soit celle du petit producteur ou celle du capitaliste) et la généralisation de la marchandise. La transformation intégrale des rapports entre les hommes en rapports entre choses, qui est le point d'aboutissement du capitalisme, s'exprime dans la planification de la société. Dans une société ainsi planifiée, l'individu tend à perdre son statut, à être décomposé en fragments correspondant aux divers rôles sociaux et économiques qu'il est appelé à jouer, à voir réglementer de plus en plus étroitement sa vie, afin que l'orbite des conduites individuelles ne vienne pas perturber ce qui a été planifié.

Au droit révolutionnaire pour qui « tout ce qui n'est pas défendu est permis » succède le règlement bureaucratique pour qui « tout ce qui n'est pas permis est défendu ».

Ces considérations nous permettent alors d'évoquer une interprétation de la crise de la justice, du malaise du personnel judiciaire, fondée sur l'hypothèse du dépérissement du droit.

Ce processus de dépérissement est depuis

longtemps à l'œuvre. Il se présente sous trois aspects différents :

— Les rapports entre les grandes firmes nationales ou multinationales, privées ou nationalisées, échappent pour l'essentiel et de plus en plus à toute espèce de débat judiciaire. Elles ne se présentent jamais devant un tribunal pour ce qui concerne leurs intérêts véritablement importants, et elles ne recourent à la justice et aux hommes de loi que pour « authentifier » telle ou telle de leurs démarches (5). Le dernier congrès du Syndicat de la législation par un commissaire de police. Il est vrai que toutes les grandes firmes possèdent d'importants services juridiques, mais l'activité de ces services, beaucoup plus que la représentation en justice de la firme, consiste à assurer certains aspects de l'organisation et de la planification interne et externe de la firme. Le juriste devient donc ce cas un « ingénieur », selon la formule du célèbre juriste américain Pound ;

— Les rapports entre les personnes privées et les institutions publiques relèvent depuis longtemps, et de plus en plus, du droit administratif, « droit » qui n'est pas du droit, mais rien d'autre qu'une méthode d'interprétation et d'application des règlements. La justice à « trois personnalités » disparaît : on n'a plus qu'un « administré » qui réclame à l'administration une application correcte et cohérente de son propre règlement. La procédure même du recours administratif est révélatrice de son véritable caractère : ne commence-t-elle pas le plus souvent par un « recours gracieux » présenté par l'administré à l'administration même dont il oserait se plaindre ? Ce caractère fondamentalement gracieux du recours se trouve, notons-le, renforcé par l'existence, pour ainsi dire nécessaire, des voies d'exécution (5). L'exécution est en fait à la discrétion des services concernés ;

— Enfin, on assiste aux développements de pratiques consistant à détourner de leurs sens les rouages judiciaires traditionnels. Les fonctionnaires de la justice civile et pénale est de plus en plus écartés entre deux tendances apparemment contradictoires mais qui toutes deux obtiennent gracieusement la même, particulièrement nette dans les juridictions pénales, conduit à une fusion de fait de la

police, du ministère public et du tribunal, les transforme en tribunaux d'exception à l'image des tribunaux militaires, des commissions de discipline ou des prétoires des prisons. L'autre tend à transformer les organes judiciaires en organes de tutelle, tant en matière civile (affaires familiales, divorce, etc.) qu'en matière pénale, chargés de suppléer à la dépersonnalisation, à l'irresponsabilité croissante des justiciables (6). Le dernier congrès du Syndicat de la magistrature sur la perte délinquante paraît refléter fidèlement cette tendance.

Ce dernier aspect du dépérissement du droit paraît tout particulièrement digne d'être souligné, car il est le plus difficile à discerner. A la différence des deux premiers, il ne suppose nullement un effacement institutionnel des organes judiciaires ; il peut très bien s'accompagner, et s'accompagnera sans doute, non seulement d'une conservation mais d'un développement, d'une « modernisation » de ces organes, voire d'une augmentation notable des moyens matériels mis à leur disposition.

HENRI NALLET et CLAUDE SERVOLIN.

(3) Il est à noter que cet exode rural a provoqué une réduction parallèle de l'appareil judiciaire, ce qui semble constituer un indice tout à fait direct du lien qui les unit.

(4) Le « petit capitaliste » qui reste proche encore de la petite production tend, lui aussi, à régresser.

(5) Cf. l'article de G. Vedel dans le Monde du 4 mars 1977. Cet article très intéressant semble cependant pécher par optimisme quant à la possibilité d'instituer des voies d'exécution réellement efficaces en matière administrative.

(6) Ces considérations ne sont nullement spécifiques à la France. B. Abel et R. Stevens, dans leur livre « Lawyers and the Courts » (Heinemann, Londres, 1977), déclinent les mêmes tendances à la décadence de l'appareil judiciaire britannique qu'ils attribuent au développement du « Welfare State » (équivalent britannique de l'étatisme réglementaire) et à la multiplication des tribunaux spécialisés (qui suppléent, en Grande-Bretagne, à l'absence de juridiction administrative). Les auteurs exhortent, pour finir, le juriste anglais à s'adapter à la société moderne et se considérant désormais comme assurant un service public, « de la même manière que les hôpitaux, l'assistance publique ou les pompes... » (Op. cit., page 263.)

Protection des citoyens ou service des grands intérêts et de l'État ?

La délinquance est traditionnellement perçue comme une manifestation d'immoralité, un symptôme d'insécurité ou de marginalité, ou bien comme la contrepartie d'un processus d'émancipation sociale. Une fois que l'on a reconnu son caractère social, elle est traitée comme une anomalie. Le délinquant est un coupable à punir, à assister, à soigner, un marginal à assister, un exclu à promouvoir. L'intervention des tribunaux et celle, plus large,

de l'action sociale se définissent par rapport à cet état, oscillant sans cesse entre la correction, le traitement et la promotion. Le taux de récidive chez les délinquants adultes se maintient à un haut niveau et il atteint des proportions considérables chez les mineurs qui ont eu affaire avec la justice, que ce soit pour des faits de délinquance ou pour avoir « bénéficié » de décisions d'assistance éducative. Après avoir longtemps cru

La délinquance, un désordre nécessaire et bien utilisé

Par PIERRE LASCOUMES *

aux valeurs intimidantes, curatives ou promotionnelles de leur intervention, les professionnels de la justice et de l'action sociale en viennent peu à peu à se demander s'ils ne participent pas eux-mêmes à un réseau de marginalisation socio-économique produisant des délinquants, des marginaux ou des exclus.

Si la délinquance n'est pas un fait de nature, une perversion ou un accident, une faille du système, peut-être faut-il y voir une production nécessaire d'un système économique et social fondé sur l'exploitation et la violence.

Le contenu du terme de délinquance est inséparable de l'état des rapports sociaux dans une société donnée. Est-il besoin de rappeler que la délinquance n'est pas une qualité intrinsèque à certains comportements mais le résultat d'un processus de réaction sociale ? C'est l'existence, la forme et l'intensité de la réaction sociale qui confèrent à un type de comportement, dans un contexte donné, son caractère répréhensible ou non. « Est délinquant celui auquel cette étiquette a été appliquée avec succès ». Cette réaction sociale est dominée par quelques stéréotypes qui définissent l'essentiel de ses contours : la délinquance juvénile, les agressions volontaires contre les personnes, la petite délinquance contre les biens. Toute l'habileté de la stratégie consiste à laisser croire que les petits voleurs (46,5 % des détenus en 1^{er} janvier 1977) et jeunes délinquants (42 % des détenus ont moins de vingt-cinq ans, il s'agit le plus souvent de condamnés pour vol) sont des contributeurs à la production de la violence et de la délinquance.

Sur ce plan, l'inculcation idéologique est à ce point réussie que notre réaction face à un de ces petits délits est de l'ordre du réflexe. Cela est fondamental dans la mesure où, contrairement à ce que l'on croit en général, les appareils de contrôle social (tribunaux, police, etc.) sont d'une grande passivité et d'intervention le plus souvent qu'à la suite d'un signalement venu de l'environnement social. Le caractère presque systématique du travail de ces délits et de leurs auteurs vers les agences répressives s'explique en très grande partie par la rupture qu'ils constituent avec l'idéologie dominante. Les infractions qui suscitent la réaction sociale la plus forte sont celles qui portent atteinte à l'intégrité physique des personnes (sous certaines formes), à la propriété privée, à la productivité et à la stabilité dans le travail, aux structures familiales et à un ordre moral presque inchangé depuis 1870.

A l'inverse, les infractions inhérentes à la maximisation de la logique spéculative et marchande caractérisant les rapports sociaux (abus de confiance, faux, etc.) sont d'une moindre importance, pas comme délits, mais comme faits sociaux. La gravité qu'on leur attribue est sans commune mesure avec celle attribuée aux précédentes. Leurs auteurs de signalement sont donc plus restreints. La répression qui les frappe reste symbolique, voire inexistante. En matière financière par exemple, quand une affaire parvient aux tribunaux, elle est retardée devant les tribunaux, le prononcé d'une amende, parfois accompagnée de sursis, demeure la règle. Alors, peu importe que les accidents du travail tuent au moins dix fois plus en une année que l'addition des meurtres, assassinats et coups et blessures ayant entraîné la mort. Peu importe aussi que les estimations officielles du coût social de la délinquance placent en première ligne, et

de loin, les fraudes fiscales, douaniers et financières. On cherche à nous indigner régulièrement sur le non-respect des innocents par les présumés coupables et agresseurs de personnes sans défense. Mais c'est un silence pudique qui a pendant longtemps couvert, et couvre encore aujourd'hui, les pratiques de certaines entreprises bancaires, alimentaires, immobilières, pharmaceutiques, etc., et celles des multiples pollueurs ou fraudeurs sur les prix et la qualité des produits. L'État et les collectivités publiques (sécurité sociale, etc.) sont sans doute des « innocents » de nature particulière.

C'est dans ce sens que Michel Foucault définit le rôle « positif », actif, de la prison : « Dans la mesure où elle suscite au milieu des autres une forme particulière d'illégalité... Voyant, marqué, irrédécible à un certain niveau, et secrètement utile... elle destine, isole et souligne une forme d'illégalité qui semble résumer toutes les autres, mais qui permet de laisser dans l'ombre celle qu'on veut ou qu'on doit tolérer » (1).

Ainsi, parmi tous les illégaux, seules certaines formes de délinquance possèdent une visibilité suffisante pour susciter une réaction sociale importante. Elles canonisent ainsi la réprobation morale sur cer-

tains comportements pour mieux en préserver d'autres. Outre ce premier rôle, de mise en évidence de la délinquance violente contre les personnes (quantitativement très stable, elle représente un nombre restreint de délits indépendamment du tapage alarmiste fait à son propos) et de la délinquance mineure contre les biens, elle présente un autre avantage d'importance : celui de désigner des populations cibles et des bouc-émissaires de choix.

Quelque chose d'essentiel, sur le plan idéologique, se joue autour de la prison. Dans les représentations de la justice pénale, elle apparaît comme la peine type, celle par qui se définit l'acte grave ; c'est donc elle qui donne une grande part de sa visibilité à la seconde population-cible qui constitue la quasi-totalité de sa clientèle. De plus, la prison contribue à mettre en évidence deux formes de délinquance (2) qui débouchent souvent sur l'emprisonnement : les infractions contre les personnes (peu importantes quantitativement mais amplement dramatisées), certaines infractions contre les biens, essentiellement le vol. Enfin, la prison contribue à maintenir le faïscisme du contrôle social sur une population-cible formée du prolétariat et du sous-prolétariat, parmi laquelle sont choisis l'essentiel des délinquants boucs émissaires.

Le bouc-émissaire

Il ne s'agit pas de nier l'existence de la délinquance ou de la minimiser, mais de bien distinguer, d'une part, les phénomènes que recouvre cette notion, d'autre part, l'utilisation idéologique qui en est faite. La délinquance est une production sociale à un double titre.

D'une part, elle est le résultat logique et nécessaire de l'état des rapports sociaux dans une formation sociale. Elle n'est ni une pathologie sociale, ni un simple dysfonctionnement, ni le résultat du passage à l'acte de personnalités perverses. La délinquance classique s'inscrit en parfaite continuité avec la violence qui caractérise l'ensemble des rapports sociaux et marque les conditions de vie (voire de survie) des classes et fractions de classe les plus exploitées et assujetties. De la même façon, la délinquance des affaires n'est pas un mal de l'économie libérale, mais une maximisation de la logique spéculative du profit, voire un ensemble de pratiques inhérentes au fonctionnement de l'économie de marché.

La bourgeoisie s'est réservée, au fur et à mesure de son accession à une position hégémonique, l'illégalité des droits. C'est-à-dire la possibilité

de tourner ses propres règlements, ses propres lois et d'accomplir un large secteur de la circulation économique dans les marges ou par-delà la législation, en utilisant les silences de cette dernière, ses contradictions ou combinaisons, soit plus simplement une tolérance de fait.

D'autre part, l'existence d'une délinquance fortement stigmatisée est nécessaire au maintien et au renforcement constant de la légitimité des politiques d'ordre. C'est pourquoi la seule délinquance qui a une visibilité et qui suscite une réaction sociale significative est celle qui provient du prolétariat et du sous-prolétariat. En concentrant la réprobation morale sur les illégalités des classes populaires, cette délinquance amplement dramatisée vient justifier la profonde surveillance qu'exerce sur ces classes et fractions de classe réputées dangereuses. Et cela tout en détournant

(1) Surveiller et punir, page 281. Editions Gallimard, Paris, 1975, 328 pages, 61 F.
(2) Voir l'encadré intitulé : « Classes dangereuses ».

Au nom de la sécurité

Madame, Monsieur,

C'est le devoir de la police de vous protéger. Elle s'y applique et de nombreux moyens ont été, grâce à son action, arrêtés et défilés à la justice. Après avoir travaillé de longues années, vous avez acquis le droit de prendre votre retraite et d'en profiter en toute tranquillité. Or, des individus recourant aux précédents les plus lâches et les plus insidieux, n'hésitent pas à vous aggraver dans votre vieillesse et à vous voler votre tranquillité. Mais, vous pouvez et vous devez vous-même aider à vous éviter un certain nombre de risques que l'audace des malfaiteurs fait peser sur votre sécurité. Ainsi :

- » LOESQUE VOUS ÊTES À VOTRE DOMICILE. ENFERMEZ-VOUS ! N'ouvrez pas votre porte au premier venu ; si vous recevez un visiteur inconnu, ne le laissez pas entrer sans l'avoir vérifié.
- » LOESQUE VOUS ÊTES DANS LA RUE. SOYEZ PRUDENT ! Lorsque vous marchez, ne vous laissez pas attirer, marchez au milieu du trottoir, éloignez-vous de la chaussée.
- » Lorsque vous allez encaisser votre pension, ne la comptez pas dans la rue, laissez votre argent placé à la Caisse d'Épargne, à la poste, à la banque, chez le percepteur.
- » Si vous transportez une somme d'argent, répartissez-la dans vos poches et votre sac.
- » VIVEZ TRANQUILLES, et n'hésitez jamais à aller voir les policiers pour leur demander conseil, aide et protection.

Signé : MICHEL FOMATOWSKI.

(Extrait d'une circulaire en date du 6 juin 1976 distribuée au domicile de retraités à l'initiative du ministre d'État, ministre de l'Intérieur.)

Pratiques d'affairistes

Une belle unanimité qui s'est développée progressivement dans les dix dernières années, au sujet de la délinquance d'affaires ne doit-elle pas soulever quelques interrogations ? Certes, quelques pionniers avaient tenté de démontrer que la délinquance n'était pas exclusivement le fait des classes laborieuses réputées « dangereuses ». Mais la criminalisation effective des pratiques illicites dans le monde des affaires reste extrêmement limitée.

Depuis les grands scandales financiers des années 20, l'appareil judiciaire et institutionnel centré sur le contrôle de la délinquance d'affaires s'est largement développé. Les textes sont surabondants et les organes de contrôle spécialisés beaucoup plus nombreux que l'on ne croit : services de répression des fraudes, brigades et parquets financiers, commissions des ententes, des opérations de Bourse, de l'usure, etc. Cependant, à regarder les pratiques effectives du contrôle social en ce domaine, quelques constats et quelques questions s'imposent :

I. — Évaluer le coût du crime est une entreprise très périlleuse, particulièrement en ce domaine. Cependant, la direction centrale de la police judiciaire établit depuis quelques années le coût des transferts de possession à l'occasion d'infractions économiques et financières dont elle a eu connaissance. Il était, en 1975, de 2 031 millions de francs. L'évaluation de la fraude fiscale effectuée au préjudice de l'État était de 44 483 millions de francs pour la même année. Ces évaluations (qui sont des estimations minimales vu leur mode de calcul) laissent très loin derrière elles le coût de la criminalité traditionnelle.

II. — On ne dispose pas encore en France de statistiques précises sur la délinquance d'affaires et son traitement judiciaire. Si on se limite à un ensemble très hétérogène, mais comprenant principalement les infractions financières, fiscales, douaniers et commerciales, on atteint le chiffre de 3,2 % des condamnations prononcées (11 129 condamnations). Si on précise les regroupements en se limitant aux infractions financières, fiscales et douaniers, zone où peut être situé l'essentiel de la délinquance d'affaires grave et organisée, le pourcentage de condamnations n'est plus que de 1,7 % des condamnations en matière pénale (5 890 condamnations). Pour ces deux dernières catégories, il est intéressant de noter la répartition des sorts de peines prononcées :

	Prison ferme	Prison avec sursis	Amendes	Autres sanctions	%
Infractions financières, fiscales et douaniers.....	3,76 %	14,14 %	78,03 %	4,07 %	100
Infractions commerciales.....	1,87 %	6,53 %	85,12 %	6,48 %	100

III. — En matière de sanctions, il est notoire que l'amende, souvent accompagnée de sursis, demeure quasi généralement la règle en ce secteur. D'autre part, si un certain nombre de tribunaux correctionnels ont tenté de faire évoluer ces sanctions vers des mesures qui ne soient pas symboliques, les décisions d'appel atténuent fréquemment les sanctions décidées en première instance. Estimant sans doute que la simple assignation en justice constitue, à elle seule, une sanction suffisante.

Enfin, quand après de longues années (fréquemment de cinq à dix ans pour les « gros dossiers »), une décision est obtenue, encore faut-il pouvoir la faire exécuter. Ce problème se pose avec une particulière acuité quand une peine de prison ferme est prononcée. L'octroi de sursis à l'exécution ou de mesures administratives rend l'application de ces décisions très aléatoire.

La répression de la délinquance d'affaires est loin d'atteindre une importance comparable aux dommages sociaux qu'elle occasionne. Mais quand elle existe, sur qui s'exerce-t-elle ? La cible privilégiée n'est-elle pas bien souvent l'affairiste individuel, les entreprises personnelles ou les petites sociétés où le gérant ou P-D.G. est, en fait, actionnaire majoritaire ?

Bien souvent, ces petites sociétés sont poursuivies pour des délits de gestion dont la loi de 1966 a multiplié à l'infini le nombre. Dans la pratique, distingue-t-on bien ces délits d'administration des délits graves d'abus de biens sociaux, publication de faux bilans, répartition de dividendes fictifs ayant causé un réel préjudice aux actionnaires ou créanciers ?

Tout le processus judiciaire lui-même n'est-il pas principalement orienté vers la répression d'actes individuels ? La loi lui-même ne connaît comme sujet que le « personne ». La grande entreprise moderne, et à plus forte raison l'entreprise multinationale, n'offre que des prises très limitées aux modes de poursuites classiques.

Enfin, l'essentiel des règlements en matière de délinquance d'affaires ne se fait-il pas par des filières déjudiciées (cabinets d'affaires, arbitres, négociations administratives, transactions, etc.) où les règlements sont secrets et non stigmatisants et sont à l'abri du regard public, mais non hors du regard et des intérêts du pouvoir ?

P. L.

* Sociologue, Centre national de la recherche scientifique.

Contrat pour une exploitation domestique

LE MARIAGE ET LE TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ

Par CHRISTINE DELPHY *

SUIVANT le mot célèbre d'un économiste américain, « quand un homme épouse sa femme, il fait baisser le produit national brut ». Cela signifie qu'une partie importante du travail productif, le travail ménager, n'est pas enregistrée dans les comptabilités nationales, et la comptabilité française ne fait pas exception à cette règle. Or, pourquoi n'est-il pas enregistré ? Pour la simple raison qu'il n'est pas payé. Et le travail non rémunéré des

épouses ne se limite pas, comme on le pense souvent, à l'entretien d'une maison, au travail « ménager » proprement dit.

Il s'étend aux productions artisanales, commerciales, agricoles, destinées au marché, quand les maris sont artisans, commerçants, agriculteurs.

Le produit national brut ne représente donc pas — loin de là — toute la production. Une bonne partie en est cachée, qui, évaluée en heures, se constitue plus de la moitié : en 1967, pour quarante-trois milliards d'heures de travail salarié, il s'est effectué quarante-cinq milliards d'heures de travail gratuit.

Or les productions et services rendus par ce travail, gratuits lorsqu'ils sont fournis par une femme à son mari, sont rémunérés lorsqu'ils sont fournis par cette même femme à une personne avec qui elle n'est pas mariée. La non-valeur du travail domestique n'est donc pas liée à la nature de ce travail ; d'autre part, le non-valeur, au plutôt la gratuité du travail (la non-rémunération du producteur), ne se produit que dans des relations sociales particulières, celles du mariage. Il semble donc que cette gratuité n'ait une cause institutionnelle : le mariage.

Le mariage, loin d'être un lien « naturel », dans lequel la loi ne jouerait qu'un rôle marginal et exceptionnel (en cas de conflit), est un contrat dès le départ, un contrat qui se définit par la répartition des choses, et tel était le cas, s'il n'avait pas « de son vivant » des règles précises, comment pourrait-on savoir que « les choses vont mal » ? C'est une institution pourvue, comme toute institution, d'un cadre juridique. Il apparaît de surcroît que, puisque cette institution est

le lieu de création de rapports de production particuliers, — le travail gratuit — c'est aussi un contrat du travail.

Cependant, l'obligation du travail domestique n'est nulle part écrite dans les textes de loi sur le mariage qui prévoient seulement que l'apport de la femme peut consister soit en argent soit en nature. Mais elle est inscrite négativement : le mariage à remplir ces obligations est sanctionné par la rupture du contrat : par le divorce. C'est dans les motifs de divorce que les obligations du mariage sont énoncées : le tribunal de P... accorde le divorce à M. X... contre Mme X... parce que celle-ci « ne s'intéressait pas à son mari (à lui, le mari) ». En observant le divorce, on voit de plus en plus que le mariage, au point de vue privilégié sur le mariage ; la nature du contrat de mariage y est explicitée, non seulement dans les motifs de divorce, mais aussi et surtout dans la situation des divorcés, par le divorce comme état.

Des écarts renforcés

ON VERRA que l'état de divorce parait en quelque sorte, met en lumière et en relief, tous les traits de l'état de mariage comme état économique pour les femmes. Mais il ne crée pas, un pas plus que d'autres éléments de la structure institutionnelle, cette situation économique. Il faut donc d'abord voir comment se crée et se crée le marché du mariage comme marché économique, quels sont les liens entre ce marché du travail gratuit et

l'autre marché, le seul officiel, celui du travail rémunéré. Et, pour commencer, comment entretient-on dans le premier ?

1) Si le mariage donne lieu à l'exploitation des femmes, il est paradoxal qu'elles y entrent et se mettent ainsi en situation d'être exploitées. On doit donc supposer que des pressions importantes, positives et négatives, existent qui poussent les femmes à se marier en dépit de cette exploitation, et que certaines sont précisément d'ordre économique. Au niveau global, il est bien confirmé que l'état de célibat est pénalisé pour les femmes. A milieu d'origine égal, une femme célibataire ne peut espérer avoir un niveau de vie égal ou même comparable avec celui de son père, de ses frères, ou de ses sœurs mariées (moins ce que l'étude a révélé, c'est que le célibat est rendu moins attrayant que l'état marié, en sorte qu'un célibataire penche le balancier en faveur de ce dernier). Un cas, en effet, suppose une comparaison, deux termes : un, le célibat, peu importe, quel que soit son statut, n'est pas envisagé dans l'éducation des filles ; il est donc hors du champ des possibles. L'une des façons dont cette contrainte économique objective est réalisée est une éducation pour les filles uniquement orientée vers le mariage. Même dans les familles où l'on fait faire des études aux enfants, celles-ci ont tout l'air de n'être que des préparations à une vie professionnelle, et n'en donnent d'ailleurs pas les moyens le plus part du temps, mais comme l'acquisition d'un « vernis culturel ». L'investissement culturel est dirigé non vers le marché du travail mais vers le marché du mariage. « On m'a fait faire de petites études qui ne m'ont rien appris à rien. On élevait les

l'attention des inégalités de la bourgeoisie et de ses alliés (3). La délinquance populaire est un désordre social apparent, indissociable de l'ordre qu'il remet en cause.

Cette délinquance est l'occasion d'une vaste entreprise d'amplification idéologique, à visée profondément pédagogique et dont les finalités politiques sont assez claires. Sa répression est tout d'abord l'occasion de rappeler, à tous, les règles fondamentales ordonnant les rapports sociaux. En fait, cette inculpation permanente des fondements de l'ordre dominant s'adresse principalement à ceux dont on craint le passage à l'illégalisme individuel ou collectif en raison de l'exploitation et de l'assujettissement qu'ils subissent.

D'un autre côté, la répression de la délinquance des classes populaires sert à la démonstration, constamment renouvelée, de la légitimité des pratiques d'ordre social. « Il faut réprimer le vol puisqu'il y a des voleurs... » A ce niveau, le savoir criminologique a joué et joue encore un rôle décisif en effectuant la démonstration scientifique (à base statistique, psychiatrique, psychologique...) de la dangerosité de ce type de délinquants. En effet, la très grande majorité des travaux effectués en criminologie ont pour base la population pénale ou carcérale, c'est-à-dire les délinquants repérés, éduqués et jugés. Ces analyses ont donc lieu sur un produit fini : un ensemble de cas, élaboré et sanctionné par le système policier et judiciaire. Or, au lieu d'utiliser ces cas pour comprendre la logique propre au système répressif, sa focalisation sur certaines populations-cibles, ses différentes formes d'intervention selon ceux qu'il a pris en charge, les travaux classiques en criminologie ont toujours supposé du moins la population pénale, les délinquants, c'est-à-dire les délinquants repérés, éduqués et jugés. Et donc, qu'il était possible, sur cette base, d'extrapoler sur la criminalité en général. On a découvert ainsi en toute confiance que la criminalité la plus grave provient des « groupes sociaux les plus défavorisés », des milieux familiaux instables, etc. Confondant ainsi la logique de fonctionnement des appareils répressifs et la logique de la délinquance, ils ont démontré et renforcent la première, en démontrant avec force détails que la population dangereuse est bien celle dont on s'occupe : C.Q.P.D. Les stéréotypes de délinquance, base du processus d'inculpation, préconstruits, démontrent ainsi pleinement la rationalité.

Dans un contexte de crise économique et sociale comme celui que nous connaissons actuellement, où les rapports sociaux sont susceptibles de prendre un tour violent, la dramatisation des phénomènes de délinquance doit être regardée avec une attention toute particulière. On constate le développement sous diverses formes d'une campagne centrée sur la sécurité des citoyens. Thème qui, en pratique, dissimule de plus en plus mal la préoccupation essentielle de la sécurité de l'Etat.

La visée centrale semble orientée vers une criminalisation de la lutte politique et tend à une mise sous « haute surveillance » de tout le territoire. On peut distinguer différents niveaux dans le processus en cours :

— A un niveau général, le déplacement d'un sentiment d'insécurité à base économique sur un bouc émissaire idéal et traditionnel, « la criminalité », tente de masquer la nécessaire inactivité des pouvoirs publics face aux conséquences de la phase actuelle de concentration du capitalisme monopoliste.

— L'accentuation actuelle des contradictions sociales étant susceptible de modifier la situation politique, le thème de la sécurité de l'Etat est particulièrement d'actualité. Une des commissions du VII^e Plan dirigée par le ministre de l'Intérieur était consacrée à ce thème. Elle fit ressortir pour les années à venir une « aggravation des risques », mêlant « aggragation des atteintes » dans sa démonstration des atteintes croissantes à l'ordre public la délinquance classique, la délinquance politique (nommée « terrorisme ») et

les conflits sociaux : l'assimilation à la délinquance de la contestation sociale et de l'opposition politique est sur le point d'être exploitée. Sous prétexte d'une prévision augmentée des formes de délinquance violente, on cherche surtout à rendre acceptable un quadrillage policier tous azimuts.

Ainsi le développement de la police et de la gendarmerie a donné lieu à un plan de cinq ans (1975-1980) pour lequel les dépenses budgétaires dépasseront 4 milliards de francs.

En outre, sur le plan légal, tout un arsenal de mesures a été élaboré renforçant de façon considérable les moyens répressifs et les prérogatives de l'exécutif en ce domaine. Outre la loi (déclarée anti-constitutionnelle) de fouille des véhicules, un renforcement des états d'exception (état d'urgence, de siège, art. 19) était prévu dans le cas de « subversion intérieure ». D'autre part, la convention européenne sur la répression des terroristes permet une coordination internationale de la criminalisation de l'opposition politique qui face à

l'accroissement de l'oppression dans le monde, se trouve de plus en plus acculée, « pour se faire entendre », à des actions violentes ou tapageuses.

La violence d'Etat, pour s'exercer, n'a pas forcément besoin d'instruments légaux et ne s'embarrasse pas toujours de respect de ceux-ci. L'extradition de M. Klaus Croissant en est un exemple frappant. Le pouvoir d'Etat y a recouru sans détour sa force nue. Cette forme de « réponse à la violence » remet à sa modeste place les travaux de la commission portant le même nom. Indépendamment de la caution savante et des beaux exposés d'iniquité (tout à fait dans la ligne des commissions d'enquête du dix-neuvième siècle sur les classes dangereuses), ce rapport officiel a surtout contribué à donner une visibilité accrue aux phénomènes de violence. Et sa première mise en œuvre a été l'extradition d'un avocat pour délit politique.

Nobles aussi ce résultat fantasmagorique mais totalement occulté par la plupart des commentaires sur ce rapport. Certes, le sentiment d'insé-

curité dans la population est très fort. Cependant il ne résulte ni d'une expérience directe ni même d'une situation dont aurait été victime « une vague connaissance » (réponses négatives entre 82 et 87 % — question 37, questionnaire IFOP). Par contre, il provient essentiellement, nous dit-on, des informations transmises par les mass media. Pourquoi ont-ils accordé une telle place à ces phénomènes ? Seroient-ils donc nécessaires de détourner l'attention d'autres sources de tensions sociales (situations économiques et sociales, scandales politiques) ?

On retrouve ici l'impérieuse nécessité de la délinquance, la mesure où, sous couvert de protection des citoyens, par l'appel au front uni contre la criminalité, on tente de rassembler, dans une même peur, ceux qui s'opposent dans leur rapport de classe.

PIERRE LASCOUMES.

(3) Voir l'encadré intitulé : « Pratiques d'extradition ».

Classes dangereuses

LES pénalistes du dix-neuvième siècle étaient moins hypocrites qu'un de nos derniers ministres de l'Intérieur qui déclarait : « Un contrôle plus étroit sera fait sur les catégories de la population d'où émanent les trois quarts de la criminalité... » Au siècle précédent, l'assimilation des « classes laborieuses » aux « classes dangereuses » se faisait sans ambiguïté, et c'est de là que nous vient l'essentiel de la définition tant légale qu'idéologique de la délinquance. Si le vocabulaire a évolué, la perspective fondamentale s'est-elle changée ? Rappelons quelques données simples et éloquentes, mais souvent enfouies sous de prétendus grands débats.

Comme par hasard, l'administration pénitentiaire ne possède pas de statistiques concernant la distribution en catégories socio-professionnelles de la population pénale... Elle nous apprend cependant que près de 10 % des détenus sont reconnus totalement illettrés et que 80 % au moins ont, dans le meilleur des cas, un niveau de formation primaire. Ce qui ne veut même pas dire qu'ils possèdent le certificat d'études primaires et encore moins une qualification professionnelle quelconque. Inutile d'insister. La population envoyée en détention par la justice est essentiellement formée de membres des fractions les plus défavorisées du prolétariat et de membres du sous-prolétariat.

En ce qui concerne les condamnations pénales, on peut tendancieusement distinguer deux « populations-cibles ». D'un côté, les petits patrons de l'industrie et du commerce, fraction de classe qui présente le taux de condamnation le plus important (34,8 %), mais qui comparativement à justice essentiellement pour des activités frauduleuses relatives à leur profession (chèques sans provision, infractions anticonsumes contre les biens). Pour eux, l'essentiel des condamnations se résume à des peines d'amende (au taux de recouvrement très faible, 30 % environ) ou d'emprisonnement, le plus souvent accompagnées de sursis. A l'égard de cette fraction de classe, l'appareil judiciaire semble intervenir essentiellement pour réguler les conditions de la concurrence, éliminer les « canards boiteux » et, dans une certaine mesure, contribuer à l'élimination de secteurs économiques en voie de disparition : artisanat, commerce individuel, petites entreprises...

Cette première « population-cible » n'a pas cependant de visibilité spécifique, elle est massivement occultée par la seconde, à partir de laquelle sont idéologiquement constitués les principaux stéréotypes concernant la délinquance : elle est formée d'ouvriers, de salariés agricoles, de personnes de service et de certains inactifs (sous-prolétaires, chômeurs, marginaux, vagabonds...). Cette population-cible, constituée donc de prolétaires et sous-prolétaires, se caractérise par un taux de condamnation assez élevé (31,6 %). Ces condamnations concernent en très grande partie des infractions banales et violentes contre les biens, principalement le vol.

Pour ces délinquants, les condamnations à l'emprisonnement sont très importantes. Près de 48,5 % des détenus hommes étaient en prison au 1^{er} janvier 1977 pour vol simple, et 8,8 % pour vol qualifié. Il est nécessaire d'ajouter que c'est dans ce deuxième type de population que l'on trouve l'essentiel des récidivistes ayant déjà connu la prison. Selon une statistique effectuée en 1973 sur les détenus libérés, le taux moyen de récidive se situait aux environs de 55 %.

Durée de la peine effectuée	% des condamnés effectuant une telle peine	Pourcentage de récidive
— Moins d'un an	36,15 %	55 à 60 %
— de 1 à 3 ans	29,75 %	50 à 55 %
— de 3 à 5 ans	8,53 %	30 à 50 %
— 5 ans et plus	22,80 %	30 %

Deux autres éléments sont à ajouter dans la définition de ces fractions de classe traitées comme « dangereuses » : l'âge et l'origine nationale.

Cette population se caractérise par sa jeunesse. De façon générale, ce sont les catégories d'âge situées entre dix-huit et trente ans qui ont le taux de condamnation le plus élevé ; ce taux augmente significativement chez les jeunes prolétaires et sous-prolétaires. Une analyse, même sommaire, des statistiques de condamnation de la justice des mineurs permet de prolonger ce résultat sur les catégories d'âge inférieures. Il est significatif que près d'un détenu sur deux ait moins de trente ans : 42,04 % des hommes en détention ont moins de vingt-cinq ans et, parmi les prévenus, la proportion est de 47,78 %. Or on sait que le taux de récidive est plus fort pour les jeunes détenus que pour leurs aînés : 72 % de récidive pour les seize-dix-huit ans, 83 % pour les dix-huit-vingt-cinq ans.

En ce qui concerne enfin la nationalité, il faut noter l'importance des Maghrébines, des Portugais et des Yougoslaves dans la population des condamnés prolétaires et des détenus.

Ainsi, le stéréotype du délinquant français se définit autour des axes suivants : c'est un homme, jeune, de couleur, d'origine prolétaire ou sous-prolétaire, ayant commis un vol et condamné à une peine de prison ferme avec de fortes présumptions de récidive. S'il est étranger (Maghrébin, Portugais ou Yougoslave), cela joue comme condition facilitante.

On retrouve là, sans peine, le « client-type » de la correctionnelle et des flagrants délits.

P. L.

La norme juridique au service du système capitaliste

EN abolissant les privilèges, le 4 août 1789, puis en votant la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen quelques jours plus tard, la bourgeoisie faisait craquer la structure socio-politique de la France de la fin du dix-huitième siècle. Elle donnait au droit une fonction et un statut absolument nouveaux.

Un demi-siècle plus tard, dans des conditions toutes différentes, prenant pied en Algérie, la bourgeoisie du dix-neuvième siècle rencontre également la résistance de structures juridiques politiques propres à un monde de solidarités tribales. Elle brisera ce monde archaïque par la force des armes, mais aussi par celle des lois qu'elle importe : substitution du salariat agricole au khamès (1), « francisation » des terres,

assimilation au droit français permettant de les transformer d'espaces supports de solidarités familiales en biens disponibles pour l'achat et la vente, c'est-à-dire en marchandises.

Droit de liberté et d'égalité, d'échanges et de volonté : les techniques juridiques nées du capitalisme apparaissent comme porteurs de libération et de modernisation ; mais peuvent-elles être réduites à cette apparence ? Ne doit-on pas dire plutôt qu'elles sont destinées à correspondre à un mode de production de la vie sociale, et donc une forme juridique spécifique ?

Cette proposition n'est pas réductible, comme beaucoup l'ont fait, à un écosystème vulgaire : le droit n'est pas l'ombre portée de l'économie qui, magiquement, expliquerait tout. Il faut

Fétichisme du droit et mode de production

Par MICHEL MIAILLE *

déterminer quelle sont sa place et son rôle exacts dans une société donnée.

Pour tenter d'avancer, il est possible de poser comme hypothèse que la société capitaliste réalise le développement le plus abstrait et le plus général du droit dont les formes embryonnaires ou bloquées des sociétés pré-capitalistes ne manifestent que très partiellement les possibilités. En cela, en abandonnant tout universalisme qui prend comme centre l'Europe occidentale, nous pouvons comprendre la nature des caractéristiques du droit

* Professeur à la faculté de droit de l'université de Montpellier-I.

bourgeois et, par opposition, celle des droits des sociétés non capitalistes. En tant que système de communication formulé en termes de normes pour assurer la production des rapports sociaux, le droit bourgeois exprime, portée à leur perfection, toutes les potentialités juridiques.

Si nous tenons le droit pour un des langages de la société, nous devons immédiatement nous rappeler que le langage n'est pas seulement formulation, mais aussi constitution de la pensée. A l'opposé des « théories » simplificatrices qui faisaient du droit une superstructure, « reflet » de la base économique, il faut tenter de comprendre le droit comme forme de la société civile. Cette proposition nous éloigne aussi radicalement des présentations

en termes de « Instance » qui courent le risque de restaurer un structuralisme qui néglige l'essentiel marxien, c'est-à-dire la rôle central de la lutte de classes comme moteur de l'histoire et des sociétés (2).

L'essentiel du droit bourgeois ne peut être compris que par rapport à la nature des rapports sociaux qui se nouent dans la société capitaliste.

(Lire la suite page 13.)

(1) Sorte de métayage qui permet au propriétaire de se laisser par le cultivateur de la récolte d'une part, d'un autre côté, le cultivateur direct (khamès, en arabe, signifie cinq). (2) L. Althusser : « Les appareils idéologiques d'Etat, notes pour une recherche », La Pensée, 1970. Voir également M. et R. Weyl, La Part du droit, Editions Sociales, Paris, 1969.

« filles pour le mariage » : les « petites études » étaient donc en cas une licence d'enseignement ; leur titulaire ne s'en est jamais servi.

2) Une fois cette première étape franchie, le processus ne fait que se renforcer, c'est-à-dire que l'écart entre le niveau de vie que permettrait à la femme ses ressources propres et le niveau de la vie « mariée » se fait que s'accroître avec le temps.

An mariage, les femmes abandonnent leurs études (« je me suis mariée quinze jours après mon bac philo ») ou leur travail quand, rarement, elles en avaient un ; ou leurs chances de carrière en prenant un travail déqualifié (« j'ai pris un petit travail pour permettre à mon mari de faire médecine, que j'ai laissé dès qu'il a eu terminé »). Ainsi, même la travail est souvent une forme subtile de déqualification. En revanche, pendant le mariage, le mari progresse comme un célibataire, et, de plus, mieux qu'un célibataire. Car, si le mariage signifie pour la femme une charge ménagère si accrue qu'elle doit abandonner tout travail ou espoir de carrière, il signifie au contraire pour le mari la libération du poids de son entretien matériel et l'apport des services professionnels et para-professionnels de tous ordres en provenance de sa femme.

Le mariage provoque donc une mobilité descendante de la femme et une mobilité ascendante de l'homme, par rapport à leurs situations respectives antérieures au mariage. Les deux effets se conjuguent pour multiplier la distance initiale entre les conjoints. Après dix ou vingt ans de mariage, les femmes sont dans une situation bien pire qu'au moment du mariage, et les conditions de vie des divorcées

le montrent : elles abordent le marché du travail littéralement « en catastrophe ». Sans qualifications, ou les ayant perdues, sans expérience du travail, sans ancienneté (« à quarante ans, j'ai le genre de petit boulot qu'on a normalement à vingt-cinq »). Elles sont reléguées dans les emplois les moins payés, qu'elles ont encore moins le choix de repenser que leurs collègues jeunes et sans charges de famille. Mme Y..., qui avait fait Arts dès le lycée, a travaillé pendant vingt ans de mariage ; elle gagne 2 500 F par mois ; son mari, qui gagne plus de 10 000 F par mois, verse une pension de 800 F pour leur fille.

Dix ou vingt ans après, le mariage est plus nécessaire qu'au premier jour. En d'autres termes, il crée, par sa dynamique, les conditions de sa propre reproduction.

3) La charge de l'élevage des enfants est l'obligation la plus importante inscrite de fait dans la contrat de mariage pour les femmes ; sa non-observation est très sévèrement sanctionnée par la loi, comme il appert au cours des procès en divorce. Il ne peut y avoir de doute plus grave pour une femme que d'être une « mauvaise mère ».

Un échange très inégal

MAIS ce qui est sans doute le plus révélateur de la situation faite aux femmes par le droit, c'est que cette charge pèse après la dissolution du mariage. En effet, les femmes divorcées ont toujours la charge des enfants jeunes. Or, leur revenu, dès lors

qu'elles doivent aborder le marché du travail dans les conditions décrites plus haut et causées par le mariage, est considérablement inférieur à celui du mari. Les pensions alimentaires se calculent que les enfants, quand il y en a, et, même quand elles sont versées, c'est-à-dire dans une minorité des cas, elles sont fixées à des taux si dérisoires par les tribunaux qu'elles sont loin de couvrir même la moitié du coût financier des enfants. C'est dire que, dans la plupart des cas, la situation économique des femmes, loin de s'améliorer, se dégrade au contraire par rapport au mariage, où le mari ou moins contribuait au paiement entièrement du coût financier des enfants.

Le travail matériel d'entretien des enfants et le travail d'éducation restent l'« ouvrage » des femmes et au sont plus avantageusement rémunérés après le divorce que pendant le mariage. Ce travail continue donc d'être approprié par le mari après le divorce.

De plus, la charge financière des enfants pèse de mort à la femme (cette charge est évidemment beaucoup plus lourde sur un revenu de femme — ayant été — mariée que sur un revenu d'homme).

Ce est ainsi tenté de conclure que le divorce n'est pas le contraire de mariage, mais un autre mariage caractérisé par une dégradation des conditions de vie des femmes, dégradation qui sectionne et pénalise :

— La fait que la femme gagne sa vie par ses propres moyens ou lieu de recevoir sa pitance d'un homme ;

— La fait qu'elle ne sert plus de domestique à un homme.

Le mariage consisterait donc en un échange particulièrement inégal : le mari donnant l'entretien financier des enfants contre le droit aux services illimités de la femme (la disposition de sa force de travail). Cet échange ne peut être rendu possible que si le motif de l'entretien matériel et financier des enfants n'incombe pas de droit au mari. Ce n'est que parce que les femmes sont censées avoir l'intégralité de la charge des enfants que la participation partielle (arbitrairement financière) du mari peut apparaître comme un cadeau, et donc être négociée, que le mari peut, pour le prix modique de la participation à l'entretien financier de ses enfants, exiger et obtenir les services gratuits de la femme. Nos conclusions déboulent donc sur une nouvelle hypothèse : c'est que l'exploitation domestique individuelle (par le mari) est rendue possible par, et fondée sur, l'appropriation par le collectif des hommes du travail d'élevage des enfants fourni par les femmes (1). Il serait fascinant d'examiner, à la lumière de cette hypothèse, le droit civil tout entier, en particulier le droit de la filiation et le droit de la succession : on y verrait que la responsabilité des hommes vis-à-vis des enfants y est facultative et toujours liée au droit à leur appropriation des enfants, et à leur appropriation de la force de travail de la « mère ».

CHRISTINE DELPHY.

(1) Pour une réflexion plus poussée, on consultera : C. Delphy, « L'ennemi principal », Parisiens, novembre 1970 ; C. Delphy, « Mariage et divorce », Les Temps modernes, mars-avril 1974, et C. Delphy et S. de Lesspès, « Rapport sur le divorce pour le ministère de la justice », 1973.

Correspondance

et les contestataires soviétiques

C. J.

(1) Je me permets de rappeler que j'ai déjà esquissé cette analyse dans un article du *Monde diplomatique* sur la théorie de la convergence (août 1975).

■ Les trois derniers films du réalisateur grec Théo Angelopoulos sont l'objet d'un

8 Dans LA REVUE DU CINEMA
 (image et son), un important dossier sur
 Costa-Gavras, une étude sur l'œuvre de
 Wim Wenders et un entretien avec Martin
 Scorsese à propos de son dernier film
 New-York, New-York. (N° 323, décembre
 F. - 3, rue Racanier, 75341 Paris Cedex
 7.)

LES GRANDES IDÉOLOGIES TOUJOURS PRÉSENTES

Pourtant, les grandes doctrines politiques sont toujours présentes. Les années 80 furent, en partie, celles de l'effusion de la « fin des idéologies ». Nombre de sociologues constataient que la technique réduit considérablement le champ des idéologies, et que l'instruction largement diffusée rend difficile, sinon ridicule, l'adhésion à un système de pensée clos. Raymond Aron appelait de ses vœux « le venue des sceptiques s'ils doivent éteindre les fanatismes ». Mais n'était-ce pas à informer les idéologies dans leur acception péjorative de sectarisme et de refus d'accepter les réalités ? Sur ce point,

Par CHARLES ZORGBIBE

La technique peut modifier le contenu de l'idéologie, mais non le supprimer en elle-même; elle tend à une démythification du monde de la politique mais elle n'est pas tirée ordonnée par le pensée politique, elle est amorcée par ces doctrines politiques qui, seules, « agitant » les hommes les uns aux autres et leur procurent l'élan des grandes circonstances. « Ils seront idéologues tant qu'ils penseront », écrivait Maxime Laroey. Et Georges Lescuyer de citer, pour conclure, le Malraux des Antimémoires : « Quelques choses d'éternel demeure en l'homme, en l'homme qui pense... quelques choses que l'appellera sa part divine : c'est son aptitude à mettre le monde en question » (2).

A l'heure où certains médias tiennent colloque sur le démocra-
tie avec un ardeur sympathique, mais aussi une regrettable absence
de rigueur conceptuelle, les spécialistes de science politique ont
le chance de disposer d'un ouvrage monumental sur « le déclin de
la majorité », dû à Pierre Favre, professeur à l'université de Clermont-
Ferrand (3).

Trois ordres de problèmes sont posés par l'auteur. La décision que prend un groupe à la majorité de ses membres est-elle bien « constituée », ou renferme-t-elle pas un vice logique qui la rend incohérente, voire dépourvue de sens ? La seule addition des préférences de chacun met en œuvre des processus parfois peu satisfaisables comme le rappelle le « paradoxe du condorcet ». La décision majoritaire est-elle la seule ? Si oui, comment la rendre plus transparente, traverser les étapes de sa procédure : le contenu de la décision est-il déterminé dès lors qu'un type particulier de procédure est adopté, ou est-il largement indépendant de la procédure mise en œuvre ? La décision majoritaire doit, enfin, être mesurée dans son effet réel. Pour les tenants de la démocratie pluraliste, le volontarisme majoritaire est, à long terme, contraignant, et les dirigeants d'une institution démocratique ne peuvent que se fier à cette volonté collective. Pour les tenants de la démocratie libérale, au contraire, la décision majoritaire sont de peu d'effets et le loi du nombre n'est qu'une mystification libérale... Sans trancher ce débat, Pierre Favre en décrit les diverses expressions et en dit le signification.

(1) M. Fretot et G. Lesbroyer, *Histoire des idées politiques*, Dalloz, Paris, 1977, 848 pages, 74 F.

(2) Dans le même sens, cf. l'article d'Henri Madelin, « Les idéologies se portent bien », *Projet*, février 1977.

(3) P. Favre, *la Décision de majorité*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1976.

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Au Conseil de sécurité : résolution sur le Bénin

Le Conseil de sécurité a adopté, le 24 novembre, sans opposition, une résolution sur l'agression contre le Bénin, terminant ainsi le débat ouvert le 22 novembre sur cette question. Le texte demande à la communauté internationale de collaborer à l'établissement d'informations sur les mercenaires impliqués dans l'agression et note que le Bénin souhaite leur punir en justice. Il demande également aux Nations unies d'aider le Bénin à réparer les dommages subis lors de l'attaque.

... et création d'un comité pour veiller à l'application de l'embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud

Le 9 décembre, le Conseil de sécurité a décidé à l'unanimité d'instituer un comité pour veiller à l'application de l'embargo sur la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud décrété le 4 novembre. Composé de quinze membres, ce comité étudiera les moyens de rendre cet embargo plus efficace et demandera à tous les États de lui fournir tous renseignements sur les mesures prises à cette fin.

FORCES DE L'ONU SUR LE GOLAN ET A CHYPRE. — Le 30 novembre, par 12 voix contre 0, le Conseil de sécurité a prolongé de six mois le mandat de la Force des Nations unies chargée d'observer le déploiement sur le Golan (F.N.U.O.G.). Trois pays n'ont pas participé au vote : le Bénin, la Chine et la Libye.

D'autre part, le Conseil a renouvelé pour six mois le mandat de la Force des Nations unies chargée d'observer le déploiement sur le Golan (F.N.U.O.G.).

Fin de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale des Nations unies a terminé le 21 décembre les travaux de sa trente-deuxième session qui s'était ouverte à New-York le 20 septembre. Au total, cent trente et une questions inscrites à l'ordre du jour ont été examinées. Deux cent quinze résolutions ont été adoptées.

Les textes essentiels votés depuis le 19 novembre (voir le Monde diplomatique d'octobre, novembre et décembre 1977 pour le résumé des travaux jusqu'à cette date) concernent les problèmes suivants :

DESARMEMENT. — Des résolutions ont été adoptées à propos des conséquences économiques et sociales de la course aux armements, des projets de dénucléarisation régionale (création de zones exemptes d'armes nucléaires au Proche-Orient et en Asie du Sud), l'interdiction complète des essais nucléaires, la Décennie du désarmement, la fabrication de nouvelles armes de destruction massive, la réduction des budgets militaires, le désarmement général et complet, la sécurité des États non dotés d'armes nucléaires, etc. L'Assemblée a adopté une résolution concernant la sécurité qu'elle a qualifiée de « consécration d'un désarmement », du 23 mai au 28 juin à New-York.

PROCHE-ORIENT. — Un projet de résolution présenté par des pays non alignés a été adopté le 25 novembre par 102 voix contre 4 (Israël, El-Salvador, États-Unis et Canada). Le texte demande la « prompte convocation » de la conférence de Genève avec notamment la participation de l'O.L.P. Il insiste sur la nécessité d'une solution d'ensemble tenant compte des droits nationaux des Palestiniens, avec retrait des Israéliens des territoires occupés.

Deux textes ont été adoptés le 2 décembre sur la question de Palestine. Le premier (voté par 100 voix contre 12 et 29 abstentions) réaffirme l'appel de l'Assemblée au plan élaboré par le comité pour les droits inaliénables du peuple palestinien. Le deuxième (85 voix pour 20 contre et 26 abstentions) prie le secrétaire général d'établir un service spécial des droits palestiniens au sein du secrétariat de l'ONU.

Sur les pratiques israéliennes dans les territoires occupés, trois résolutions ont été adoptées le 13 décembre. L'une d'elles condamne ces pratiques et charge le comité spécial compétent de poursuivre sa mission.

Par 121 voix (avec une abstention : celle d'Israël), l'Assemblée a décidé de prolonger de trois ans le mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA). Une autre résolution demande le retour des personnes déplacées depuis 1967.

MAINTIEN DE LA PAIX. — L'Assemblée a notamment adopté à ce propos une résolution relative à la conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales. Elle a aussi voté une déclaration sur la consolidation de la détente internationale.

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES. — Les principales décisions de l'Assemblée en ce domaine concernent le nouvel ordre économique international. Dans un texte adopté sans vote, l'Assemblée demande notamment que toute négociation globale concernant l'instauration de ce nouvel ordre se déroule dans le cadre de l'ONU et décide de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale en 1980 pour évaluer les progrès réalisés. Un comité plénier se réunira entre les sessions de l'Assemblée jusqu'à la session extraordinaire.

D'autres résolutions d'intérêt général portent sur le problème de l'inflation, l'endettement des pays en voie de développement, le transfert des techniques, etc. Par consensus, l'Assemblée a invité le 20 décembre le secrétaire général à nommer dans les meilleurs délais un directeur général pour le développement et la coopération économique internationale. Désigné pour quatre ans, il devra assurer une coordination des activités en matière de développement à l'intérieur du système des Nations unies.

Le secrétaire général a aussi été invité, dans un texte portant sur le financement du développement, à établir avec l'aide d'un groupe d'experts, un rapport sur les pouvoirs de garantie des institutions financières internationales existantes et sur la possibilité de créer un organisme multilatéral d'assurance.

Parmi les nombreux autres textes concernant les activités économiques de l'ONU, signalons la décision de convoquer à Buenos-Aires, du 30 août au 12 septembre prochains, la conférence des Nations unies sur la coopération technique entre pays en voie de développement.

DECOLONISATION. — Le 28 novembre, l'Assemblée a exprimé l'espoir (sans voter) qu'une solution juste et durable soit promptement trouvée au problème du Sahara occidental. L'examen de la question a été renvoyé à sa trente-troisième session. A propos de Timor, l'Assemblée a rejeté le 23 novembre, par 67 voix contre 26 et avec 47 abstentions, l'allégation

NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES A VOCATION MONDIALE

selon laquelle le Timor-Orientale a été intégré à l'Indonésie dans la mesure où la population du territoire n'a pas été à même d'exercer librement son droit à l'autodétermination. Le comité de la décolonisation est invité à envoyer une mission dans le territoire.

Des résolutions ont été adoptées concernant l'avenir de tous les territoires encore dépendants, y compris le Zimbabwe et la Namibie. Plusieurs textes condamnent les États qui collaborent avec l'Afrique du Sud dans les domaines politique, diplomatique, économique, militaire et nucléaire. Les pays producteurs ou exportateurs de pétrole sont priés de s'abstenir de fournir du pétrole brut aux régimes racistes d'Afrique australe et de prendre des mesures contre les compagnies pétrolières qui continuent à livrer du pétrole à ces régimes.

Par 120 voix et avec 5 abstentions (Royaume-Uni, États-Unis, Canada, France, République fédérale d'Allemagne), l'Assemblée a prié le Conseil de sécurité d'envisager une fois encore des mesures pour empêcher de nouveaux investissements étrangers en Afrique du Sud.

PROBLÈMES SOCIAUX, JURIDIQUES ET DIVERS. — Le 8 décembre, l'Assemblée a demandé sans vote à la commission des droits de l'homme d'élaborer un projet de convention relative à la torture et aux autres traitements cruels ou dégradants. Les travaux de la commission ont été adoptés pour améliorer la protection des droits de l'homme, en particulier au Chili et en Afrique du Sud ; pour assurer la protection des réfugiés ; pour améliorer la situation des travailleurs migrants. Un texte concernant plus particulièrement les personnes portées disparues à Chypre. L'Assemblée a aussi décidé de réunir la conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale à Genève, du 14 au 26 août 1978.

Il a aussi été décidé que le comité spécial de la charte des Nations unies et du renforcement du rôle de l'Organisation se réunirait à New-York du 27 février au 24 mars prochains. Le 17 décembre, l'Assemblée a pris note du rapport du comité chargé d'élaborer une convention internationale contre la prise d'otages. Une résolution contre le terrorisme international a d'autre part été adoptée par 91 voix contre 9 et avec 26 abstentions.

Le mandat de M. Martti Ahtisaari, commissaire des Nations unies pour la Namibie, a été prorogé d'un an à compter du 1^{er} janvier 1978. D'autre part, M. Paul Hartling a été élu haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés en remplacement du prince Sadruddin Aga Khan. Son mandat est de cinq ans.

L'Assemblée générale, qui a procédé au cours de sa session aux élections habituelles dans les différents organes de l'Organisation, a voté un budget de 985 913 000 dollars pour l'exercice 1978-1979. Cette décision a été prise par 119 voix contre 9 (U.R.S.S. et autres pays de l'Europe de l'Est) avec 6 abstentions (États-Unis, France, Cuba, Israël, Italie et Roumanie).

MAINTIEN DE LA PAIX. — Le comité des opérations de maintien de la paix a adopté, le 2 décembre, son rapport à l'Assemblée générale. Il indique qu'il n'a toujours pas été en mesure de l'acquiescer de la tâche qui lui a été confiée, à savoir de définir les principes directeurs des opérations de maintien de la paix.

APARTHEID. — Le comité spécial contre l'apartheid a tenu son 1^{er} congrès mondial à l'embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud, en cours d'une session tenue le 1^{er} décembre. D'autre part, le président du comité est le secrétaire général des Nations unies ont condamné, chacun de son côté, la création d'un nouveau mouvement ouest être indépendant : la Bophuthatswana.

REFUGIÉS. — Le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés a annoncé le 5 décembre devant l'Assemblée générale que la région de l'Amérique latine septentrionale, dont le siège est à San-José (Coste-Rica), M. Hugo Adame a été nommé en tant que directeur régional.

Le secrétaire général des Nations unies a nommé le 7 décembre M. Paul Hartling (Danemark) au poste de haut commissaire pour les réfugiés pour une période de cinq ans, en remplacement du prince Sadruddin Aga Khan. L'Assemblée générale de l'ONU a confirmé ce choix le 8 décembre par consensus.

ENFANCE. — Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF ou FISE) a annoncé le 30 décembre que la commission de cet organisme, soit débloqué 3 millions de dollars supplémentaires pour remettre sur pied les services essentiels de l'enfance en Libye, après la guerre civile.

Des secours ont été envoyés fin novembre dans l'État indien d'Andhra-Pradesh pour permettre aux populations de faire face aux besoins les plus immédiats, après la cyclone qui a dévasté cet État.

Commission économique pour l'Europe

Au comité pour le développement du commerce : la menace du protectionnisme

OUVRANT les travaux du comité pour le développement du commerce de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C.E.E.-ONU), M. Stagnovik, secrétaire exécutif de la Commission, a lancé un appel à l'action contre la menace du protectionnisme. Les représentants des vingt-huit pays membres de la C.E.E.-ONU ont suggéré à ce propos que le secrétariat de la C.E.E. établisse un inventaire général mis à jour des obstacles de tout ordre au développement du commerce, inventaire qu'une réunion d'experts sera chargée d'examiner à Genève à la fin du mois de septembre prochain.

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE. — Réuni du 21 au 23 novembre à Genève, le comité de la C.E.E.-ONU pour l'énergie électrique s'est préoccupé des perspectives à moyen et à long terme de l'industrie de l'énergie électrique dans la région. L'industrie de l'énergie électrique est devenue une industrie de pointe et les experts ont pris note de la prochaine publication d'un rapport sur la production par ces industries de l'équipement destiné à préserver la pollution.

GÉOMATRIQUE STRUCTURELLE. — Dans un rapport sur les facteurs et profils de la croissance dans les pays à économie de marché, le secrétariat de la C.E.E.-ONU estime qu'il est d'une importance capitale de savoir si la croissance est d'un caractère plus structurel que conjoncturel dans l'évaluation de la perspective économique à long terme dans la région jusqu'en 1980. Le rapport, note qu'il convient d'interpréter les taux de chômage élevés

dans un contexte économique nouveau où la dynamique de la participation au travail est en évolution constante et continuera à changer.

F.A.O.

Les travaux de la dix-neuvième conférence générale

RÉUNIE à Rome du 12 novembre au 1^{er} décembre, la dix-neuvième session de la conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) a estimé que les progrès réalisés en agriculture étaient insuffisants, bien que la production et les réserves alimentaires se soient accrues.

Comparant les progrès de la production vivrière aux régimes alimentaires réels des populations affamées du monde, la conférence a conclu que les progrès réalisés en agriculture étaient insuffisants, bien que la production et les réserves alimentaires se soient accrues.

Un programme d'action pour la prévention des pertes alimentaires a été approuvé au cours de la session. Il sera financé par un fonds disposant, dans un premier temps, de 10 millions de dollars fournis à l'issue des réserves financières de la F.A.O. D'autre part, la conférence a invité les États membres à contribuer pour un total de 950 millions de dollars aux activités du Programme alimentaire mondial (P.A.M.) en 1978-1980, chiffre qui représente une augmentation de 25 % par rapport à l'exercice précédent.

Le Dr. Bukar Shaib (Nigeria) a été élu président du conseil de la F.A.O., dont le nombre des membres a été porté de quarante-deux à quarante-neuf. La conférence a aussi prévu d'augmenter les effectifs de son comité du programme et de son comité financier.

Un budget de 211,35 millions de dollars a été approuvé, pour financer les dépenses de l'organisation en 1978-1979.

CÉRÉALES. — Selon un rapport publié le 25 novembre par la F.A.O., la récolte mondiale de céréales sera plus faible en 1977, mais elle devrait suffire à satisfaire, en 1977, une demande mondiale croissante et à maintenir les stocks mondiaux à leur niveau actuel. L'étude de la F.A.O., publiée dans son Bulletin trimestriel, dressé le bilan des changements survenus dans les perspectives céréalières pour 1977 et analyse les perspectives pour 1978.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Une aide alimentaire d'une valeur de 5 631 000 dollars a été décidée au titre du P.A.M. en faveur du Liban, Cuba, Israël, Italie et Roumanie.

le 24 novembre dernier, pour contribuer au ravitaillement de personnes déplacées dans le sud du pays.

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE.

La commission internationale d'étude des problèmes de la communication, créée à l'initiative de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a tenu sa première réunion à Paris, du 14 au 16 décembre.

• L'UNESCO a organisé, le 7 décembre à Paris, une session sur la situation des droits de l'homme en Afrique australe.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du

Groupe de la Banque mondiale

Cinq prêts de la BIRD

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a annoncé plusieurs prêts ces dernières semaines :

- Au Nicaragua (1^{er} décembre) : 10,1 millions de dollars pour un projet d'adduction d'eau à Managua, et 3 millions de dollars pour un projet d'amélioration des routes nationales.
- Au Botswana (8 décembre) : 6,5 millions de dollars pour un projet destiné à stopper la dégradation des pâturages et à favoriser l'introduction de méthodes de gestion améliorées.
- À la Côte-d'Ivoire (15 décembre) : 20 millions de dollars pour un projet d'entretien de routes de desserte et de routes à grande circulation.
- À la Jamaïque (15 décembre) : 30 millions de dollars pour l'importation de machines agricoles et de biens d'équipement pour les productions industrielles et agricoles.
- Au Paraguay (15 décembre) : 8 millions de dollars pour la construction de réseaux d'adduction d'eau.

CRÉDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER (A.I.D.E.F.) : 3 millions de dollars pour financer les services techniques qui aideront à mettre en œuvre les projets de développement économique de l'Asie du Sud-Est.

- Kenya (20 novembre) : 10 millions de dollars pour le développement de la petite industrie.
- Bangladesh (1^{er} décembre) : 15 millions de dollars pour l'importation des éléments industriels, matières premières, produits chimiques et pièces détachées nécessaires pour maintenir les productions d'industries hautement prioritairement.
- Haïti (15 décembre) : 6,6 millions de dollars pour la construction de l'adduction d'eau dans les zones rurales et de petites villes.
- Pakistan (8 décembre) : 70 millions de dollars pour un projet de mise en valeur de terres dans la région du Punjab et 17 millions de dollars pour une étude de pré-investissement d'un projet d'irrigation dans la province frontalière du nord-ouest.
- Tanzanie (8 décembre) : 15 millions de dollars pour aider la Banque d'investissement de l'Union à financer des projets de développement.
- Éthiopie (15 décembre) : 9,6 millions de dollars pour la remise à neuf et l'entretien de réseaux d'adduction d'eau dans sept villes de province.
- Inde (15 décembre) : 87 millions de dollars pour l'amélioration des services dans les districts métropolitains de Calcutta.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (S.F.I.). — La Société financière internationale (S.F.I.), filiale de la Banque mondiale, a annoncé, le 21 décembre, un second investissement d'environ 12 millions de dollars dans la Banque nationale pour le développement économique (B.N.D.E.) du Maroc. La S.F.I. avait déjà investi 15 millions de dollars dans le capital de la B.N.D.E. en 1962. Le nouveau financement représente la part de la Société d'une offre qui est faite aux actionnaires de doubler le capital social de la B.N.D.E. pour permettre à celle-ci de continuer de emprunter à long terme dans le but de financer ses entreprises locales.

EMPRUNTS DE LA BIRD. — La Banque mondiale a annoncé, le 24 novembre, un emprunt à moyen terme d'un montant de 300 millions de dollars auprès d'un groupe d'importantes banques suisses.

CONFÉRENCE SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES CARAÏBES. — La Banque mondiale a convoqué, à Washington, les 15 et 16 décembre, une conférence sur les problèmes liés au développement des pays de la région des Caraïbes et sur l'opportunité de la mise en place d'un mécanisme régional de coopération pour les questions liées au développement économique.

REUNION DU CONSORTIUM POUR LE PAKISTAN. — Les gouvernements et organisations concernés par l'aide au développement au Pakistan se sont réunis à Paris le 15 décembre, sous la présidence de la Banque mondiale.

Banque arabe pour le développement économique en Afrique

Session du conseil des gouverneurs

Le conseil des gouverneurs, composé des ministres des finances des dix-huit pays membres de la Banque arabe de développement économique en Afrique (BADEA), s'est réuni à Khartoum le 3 décembre, pour sa troisième assemblée annuelle ordinaire. Le conseil a notamment fixé le capital du Fonds arabe spécial d'aide à l'Afrique à un niveau de 350 millions de dollars, qui devront être incorporés au capital de la Banque. Il a aussi approuvé la politique de prêt : la participation de la Banque dans le financement des projets, quand elle est comprise entre 1 et 10 millions de dollars, a été plafonnée à 40 % du coût total du projet (contre 30 % auparavant) et à 60 % (contre 50 % auparavant) quand cette participation est inférieure à 1 million de dollars. Le conseil a recommandé au président de la Banque d'entreprendre les démarches auprès de la ligue des États arabes afin que les ressources du Fonds arabe d'aide technique soient affectées au capital et au programme d'assistance technique de la BADEA. Au cours de cette session, le conseil a approuvé de nouveaux engagements de prêt au bénéfice du Cameroun, de Madagascar et du Libéria, pour un montant total de 23,25 millions de dollars. Un don de 50 000 dollars, pouvant se résoudre en avance sur prêt, a été accordé au Comores.

Banque asiatique de développement

Prêts à six pays

La Banque asiatique de développement a annoncé l'octroi de prêts en faveur de six pays :

- Corée du Sud (31 octobre) : 41,5 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour vingt-trois ans et à 8,30 % de taux) destinés à l'amélioration du réseau routier.
- Népal (8 novembre) : 4,3 millions de dollars (à l'aide des ressources du fonds spécial, pour quarante ans et à 1 %) affectés à un programme de formation professionnelle.
- Malaisie (9 novembre) : 15,3 millions de dollars pour financer l'adduction d'eau dans les villes de Kota Kinabalu et de Tawau ; ce prêt est assorti d'un don d'assistance technique d'un montant de 160 000 dollars. Le 29 novembre, ce pays a également vu accorder un prêt de 18 millions de dollars pour le financement du programme de développement régional.

ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Banque interaméricaine de développement

Prêts à onze pays

La Banque interaméricaine de développement a annoncé en novembre et en décembre l'octroi de prêts en faveur de onze pays :

- Un prêt de 33,9 millions de dollars le 1^{er} novembre (à l'aide des ressources inter-régionales, pour quinze ans, à un taux d'intérêt de 8 % l'an) pour la construction d'une usine de céderose dans la région nord de l'Argentine.
- Un prêt de 20 millions de dollars le 17 novembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quinze ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années, et 2 % ensuite) pour l'amélioration et l'extension des services ruraux de santé au Nicaragua.
- Un prêt de 5,3 millions de dollars le 26 novembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quinze ans, à un taux d'intérêt de 2 % l'an) en faveur de la mise au point d'un programme vétérinaire au Costa Rica.

RECENTES PUBLICATIONS

- *Rural Asia: Challenge and Opportunity* (L'Asie rurale : défis et perspectives) : étude réalisée à la demande de la Banque par une équipe d'experts en coopération pour préparer les politiques à appliquer dans les pays d'Asie membres de la BAD au cours des dix prochaines années (voir page 2 *Futurs de l'Asie de l'Est*).

Banque européenne d'investissement

Octroi de vingt prêts dans les pays de la C.E.E., dont treize à l'Italie

La Banque européenne d'investissement a annoncé, aux mois de novembre et de décembre, l'octroi de vingt prêts :

- Le 20 novembre, un prêt d'un montant total équivalant à 33,5 milliards de livres (82,8 millions d'e.c.u.) pour contribuer au financement de deux projets industriels dans le Mezzogiorno italien, la mise en valeur de deux gisements de gaz et la construction d'un tronçon d'autoroute dans le Frioul. Le prêt le plus important (24 milliards de livres), d'une durée de huit ans, au taux d'intérêt de 7,7 % l'an, a été octroyé solidairement à l'ENTIM (Ente Nazionale Idrocarburi) et à l'ENI (Ente Nazionale Idrocarburi) ; l'équivalent de 30 milliards de livres a été accordé à l'ITM (Istituto Mobiliare Italiano) pour dix ans, au taux de 8 % l'an.
- Le 9 décembre, un prêt d'une contre-valeur de 17 millions de livres (38 millions d'e.c.u.) pour le développement des télécommunications en Sicile ; ce prêt est assorti d'une durée de vingt ans et d'un taux d'intérêt de 9,8 % l'an.
- Un prêt à la Société lombarde de langage continu (SOLILAC) d'une contre-valeur de 110 millions de livres (19,8 millions d'e.c.u.) pour une durée de quinze ans, au taux de 9,7 % l'an, pour le financement de la troisième étape de la modernisation de l'aéroport de Serravalle (Modène).
- Le 15 décembre, un montant d'une contre-valeur de 50 millions de livres (80,6 millions d'e.c.u.) d'une durée de sept ans, au taux d'intérêt de 7,5 %, pour contribuer au financement d'initiatives industrielles de petite et de moyenne dimension dans les zones du Royaume-Uni bénéficiant des aides au titre du développement régional.

Un prêt d'une contre-valeur de 15 millions de francs (2,7 millions d'e.c.u.) pour financer, à Fos-sur-Mer (près de Marseille), des installations destinées à combattre la pollution pétrolière en Méditerranée ; ce prêt a été consenti au Port autonome de Marseille pour une durée de douze ans, au taux d'intérêt de 9 % l'an.

Le 16 décembre, huit prêts, d'un montant total équivalant à 94,9 milliards de livres (94 millions d'e.c.u.) en faveur de l'Italie, pour des investissements d'infrastructure portant sur l'approvisionnement en eau de la Basilicate et des Pouilles, l'amélioration du réseau routier de Palermo (Sicile) et de l'équipement portuaire de Naples, l'établissement, dans les Abruzzes, d'un centre de formation de techniciens des télécommunications, le financement de divers investissements industriels, la plupart également dans le Mezzogiorno.

Le 20 décembre, un prêt d'une contre-valeur de 34,5 millions de francs (60 millions d'e.c.u.) pour la modernisation et le renforcement des télécommunications internationales en France ; d'une durée de quinze ans et au taux d'intérêt de 9,5 % l'an, ce prêt a été consenti à l'Etat danois (ministère des finances) pour une durée de quinze ans au taux de 8,4 % l'an.

Le 21 décembre, un prêt d'une contre-valeur de 16,1 millions de livres (20 millions d'e.c.u.) pour contribuer au financement de quatre améliorations et aménagements du réseau routier national irlandais ; ce prêt a été consenti pour une durée de vingt ans au taux de 8 % l'an.

Signalons aussi que l'aide d'urgence de 150 millions d'e.c.u., offerte par la Communauté économique européenne au Portugal sous forme de prêts à long terme de la B.E.I. a pris fin le 31 décembre avec l'octroi d'un prêt de 9 millions d'e.c.u. pour le financement d'activités de petite et moyenne dimension.

Prêts dans le cadre de la convention de Lomé

En application de la convention de Lomé, la B.E.I. a annoncé l'octroi des prêts suivants :

- Le 7 décembre, un prêt de 4,9 millions d'e.c.u. pour le financement d'une usine de tissage qui sera aménagée à Mogoro, à 180 kilomètres à l'ouest de Dar-es-Salaam (Tanzanie) ; d'une durée de vingt ans, ce prêt porte intérêt à 2 % l'an.
- Le 18 décembre, un prêt de l'équivalent de 2 millions d'e.c.u. pour contribuer au financement, en République unie du Cameroun, de l'extension d'une cimenterie et d'une usine de broyage de ciment ; d'une durée de dix ans, ce prêt porte intérêt à 5 % l'an.
- Le 19 décembre, un prêt subordonné de 3 millions d'e.c.u. pour contribuer, en République rwandaise, au financement d'une fondation d'étain prévue dans le cadre d'un projet de développement des productions de minerais d'étain et de tungstène ; ce prêt est assorti d'un taux d'intérêt de 2 % l'an jusqu'à fin 1981 et de 6 % l'an ensuite.
- Des prêts d'un montant total de 12,9 millions d'e.c.u. en faveur de la Côte-d'Ivoire, dont un prêt de 11 millions, pour améliorer l'approvisionnement en électricité du pays et plus particulièrement d'Abidjan. Ce prêt est assorti d'une durée de quinze ans, au taux d'intérêt de 5,4 % l'an, compte tenu d'une bonification de 3 %.

Banque interaméricaine de développement

Prêts à onze pays

La Banque interaméricaine de développement a annoncé en novembre et en décembre l'octroi de prêts en faveur de onze pays :

- Un prêt de 33,9 millions de dollars le 1^{er} novembre (à l'aide des ressources inter-régionales, pour quinze ans, à un taux d'intérêt de 8 % l'an) pour la construction d'une usine de céderose dans la région nord de l'Argentine.
- Un prêt de 20 millions de dollars le 17 novembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quinze ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années, et 2 % ensuite) pour l'amélioration et l'extension des services ruraux de santé au Nicaragua.
- Un prêt de 5,3 millions de dollars le 26 novembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quinze ans, à un taux d'intérêt de 2 % l'an) en faveur de la mise au point d'un programme vétérinaire au Costa Rica.

Un prêt de 17 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quinze ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années, et 2 % ensuite) pour l'extension du réseau d'égouts de la ville de Guayaquil, en Equateur.

Un prêt de 15 millions de dollars le 1^{er} décembre (10 millions à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quinze ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuite, et 5 millions sur les ressources inter-régionales, pour vingt-cinq ans et à 8 % l'an) en faveur du programme de développement industriel et touristique de la Bolivie.

Un prêt de 158 millions de dollars le 8 décembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuite) pour contribuer au financement d'un projet (mené conjointement avec l'O.E.C.D.) destiné à favoriser le regroupement des pêcheurs au sein de coopératives au Honduras.

Un prêt de 105 millions de dollars le 8 décembre (65 millions à l'aide des ressources inter-régionales, pour quinze ans, à un taux d'intérêt de 8 %, et 40 millions en ligne de crédit complémentaire sur les ressources inter-régionales) pour la construction des quatre premières usines d'un complexe pétrochimique à Bahia-Blanca, en Argentine.

Un prêt de 122 millions de dollars le 8 décembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente ans, à un taux d'intérêt de 2 % l'an) pour l'amélioration des liaisons téléphoniques dans et entre les régions rurales du Costa Rica.

GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

CNUCED

Problèmes de la dette extérieure

Le groupe intergouvernemental d'experts chargé d'étudier les problèmes de la dette extérieure des pays en voie de développement s'est réuni à Genève du 5 au 16 décembre. L'objectif de cette rencontre était de préparer les discussions de politique générale qui se dérouleront au sein du Conseil du commerce et du développement en mars prochain à propos du problème de la dette. Au cours de cette réunion, la Suisse a demandé aux pays créanciers d'annuler la dette des quarante ou cinquante pays les plus pauvres du monde (soit environ 30 milliards de dollars).

PROGRAMME INTÉGRÉ POUR LES PRODUITS DE BASE. — Le comité intergouvernemental spécial du programme intégré pour les produits de base s'est réuni à Genève du 12 au 16 décembre sous les auspices de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour évaluer les progrès réalisés dans l'application du programme intégré. Le comité a envisagé une reprise des travaux de la conférence de négociation sur un fonds commun suspendue le 1^{er} décembre (voir *Le Monde diplomatique* de décembre dernier) et au début de 1978 et a approuvé un nouveau calendrier pour les réunions sur divers produits de base.

COMMISSION DES INVISIBLES. — La commission des invisibles et du financement lié au commerce a consacré l'essentiel de ses travaux de sa huitième session, du 5 au 9 décembre, aux questions d'assurance et d'assurance des risques de financement liés au commerce à une date ultérieure. La principale question soulevée au sein de la commission était l'assurance des gros risques dans les pays en voie de développement.

COMMERCE ENTRE LES TIERS-MONDES ET LES PAYS DE L'EST. — Un groupe d'experts a réuni à Genève du 26 novembre au 2 décembre pour étudier un système multilatéral de paiements entre les pays d'Europe de l'Est et les pays en voie de développement et trouver les moyens de relancer le commerce entre ces deux groupes de pays.

GATT

À la session annuelle : mise en garde contre le protectionnisme

L'ouverture de la session annuelle des parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), sous la présidence de Georges Maciel (Bénelux), président de l'organisation, a lancé le 29 novembre dernier une nouvelle mise en garde contre le protectionnisme.

La session a duré deux jours et a été essentiellement consacrée aux difficultés actuelles du commerce international, à la lumière d'une

— Un prêt de 34,5 millions de dollars le 8 décembre (à l'aide des ressources ordinaires, pour vingt ans, à un taux d'intérêt de 8 %) en faveur du programme d'amélioration du réseau routier dans trois régions de la partie sud du centre du Chili ;

— Un prêt de 49,5 millions de dollars le 8 décembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuite) pour financer la construction d'ouvrages de contrôle des inondations, d'irrigation et de drainage dans le bassin de l'Abary, dans le nord-est de la Guyane ;

— Un prêt de 70 millions de dollars le 9 décembre (sur les ressources inter-régionales pour vingt ans, à un taux d'intérêt de 8 % l'an) pour la construction d'une usine hydro-électrique à San-Carlos, en Colombie ;

— Un prêt de 9 millions de dollars le 9 décembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuite) pour l'extension d'une faculté privée au Salvador ;

— Deux prêts d'un montant total de 120 millions de dollars le 15 décembre (sur les ressources inter-régionales, pour vingt-cinq ans, à un taux d'intérêt de 8 % l'an) pour un programme de crédit en faveur des agriculteurs et des éleveurs au Mexique.

ADMISSION DES BAHAMAS. — Les Bahamas sont devenues le 15 décembre le quarante et unième membre de la Banque interaméricaine de développement.

Banque des règlements internationaux

Les conséquences de la baisse du dollar

REUNIS à Bâle les 12 et 13 décembre, les gouverneurs des banques centrales des dix pays les plus industrialisés ont examiné les conséquences de la récente baisse du dollar sur l'économie mondiale. Aucun accord n'est intervenu, semble-t-il, entre les gouverneurs, une politique de soutien du dollar. MM. Arthur Burns, président de la Réserve fédérale américaine, et Teichiro Morinaga, gouverneur de la Banque du Japon, ne participaient pas à cette réunion.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL. — Les autorités monétaires ont, le 22 novembre, informé le Fonds monétaire international (F.M.I.) que le montant prêt au F.M.I. par le Venezuela pour le financement de l'achat d'un navire pétrolier sera porté de 450 à 500 millions de dollars. Cette décision porte à l'équivalent de 8,71 milliards de dollars (environ 10,2 milliards de francs) le montant total des ressources du F.M.I. Les bailleurs de fonds se sont engagés à prêter, le 5 décembre, la F.M.I. a donné son accord au Sri-Lanka pour qu'il puisse acheter, au cours des deux prochains mois, l'équivalent de 33 millions de dollars de crédits « stand-by » à l'égard de la République d'Indonésie.

Le F.M.I. a procédé, le 7 décembre, pour le compte du Fonds fiduciaire, à un vote sur la vente de l'or des réserves et à attribuer 53 800 onces d'or fin, soit la quantité totale mise en adjudication à l'exception d'une fraction de barre standard. Cet or a été attribué aux adjudicataires au prix commun de 160,03 dollars l'once.

étude publiée le 28 novembre par le secrétaire du GATT et selon laquelle les fortes pressions protectionnistes devraient en effet persister. Le rapport met, lui aussi, en garde contre cette politique instable, onéreuse et en définitive incoercible « qu'est le néo-protectionnisme ».

Accord sur le renouvellement de l'accord multilatire

Les négociations au comité du textile du GATT ont abouti le 12 décembre à un accord multilatire sur le renouvellement de l'accord multilatire (A.M.F.) de 1973 pour une nouvelle période de quatre ans. Le protocole est entré en vigueur le 1^{er} janvier pour les États qui l'avaient signé. Ce texte constitue une sorte de mode d'emploi pour le nouvel A.M.F. Il est assorti de considérations qui ouvrent la voie à toutes les interprétations. Les pays ayant de graves problèmes d'importations pourront espérer certaines dérogations temporaires. Toutefois, les pays exportateurs sont opposés à une interprétation large du texte.

O.C.D.E.

Perspectives d'expansion peu favorables pour 1978

SELON le rapport intitulé *Perspectives économiques pour 1978*, publié le 23 décembre par le secrétariat de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), les perspectives immédiates d'expansion économique se sont assombries depuis la réunion du conseil ministériel, en juin dernier. La croissance des pays membres pourrait, si les politiques actuelles restent inchangées, être de 3,5 % en 1978 et, comme en 1977, se ralentir en cours d'année. Le taux annuel de progression du P.N.B. de la zone O.C.D.E. passerait de 3,25 % au cours du dernier semestre de 1977 à 4 % dans les six premiers mois de 1978, mais pour retomber à 3 % pendant les mois suivants.

CHOMAGE DES JEUNES. — Le problème du chômage des jeunes a été discuté au cours d'une conférence ministérielle qui s'est tenue à Paris les 15 et 16 décembre sous la présidence du ministre du travail des États-Unis. Une stratégie en trois points a été présentée en faveur des sept millions de jeunes sans emploi dans les pays de l'O.C.D.E. : création d'emplois par la relance de l'activité économique chaque fois que cela est possible ; multiplication de mesures spéciales pour accroître l'offre d'emploi destinées aux jeunes ; amélioration du passage du milieu scolaire à la vie professionnelle.

COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT. — Dans le chapitre introductif de son rapport annuel intitulé *Coopération pour le développement*, ex-

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS
Téléphone : 033-05-97

• LA BONNE FOI EN DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

de E. ZOLLER.

Un volume de 400 pages

80 F. H.T.

150

man 1977, publié en décembre, le président du comité d'aide au développement de l'O.C.D.E. insiste sur la nécessité de réorienter les politiques de façon à « définir le cadre de l'intérieur duquel s'inscrivent les mesures propres à assurer l'utilisation optimale des ressources humaines et matérielles » au profit de l'ensemble de la population du tiers-monde.

AGENCE POUR L'ENERGIE NUCLEAIRE. — L'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire (A.E.N.) a organisé du 5 au 9 décembre à Hambourg, en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, un symposium international sur la sûreté des réacteurs nucléaires.

RECENTES PUBLICATIONS
• Offres de primes et pratiques commerciales analogues : rapport rédigé par le comité de la politique à l'égard des consommateurs de l'O.C.D.E., 44 pages, 1977.
• Examen des politiques agricoles des pays membres de l'O.C.D.E. de 1976 : nouvelle publication qui présentera un examen périodique des politiques en mettant l'accent sur les problèmes d'actualité et l'évolution des politiques agricoles des pays membres : 124 pages, 1977.
• Système d'observation permanente des migrations : Cinquième rapport (1977) du système d'observation permanente des migrations (SOPEMI), retraçant les développements dans quinze pays membres et rédigé sous la direction du professeur Bernard Kayser.
• Dans la série « Etudes économiques » : la France.

Association latino-américaine de libre-commerce

Dis-septième session ordinaire de la Conférence

La dix-septième session ordinaire de la Conférence latino-américaine de libre-commerce (A.L.A.L.C.) s'est tenue à Montevideo du 5 au 27 novembre. Ses travaux ont essentiellement porté sur les négociations commerciales.

Au total, mille soixante-seize concessions tarifaires ont été négociées en vertu du programme de libération des échanges régi par les accords de complémentarité industrielle, les listes nationales, et les listes d'avantages non généralisés (ces derniers bénéficiant notamment aux pays les moins développés). La plupart des concessions, dans le cadre des accords de complémentarité industrielle, portent sur les machines de bureau, les produits chimiques et pharmaceutiques, les industries chimiques dérivées du pétrole, l'industrie photographique, les matières colorantes et les pigments, ainsi que sur les équipements électroniques et électriques.

En dehors des négociations commerciales, la conférence s'est penchée sur les dispositions en matière de changes et de finances, pour la première fois, du conseil des ministres de l'Association. Enfin le budget de fonctionnement de l'Association pour la prochaine année fiscale a été approuvé. La dix-huitième session ordinaire de la conférence aura lieu du 6 au 29 novembre, à Montevideo.

COOPERATION AVEC L'INSTITUT LATINO-AMERICAIN DE BOMBE. — Le comité exécutif de l'A.L.A.L.C. s'est réuni en séance extraordinaire, le 23 novembre dernier, à Montevideo, afin d'examiner les travaux du Comité intergouvernemental latino-américain de bombe (C.I.L.A.B.) et de la conférence commune pour 1978, dans le cadre de l'Accord de coopération conclu par les deux organisations en juillet 1976.

COOPERATION AVEC L'INSTITUT LATINO-AMERICAIN DE BOMBE. — Le comité exécutif de l'A.L.A.L.C. s'est réuni en séance extraordinaire, le 23 novembre dernier, à Montevideo, afin d'examiner les travaux du Comité intergouvernemental latino-américain de bombe (C.I.L.A.B.) et de la conférence commune pour 1978, dans le cadre de l'Accord de coopération conclu par les deux organisations en juillet 1976.

Groupe andin

Programme de promotion des exportations

Les directeurs des offices nationaux de promotion des exportations des pays membres se sont réunis à Bogota du 7 au 12 décembre pour mettre au point le premier programme de promotion des exportations du Groupe andin. Les nouvelles dispositions

prévoient que les cinq pays mèneront un commun une série d'actions portant notamment sur la diffusion de l'information commerciale, la participation généralisée aux foires et expositions à l'étranger, la création d'entreprises de commercialisation, la promotion de biens des industries faisant l'objet des programmes sectoriels de développement, etc.

PARTICIPATION AUX NEGOCIATIONS DU GATT. — Organisée par le Comité de l'Accord de Cartagena en collaboration avec la CEPAL, le PNUD et la CNUCED, s'est tenue dans la capitale colombienne, du 7 au 11 décembre, la première réunion d'experts gouvernementaux sur les négociations commerciales multilatérales qui se déroulent à Genève dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT).

PROJETS TECHNOLOGIQUES. — La neuvième réunion du comité chargé des projets andins de développement technologique dans le domaine des ressources des forêts tropicales (FADT-REFORT) s'est tenue à Lima du 12 au 15 décembre. Les experts ont fait état des travaux à mener dans le cadre d'une étude visant à l'industrialisation du bois et à la généralisation de son emploi dans la construction de maisons économiques.

Organisation des pays exportateurs de pétrole

Maintien du prix actuel

Le prix du pétrole restera inchangé jusqu'à la fin de l'année : telle est la conclusion de la conférence des ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.) qui s'est réunie à Caracas les 20 et 21 décembre. Le communiqué publié à l'issue de la conférence ne mentionne pas un « gel » des prix ; il indique seulement que la conférence a examiné « la question des réajustements de prix. Mais les pays membres n'ont pu parvenir à un consensus commun sur ce sujet ».

Le secrétaire général de l'organisation, M. Ali Jalilab, a précisé, à cette occasion, qu'il n'est pas prévu un maintien des prix du pétrole de référence à son niveau actuel de 12,70 dollars le baril. Le communiqué indique également que les pays membres se consultent « pour faire de nouveaux efforts afin de renforcer leur solidarité d'après des pays en voie de développement ».

ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ECHANGE. — Le comité de parlementaires des pays de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.), réuni à Paris du 14 au 17 novembre, a adopté une résolution sur la situation économique, dans laquelle il indique que « la situation économique des pays membres est globalement satisfaisante et que les efforts doivent être faits pour renforcer leur solidarité d'après des pays en voie de développement ».

COMMUNAUTÉ DES CARAIBES. — Le groupe de travail chargé de la mise en œuvre du conseil des ministres au Marché commun des Caraïbes, de définir une stratégie pour le développement industriel des pays les moins développés de la zone et d'établir un programme de coopération de création d'industries nouvelles, s'est réuni pour la première fois les 24 et 25 novembre, à Georgetown (Guyane). Son mandat devait prendre fin le 31 décembre.

CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — Le Conseil international du blé, réuni à Londres les 29 et 30 novembre, a adopté une résolution de la récolte de blé, de céréales et de riz en 1978-1979 et examiné les prévisions pour le reste de la récolte 1977-1978 et ses perspectives pour 1978-1979. Le Conseil a également pris connaissance d'un rapport du groupe préparatoire sur l'état des travaux de la campagne internationale pour la production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

CONSEIL OCEANIQUE INTERNATIONAL. — Le Comité exécutif du Conseil océanique international s'est réuni à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagne océanique internationale, les membres du Conseil ont adopté une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des productions enregistrées au cours des dix dernières années.

financier à moyen terme destiné à aider les pays membres de la C.E.E. qui éprouvent des difficultés de balances de paiements. Ce concours passe donc de 2,7 à 5,45 milliards d'unités de compte européennes, soit plus de 30 milliards de francs français.

L'acte part, les ministres ont demandé à la Commission européenne de présenter dans les plus brefs délais ses propositions concernant l'émission d'un emprunt communautaire destiné à aider les industries européennes touchées par la crise.

Les ministres ont accepté l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 1978 du système de ressources propres de la C.E.E. qui comprend les droits de douane, les prélèvements agricoles ainsi qu'un pourcentage pouvant aller jusqu'à 1 % des recettes nationales de T.V.A.

Nouveau régime d'importation des textiles

Le conseil des ministres des affaires étrangères des Neuf a approuvé le 20 décembre les résultats des négociations bilatérales menées par la Commission européenne avec une trentaine de pays exportateurs de textiles à bas prix de revient. En conséquence, un nouveau régime d'importation de produits textiles a été mis en place le 1^{er} janvier, dans la C.E.E.

Le conseil des ministres a aussi approuvé le renouvellement de l'accord textile international (accord multilatéral) dont le texte avait été mis au point à Genève, sous réserve que les autres bilatéraux conclus avec les pays exportateurs soient appliqués.

La décision du conseil permettra à l'Europe des Neuf de stabiliser dans un premier temps ses importations de textiles au niveau de 1976, c'est-à-dire 1 000 000 de tonnes, avec ensuite un taux de progression annuel selon la stabilité des produits à l'intérieur du Marché commun.

La France autorisée à dévaluer son « franc vert »

Le conseil des ministres de l'agriculture du 13 décembre a autorisé la France à dévaluer son « franc vert » de 1,5 % à partir du 1^{er} janvier prochain. Conséquemment, cette décision signifie que les agriculteurs français bénéficieront à cette date d'une hausse de 2,5 % de leurs revenus. En même temps, les montants compensateurs monétaires appliqués dans les échanges agricoles de la C.E.E. seront de 16,5 % à 14 %.

Cette réduction favorisera les exportations de produits agricoles vers les autres pays du Marché commun, en leur rendant plus compétitifs.

PREX AGRICOLES : PROPOSITIONS DE LA COMMISSION. — La Commission de la C.E.E. a proposé le 8 décembre à Bruxelles d'augmenter de 2 % en moyenne les prix agricoles européens pour la campagne 1978-1979. Pour la France, la hausse est de 1,5 % sur le blé, 2 % sur le maïs, 3 % sur le soja, 4 % sur le colza, 5 % sur le tournesol, 6 % sur le lin, 7 % sur le chanvre, 8 % sur le coton, 9 % sur le riz, 10 % sur le sucre, 11 % sur le vin, 12 % sur le miel, 13 % sur le lait, 14 % sur les œufs, 15 % sur la viande, 16 % sur le poisson, 17 % sur les fruits, 18 % sur les légumes, 19 % sur les fleurs, 20 % sur les plantes médicinales, 21 % sur les produits de la pêche, 22 % sur les produits de la chasse, 23 % sur les produits de la cueillette, 24 % sur les produits de la forêt, 25 % sur les produits de la cueillette, 26 % sur les produits de la forêt, 27 % sur les produits de la cueillette, 28 % sur les produits de la forêt, 29 % sur les produits de la cueillette, 30 % sur les produits de la forêt, 31 % sur les produits de la cueillette, 32 % sur les produits de la forêt, 33 % sur les produits de la cueillette, 34 % sur les produits de la forêt, 35 % sur les produits de la cueillette, 36 % sur les produits de la forêt, 37 % sur les produits de la cueillette, 38 % sur les produits de la forêt, 39 % sur les produits de la cueillette, 40 % sur les produits de la forêt, 41 % sur les produits de la cueillette, 42 % sur les produits de la forêt, 43 % sur les produits de la cueillette, 44 % sur les produits de la forêt, 45 % sur les produits de la cueillette, 46 % sur les produits de la forêt, 47 % sur les produits de la cueillette, 48 % sur les produits de la forêt, 49 % sur les produits de la cueillette, 50 % sur les produits de la forêt, 51 % sur les produits de la cueillette, 52 % sur les produits de la forêt, 53 % sur les produits de la cueillette, 54 % sur les produits de la forêt, 55 % sur les produits de la cueillette, 56 % sur les produits de la forêt, 57 % sur les produits de la cueillette, 58 % sur les produits de la forêt, 59 % sur les produits de la cueillette, 60 % sur les produits de la forêt, 61 % sur les produits de la cueillette, 62 % sur les produits de la forêt, 63 % sur les produits de la cueillette, 64 % sur les produits de la forêt, 65 % sur les produits de la cueillette, 66 % sur les produits de la forêt, 67 % sur les produits de la cueillette, 68 % sur les produits de la forêt, 69 % sur les produits de la cueillette, 70 % sur les produits de la forêt, 71 % sur les produits de la cueillette, 72 % sur les produits de la forêt, 73 % sur les produits de la cueillette, 74 % sur les produits de la forêt, 75 % sur les produits de la cueillette, 76 % sur les produits de la forêt, 77 % sur les produits de la cueillette, 78 % sur les produits de la forêt, 79 % sur les produits de la cueillette, 80 % sur les produits de la forêt, 81 % sur les produits de la cueillette, 82 % sur les produits de la forêt, 83 % sur les produits de la cueillette, 84 % sur les produits de la forêt, 85 % sur les produits de la cueillette, 86 % sur les produits de la forêt, 87 % sur les produits de la cueillette, 88 % sur les produits de la forêt, 89 % sur les produits de la cueillette, 90 % sur les produits de la forêt, 91 % sur les produits de la cueillette, 92 % sur les produits de la forêt, 93 % sur les produits de la cueillette, 94 % sur les produits de la forêt, 95 % sur les produits de la cueillette, 96 % sur les produits de la forêt, 97 % sur les produits de la cueillette, 98 % sur les produits de la forêt, 99 % sur les produits de la cueillette, 100 % sur les produits de la forêt.

ACCORD DE L'ENERGIE. — Le conseil de l'énergie de la C.E.E. n'a pu, le 13 décembre, que se prononcer sur la proposition de la Commission de dévaluer le « franc vert » de 1,5 % à partir du 1^{er} janvier prochain. Conséquemment, cette décision signifie que les agriculteurs français bénéficieront à cette date d'une hausse de 2,5 % de leurs revenus. En même temps, les montants compensateurs monétaires appliqués dans les échanges agricoles de la C.E.E. seront de 16,5 % à 14 %.

Cette réduction favorisera les exportations de produits agricoles vers les autres pays du Marché commun, en leur rendant plus compétitifs.

PREX AGRICOLES : PROPOSITIONS DE LA COMMISSION. — La Commission de la C.E.E. a proposé le 8 décembre à Bruxelles d'augmenter de 2 % en moyenne les prix agricoles européens pour la campagne 1978-1979. Pour la France, la hausse est de 1,5 % sur le blé, 2 % sur le maïs, 3 % sur le soja, 4 % sur le colza, 5 % sur le tournesol, 6 % sur le lin, 7 % sur le chanvre, 8 % sur le coton, 9 % sur le riz, 10 % sur le sucre, 11 % sur le vin, 12 % sur le miel, 13 % sur le lait, 14 % sur les œufs, 15 % sur la viande, 16 % sur le poisson, 17 % sur les fruits, 18 % sur les légumes, 19 % sur les fleurs, 20 % sur les plantes médicinales, 21 % sur les produits de la pêche, 22 % sur les produits de la chasse, 23 % sur les produits de la cueillette, 24 % sur les produits de la forêt, 25 % sur les produits de la cueillette, 26 % sur les produits de la forêt, 27 % sur les produits de la cueillette, 28 % sur les produits de la forêt, 29 % sur les produits de la cueillette, 30 % sur les produits de la forêt, 31 % sur les produits de la cueillette, 32 % sur les produits de la forêt, 33 % sur les produits de la cueillette, 34 % sur les produits de la forêt, 35 % sur les produits de la cueillette, 36 % sur les produits de la forêt, 37 % sur les produits de la cueillette, 38 % sur les produits de la forêt, 39 % sur les produits de la cueillette, 40 % sur les produits de la forêt, 41 % sur les produits de la cueillette, 42 % sur les produits de la forêt, 43 % sur les produits de la cueillette, 44 % sur les produits de la forêt, 45 % sur les produits de la cueillette, 46 % sur les produits de la forêt, 47 % sur les produits de la cueillette, 48 % sur les produits de la forêt, 49 % sur les produits de la cueillette, 50 % sur les produits de la forêt, 51 % sur les produits de la cueillette, 52 % sur les produits de la forêt, 53 % sur les produits de la cueillette, 54 % sur les produits de la forêt, 55 % sur les produits de la cueillette, 56 % sur les produits de la forêt, 57 % sur les produits de la cueillette, 58 % sur les produits de la forêt, 59 % sur les produits de la cueillette, 60 % sur les produits de la forêt, 61 % sur les produits de la cueillette, 62 % sur les produits de la forêt, 63 % sur les produits de la cueillette, 64 % sur les produits de la forêt, 65 % sur les produits de la cueillette, 66 % sur les produits de la forêt, 67 % sur les produits de la cueillette, 68 % sur les produits de la forêt, 69 % sur les produits de la cueillette, 70 % sur les produits de la forêt, 71 % sur les produits de la cueillette, 72 % sur les produits de la forêt, 73 % sur les produits de la cueillette, 74 % sur les produits de la forêt, 75 % sur les produits de la cueillette, 76 % sur les produits de la forêt, 77 % sur les produits de la cueillette, 78 % sur les produits de la forêt, 79 % sur les produits de la cueillette, 80 % sur les produits de la forêt, 81 % sur les produits de la cueillette, 82 % sur les produits de la forêt, 83 % sur les produits de la cueillette, 84 % sur les produits de la forêt, 85 % sur les produits de la cueillette, 86 % sur les produits de la forêt, 87 % sur les produits de la cueillette, 88 % sur les produits de la forêt, 89 % sur les produits de la cueillette, 90 % sur les produits de la forêt, 91 % sur les produits de la cueillette, 92 % sur les produits de la forêt, 93 % sur les produits de la cueillette, 94 % sur les produits de la forêt, 95 % sur les produits de la cueillette, 96 % sur les produits de la forêt, 97 % sur les produits de la cueillette, 98 % sur les produits de la forêt, 99 % sur les produits de la cueillette, 100 % sur les produits de la forêt.

ACCORD DE L'ENERGIE. — Le conseil de l'énergie de la C.E.E. n'a pu, le 13 décembre, que se prononcer sur la proposition de la Commission de dévaluer le « franc vert » de 1,5 % à partir du 1^{er} janvier prochain. Conséquemment, cette décision signifie que les agriculteurs français bénéficieront à cette date d'une hausse de 2,5 % de leurs revenus. En même temps, les montants compensateurs monétaires appliqués dans les échanges agricoles de la C.E.E. seront de 16,5 % à 14 %.

Cette réduction favorisera les exportations de produits agricoles vers les autres pays du Marché commun, en leur rendant plus compétitifs.

PREX AGRICOLES : PROPOSITIONS DE LA COMMISSION. — La Commission de la C.E.E. a proposé le 8 décembre à Bruxelles d'augmenter de 2 % en moyenne les prix agricoles européens pour la campagne 1978-1979. Pour la France, la hausse est de 1,5 % sur le blé, 2 % sur le maïs, 3 % sur le soja, 4 % sur le colza, 5 % sur le tournesol, 6 % sur le lin, 7 % sur le chanvre, 8 % sur le coton, 9 % sur le riz, 10 % sur le sucre, 11 % sur le vin, 12 % sur le miel, 13 % sur le lait, 14 % sur les œufs, 15 % sur la viande, 16 % sur le poisson, 17 % sur les fruits, 18 % sur les légumes, 19 % sur les fleurs, 20 % sur les plantes médicinales, 21 % sur les produits de la pêche, 22 % sur les produits de la chasse, 23 % sur les produits de la cueillette, 24 % sur les produits de la forêt, 25 % sur les produits de la cueillette, 26 % sur les produits de la forêt, 27 % sur les produits de la cueillette, 28 % sur les produits de la forêt, 29 % sur les produits de la cueillette, 30 % sur les produits de la forêt, 31 % sur les produits de la cueillette, 32 % sur les produits de la forêt, 33 % sur les produits de la cueillette, 34 % sur les produits de la forêt, 35 % sur les produits de la cueillette, 36 % sur les produits de la forêt, 37 % sur les produits de la cueillette, 38 % sur les produits de la forêt,

AMÉRIQUE DU NORD

vailleure mexicains. Christian De-
corre (DECEMBRE). — Les Indiens
des Amériques revendiquent leur
droit à l'autodétermination. Jean-
Claude Guhrer (DECEMBRE).

● **POLITIQUE ET NOIRS.** Le député noir américain, élu dans l'un des dix districts de New York, a déclaré au cours d'un débat au Congrès, le 12 mars, devant la commission des affaires étrangères, que les Noirs américains ne pouvaient pas compter sur l'appui des Noirs américains pour obtenir la reconnaissance officielle de la République de Haïti. Le député, M. James P. Petras (NY), a déclaré que les Noirs américains ne pouvaient pas compter sur l'appui des Noirs américains pour obtenir la reconnaissance officielle de la République de Haïti. Le député, M. James P. Petras (NY), a déclaré que les Noirs américains ne pouvaient pas compter sur l'appui des Noirs américains pour obtenir la reconnaissance officielle de la République de Haïti.

(SEPTEMBRE) — L'Ami

politique de M. Carter : des régimes militaires tentés par des ravalements de loques, Jean-Claude Buhret (SEPTEMBRE) — Nouvelle étape dans la dégradation des relations entre Washington et Jérusalem, Jean Guérras ; Le gouvernement israélien face aux pressions américaines, Daniel Amit (OCTOBRE) — M. Carter et la limitation des livraisons d'armes à l'étranger, Michael T. Edsall (NOVEMBRE) — Transfert gratuit d'équipement militaire américain en Corée du

Proche-Orient (encadrés). (NO-
VEMBRE). — Tournant specta-
culaire dans les relations entre

E LATINE

(FEBRIER). — Une déclaration
d'Amérique latine (MARS) — Le

[illegible]

Pratique clinique,

ANTILLES

— CUBA : Caba dans la tourmente (cf. « dossiers », FEVRIER).

— GUADELOUPE : A la Martinique et a Guadeloupe, choc brutal entre une économie fragile et la métropole. Jean Cruso (SEINE-LOIRE).

— RAITI : La rationalisation Raiti, le plus pauvre des pays de l'hémisphère occidental. René Lepoutre (DECEMBRE).

émocratique » de M. Manley à
épreuve. Marie-Claude Caliste
JANVIER!

MARTINIQUE . Une société
orbide et ses paléontes. Edouard
dissant : l'acte brutal entre une
nomie l'océan et la métropole.
aa Crusel : Masques et mécanismes
de la dépression. R. Rialud
sieur (JURY).

Internationales

— UNESCO : L'Egypte et
UNESCO. Charles Zorngibe
recherches universitaires.
SEPTEMBRE!

alphabetique, page 25.

EMENTS

Mme. Mathilde Crandevors-Be-
lense : M. Roelof Kruininga,
économique ; M. G. Ober Van
linasse : M. Frans Andries
culture et pêche ; M. Alphims
; enseignement et sciences ;
; culture, politiques des sciences ;
Burg ; affaires sociales ;
Albeda ; transports et travaux
M. Daniel Tuthman ; santé
et environnement ; M. Leendert
gement et aménagement du
M. Pieter Beelaerts Vyn El-

ier des fêtes nationales

16-30 JANVIER	
ALIE	Fête nationale
	Fête nationale
1 ^{er} -15 FEVRIER	
ANKA	Fête de l'indépen-
ELLE	dance
DE	Fête nationale

2.

en Amérique latine, Hugo Neira
et le parol militaire en

En Amérique latine. Hugo Neira
partout militaire en
(FEBRIER). — Une déclaration
d'Amérique latine (MARS) — Le
des conquérantes dans
Amérique latine. — Le Masang
l'attribution des paysans par le capita-
— Rapport d'une mission de
en Argentine, au Chili et en
colonisation de Belise dans l'Amé-
— Jean-Claude Buhler (JUILLET). —
Thierry Malinck (OCTOBRE) —
de l'établissement de la loi
au, Armand et Michèle Matetiers
lois de l'inter, Armando Dribé
Arriens recueillant leur droit à
er (DECEMBRE).

En Espagne. — Xavier Gornostala
(SEPTEMBRE).

— URUGUAY : Quatre ans de
— en Uruguay : Un petit
— en Uruguay : Un petit
à mort, Eduardo Galea (SEP-
TEMBRE). — En Uruguay : des
tristes coupables au même titre
que leurs clients (DECEMBRE).

— AMERIQUE LATINE - ETATS-
UNIS - VOI -
ITALIENS - politique étrangère.

— CUBA : Caba dans la contrainte (cf. « dassiers », FEVRIER).

- **CUBA** : Cuba dans la tourmente internationale, 2 dossiers, 1 FÉVRIER.
- **GUADELOUPE** : A la Martinique et à Guadeloupe, choc brutal entre une économie fragile et l'industrialisme, Jean Cusago 15 JUNE.
- **RAITI** : La révolutionnaire d'Uti, le plus pauvre des pays du Pacifique occidental, René Despreux 1 DECEMBRE.
- **JAMAÏQUE** : Le "socialisme démocratique" de M. Manley, à l'épreuve, Marie-Claude Calvez 1 JANVIER.
- **MARTINIQUE** : Une société traditionnelle et ses passions, Edouard Lissac 15 JUNE. Une économie fragile et la métropole, (avec Cusago), Manages et mécanismes de la dispoosition, Roland Sutor 1 JUNE.

— UNESCO : L'Egypte et
UNESCO, Charles Zoghbi

- UNESCO : L'Egypte et
UNESCO. Charles Zorngibe
Recherches universitaires,
SEPTEMBRE;
En complément : voir In-
dix alphabétique, page 25.

MENTS

IENTS
 Mme Huguette Gaudiniers-B
 éléase : M. Roelof Krulsinga.
 nomique : M. G. Sbert Van
 linances : M. Frans Andries
 ulture et pêche : M. Alphons
 tes ; enseignement à sciences :

agagement et aménagement du
M. Pieter Boelaerts Vpn Blo-

Comité des fêtes nationales
16-30 JANVIER

NAA	Fête de l'indépen-
ELLE-	dance
DE	Fête nationale

MAA
ELLE-
DE

Fête de l'indépen-
dance
Fête nationale

مَكْنَزًا مِنَ الْأَصْلِ

سنة ١٤٠٠

DEX

INDEX

NORD

AFRIQUE

PROCHE-ORIENT

CINÉMA POLITIQUE

Deux solutions au problème de la famine en Afrique : la mobilisation des masses paysannes et la formation de cadres ruraux efficaces. François de Ravignan (AOÛT). — En Afrique noire : distanciation et écosystème à l'égard des autres groupes du monde islamique, Pierre Alexandre (cf. dossiers, AOÛT). — Les multinationales et l'Afrique, Denis Martin (étude bibliographique, OCTOBRE).

— **AFRIQUE AUSTRALE** : Le projet de pacte militaire dans l'Atlantique sud et ses conséquences dans les relations entre Pretoria et l'Afrique latine, Robert A. Manning (MARS). — Les moyens de changement en Afrique australe, Denis Martin (étude bibliographique, JUILLET). — Négociations en vue de l'établissement de colonies blanches d'Afrique australe en Afrique du Sud, Armand et Michèle Matelars (SEPTEMBRE). — Soudes économiques et luttes de libération en Afrique australe (SEPTEMBRE).

— **NAMIBIE** : Les enjeux économiques de l'indépendance de la Namibie, Robert A. Manning (JANVIER).

— **AFRIQUE DU SUD** : L'Afrique du Sud entre la dictature et la révolution, Claude Mathias (MARS). — Les réserves Namibiennes : l'impact des (SEPTEMBRE). — L'Afrique du Sud en route vers la démocratie, Denis Martin (étude bibliographique, OCTOBRE).

— **CONGO (Rép. pop. du)** : Lutte pour le pouvoir, Hugues Bertrand (MARS).

— **ETHIOPIE** : L'Éthiopie, chef du mouvement de libération en mer Rouge, Gérard Chailand (JUILLET). — La gauche éthiopienne face au pouvoir militaire, Olga Kapellouk (étude bibliographique, OCTOBRE).

— **KENYA** : Le Kenya, pion ou allié de l'Occident ? Denis Martin (reportage, FÉVRIER).

— **MAROC** : voir rubrique Sahara occidental.

— **MAURITANIE** : voir rubrique Sahara occidental.

— **NIGER** : Un village du Niger

Nationalisme et révolution dans le monde arabe : bilan d'un échec, Tahar Sidi Jelloul (étude bibliographique, JUILLET).

— **CONFLIT ISRAËLO-ARABE** — **PALESTINIENS**. Les Israéliens face à l'O.L.P., Amnon Kapellouk ; Le gouvernement de M. Rabin et le rôle du Conseil exécutif palestinien du Califé, Amos Kanan (encadré, MARS). — Les Palestiniens dans l'État, T.D. Allman (reportage, AOÛT). — Le président Carter et le Proche-Orient, Noam Chomsky (AOÛT). — Politique des États arabes et dans les territoires occupés et volonté d'annexionnisme d'Israël, Amnon Kapellouk (JUN). — Nouvelle étape dans la dégradation des relations entre Washington et Jérusalem, J. Gouyès ; Le complet anti-palestinien du monde arabe, Michel Kamei ; Association de l'implantation israélienne dans les territoires occupés, Amnon Kapellouk (OCTOBRE). — Selon la presse israélienne : nombre sur les efforts de paix au Proche-Orient (testadit, NOVEMBRE). — Au Proche-Orient : de l'affrontement à la coexistence, Amnon Kapellouk (DECEMBRE).

— **EGYPTE** : Le retour de l'Égypte à l'économie de l'Égypte, Mohamed El-Said (MARS). — Relations difficiles entre le président Sadate et l'armée égyptienne après l'annonce d'une aide militaire du Caïre au régime Moubarra, Marie-Christine Anlas (encadré, AOÛT). — Le mouvement dans les forces armées égyptiennes, Daniel Amis (MARS). — Les effets de la crise égyptienne sur les relations égypto-américaines, Marie-Christine Anlas (OCTOBRE). — **ISRAËL** : Crise économique en Israël en raison du poids des dépenses militaires et des emprunts à l'étranger, Amnon Kapellouk (JANVIER). — Concurrence d'États clients des États-Unis dans le domaine de l'industrie militaire (encadré, FÉVRIER). — Moutée de la droite, incertitudes sociales et nouvelles rumeurs de guerre, Amnon Kapellouk (JUN). — La crise du mouvement travailliste, Amnon Kapellouk (JUILLET). — Le gouvernement israélien face aux questions palestiniennes, Daniel Amis (OCTOBRE). — La nouvelle politique économique de Likoud, Meïr Marzav (OCTOBRE). — **JORDANIE** : La C.I.A. et le roi Hussein (encadré, MARS).

ASIE

— **ARABIE SAOUDITE** : Le rôle politique et économique de l'Arabie Saoudite dans le monde arabe, Marie-Christine Anlas (encadré, AOÛT). — Les rivalités franco-saoudiennes dans le Golfe : une conséquence de la doctrine stratégique américaine, Marc Pellias (encadré, JUILLET).

— **BANGLADESH** : L'instabilité du Bangladesh, Dendil Peltis (DECEMBRE).

— **CAMBODGE** : Premiers signes d'une crise ouverte au monde extérieur, Nayan Chanda (MARS).

— **CHINE** : Le sens de la crise chinoise, Roland Hoyer (JANVIER). — L'évolution des rapports entre la Chine et les États-Unis, Banning Garrett (JANVIER). — Comment percevoir la Chine dans sa complexité, Jean Daubier (MARS). — L'impact du redressement économique, Jean Daubier (SEPTEMBRE). — Ouverture de la Chine à l'Occident, Jean Daubier (OCTOBRE).

— **CHINE-URSS** : voir U.R.S.S.-CHINE, page 25.

— **CORÉE (Rép. pop. dém. de)** : La République démocratique, MARS. — **CORÉE (Rép. de)** : Révision de la politique américaine en Corée, Alain Bonn (JUN). — Transfert gratuit d'équipement militaire américain au Nord du Sud (encadré, NOVEMBRE).

— **GOLFE** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **INDONÉSIE** : L'Égypte de la terre, Jean Gouyès (FÉVRIER). — Le développement du sous-développement en Indonésie, Jean-Jacques Gugenheim (AOÛT).

— **IRAN** : La fiction de l'antériorité en Iran, Chirine Khatami (AOÛT).

— **IRAN** : Les rivalités franco-iraniennes dans le Golfe : une conséquence de la doctrine stratégique américaine, Marc Pellias (encadré, JUILLET). — Le rôle égyptien de la médiation en Iran, Nikke Keddie (cf. dossiers, AOÛT).

— **JAPON** : Le malaise de la gauche japonaise, Philippe Foss (AOÛT).

— **PAKISTAN** : Persistence de la popularité de M. Bhutto et aggravation des antagonismes entre les groupes armés, Zuhair Ahmad (cf. dossiers, OCTOBRE).

Océan Indien

— **COMORES** : Décentralisation et lutte anti-féodale aux Comores, Philippe Luytens (NOVEMBRE).

— **ILE MAURICE** : Interruption d'un mouvement populaire militant à l'île Maurice, Bélim Turqui (JUILLET).

— **VIETNAM** : Les trois piliers de la lutte contre le sous-développement, Nayan Chanda (MARS). — Français et Vietnamiens, professeur André Roussel (MARS). — Prières à la statue de la production agricole, Nayan Chanda (NOVEMBRE).

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **YEMEN** : voir rubrique Arabie Saoudite.

REPORTAGES ET ENQUÊTES

— **Guerre contre les élites en Amérique latine**, Hugo Noira (enquête, JANVIER).

— **L'Argentine sous la botte** : le rôle des militaires argentins dans la stratégie américaine pour l'Atlantique sud (enquête, JANVIER).

— **Eldridge Cleaver** : le retour de l'enfant prodige, T.D. Allman (enquête, FÉVRIER).

— **Les églises catholiques et le pouvoir militaire en Amérique latine**, Jean-Pierre Clert (étude, FÉVRIER).

— **Le Kenya, pion ou allié de l'Occident ?** Denis Martin (FÉVRIER).

— **Le capitalisme contre la démocratie**, Maurice T. Maschino (enquête, MARS).

— **Le rôle politique et économique de l'Arabie Saoudite dans le monde arabe**, Marie-Christine Anlas (enquête, AOÛT).

— **Les Palestiniens dans l'état**, T.D. Allman (AOÛT).

— **En dépit d'une relance des négociations, renforcement de la partition de fait de Chypre**, Marcel Barang (Reconstitution des événements de 1963, Dimitri Andréou (enquête, JUN).

— **La Martinique** : une société moribonde et ses pulsions, Édouard Glissant,

Choc brutal entre une économie fragile et la métropole. Jean Cressat ; Masques et mécanismes de la dépression, Roland Suvlor (étude, JUN).

— **Les rivalités franco-saoudiennes dans le Golfe** : une conséquence de la doctrine stratégique américaine, (enquête, JUILLET).

— **La Thaïlande ou la fragilité de la manière forte**, Marcel Barang (AOÛT).

— **Le Socialisme à l'autoritaire en Roumanie**, Maurice T. Maschino (OCTOBRE).

— **Le Fonds monétaire « gendarme » du grand capital**, Julia Jurina (étude, OCTOBRE).

— **M. Carter et la limitation des livraisons d'armes à l'étranger**, Michael T. Klare (étude, NOVEMBRE).

— **Des lézards dans la façade démocratique en Colombie**, Bernard Cassen (NOVEMBRE).

— **Tournant spectaculaire dans les relations entre Washington et Lagos**, Suzanne Cronje (étude, DECEMBRE).

— **La gauche française et les contestataires soviétiques**, Yves Hardy et Pascal Gabai (enquête, DECEMBRE).

ATINE


NTILES

ITS

panorama immobilier

AUX GLOVETTES

LA SAISON DURE TOUTE L'ANNEE



Mieux qu'une simple résidence à la neige, un studio ou un appartement aux Glovettes est :
• Le ski de piste, le ski de fond... En hiver les téléskis de la Côte 2000 sont aux pieds de l'immeuble.
• La pêche, la spéléo, les balades en forêt... Au printemps.
• La montagne, la piscine... En été.
• Le cheval, le tennis... En automne.

Parce que les Glovettes, c'est dans le Vercors, et à 5 km du Villard-de-Lans, et dans le Vercors la saison dure toute l'année. Essayez les Glovettes dès cet hiver, en louant ou en achetant, prêts personnalisés jusqu'à 80 %.

les glovettes en vercors

PANORAMA MER IMPRENABLE

Appartements (nédits, 3 à 5 pièces)
séjours 30 à 45 m², terrasses avec barbecues

LES GRANDS ESPACES

28, Corniche Fleurs (près 145 avenue) - 06200 NICE

VOTRE RESIDENCE-CLUB 3ème AGE à NICE

Dans le plus beau quartier résidentiel de la ville de Nice, au calme et à l'air pur, à 5 min. de la Promenade des Anglais

LES JARDINS FLEURS DE FABRON

198, avenue de Fabron - 06200 NICE - Tél. (93) 83.93.24

Tous services de ménage, restauration, santé, loisirs parfaitement assurés

Nice à Nice et à Paris : 586 GRECO, 10, rue Treillard, Tél. 282.22.11

SUR LA COTE D'AZUR ET EN CORSE

4 VILLES, 4 PROGRAMMES
un promoteur : le S.E.T.F.E.I.

à CANNES, dans un parc avec piscine.
Résidence-Club Abadit - à services complets (équipe ménagère, restaurant, soins), studios, 2 ou 3 pièces. (93) 47.37.17.

à CAGNES-SUR-MER.
"Les Heures Claires" - à 300 m du bord de mer et des plages, des appartements à partir de 3.200 F le m². (93) 31.00.23.

à VILLEFRANCHE-SUR-MER, dominent l'une des plus belles baies du monde.
Les Restaurants - appartements de très grand standing, avec jardins et piscine. (93) 55.38.49.

en CORSE
à 31 km de Bastia.
"Marina di Fianaita" - charmantes maisons construites sur une plage de sable fin. (93) 38.92.95.

Renseignements :
S.E.T.F.E.I. - 29, rue Pastorelli
06000 NICE - Tél. (93) 85.26.82

SAINT MANDRIER (Côte Varoise)

Loin de la foule, au cœur d'un parc fleuri de 5 ha avec tennis et aires de jeux pour les enfants, les petits immeubles de la Pinède Saint Georges s'ouvrent largement sur la Méditerranée.

De nombreuses familles ont déjà été séduites. Pourquoi pas vous ?

Livraison immédiate. Possibilité de location.

Rens. sur place (7 jours sur 7) - Tél. (94) 94.97.03
Rens. à Paris, 47 avenue Hoche (8e) - Tél. 924.45.63

En plein cœur de la Côte d'Azur, à Mandelieu

Marina Cottage

accès direct à la mer, piscine, tennis, club house

FRANCO-HOLLANDAISE - Bureau de vente sur place : quartier des Tamaris, Bd. des Zouaves Mandelieu - Tél. (93) 47.62.68

Je suis sensible au charme de Vence (Côte d'Azur),

au calme de cette cité médiévale, à la douceur du climat, au style provençal et aux collines boisées qui l'entourent, envoyez moi votre documentation sur le Domaine des Arts.

Mon nom : _____ Mon adresse : _____

Mon téléphone : _____

A renvoyer à : Domaine des Arts 295, Av. Joffre
06140 VENCE Téléphone : (93) 58.11.03

Pour tout renseignement sur cette rubrique, s'adresser à MULTIMEDIA: 271 32 55

INTERROGATIONS

Le monde aujourd'hui est plein de certitudes. Toute pensée est affirmative, tout discours constructif. Impossible de parler, d'écrire, sans être supposé avoir. Le droit d'expression se transforme en devoir d'usage. On prie les réponses, même sans questions, aux questions, même sans réponses. Quelle force dans la contrainte sociale qui oblige à se faire marchand de vérité tout un chacun dans la profession est de penser, et l'obligé à endosser à chaque instant les costumes intellectuels de rigueur ! A voir certains se hâter de certitudes en certitudes contradictoires, il vient le désir de proposer, au lieu de dialectiques rouillantes et précipitées, une maquette naïve et patiente.

Car il n'est pas de réflexion véritable qui ne finisse par poser plus de questions qu'elle n'en résout. Une activité de pensée,

scientifique ou artistique, ne prend sens que par les certitudes qu'elle réfute, par les préjugés qu'elle ruine — fussent-ils ceux sur lesquels elle est fondée. Nombre de chercheurs sont, en ce sens, confrontés à des interrogations redoutables, souvent anciennes et démenties, toujours tenues pour réglées, qui jaillissent à nouveau du cœur même de travaux locaux et spécialisés, pour remettre en cause toute une vision du monde. Méta-physiques ou politiques, il est d'usage de s'élever sur perplexités qu'à l'abri des réponses, mêmes provisoires, que leur fournit tel ou tel système de prêt-à-penser. Osons-nous avancer à découvrir l'incertitude ?

J.-M. L.-L.

J'AI peur des centrales nucléaires, beaucoup moins à cause des dangers d'accident que de leur probable fonctionnement normal. J'ai peur, non tant parce qu'elles menacent de ne pas marcher, mais parce qu'elles pourraient bien marcher et que je ne comprends pas pourquoi. Devant des systèmes complexes et gigantesques, intégrés des tonnes de béton, des myriades de minuscules transistors, des kilomètres de tuyaux, échangeant des flux d'électricité, de vapeur et d'argent, reposant sur le travail de milliers d'ouvriers et ingénieurs, les décisions de centaines de politiciens et technocrates, le vertige me prend. Je ne comprends pas pourquoi « ça marche », parce que je ne comprends pas comment. Physicien, je connais pourtant les principes de l'énergie nucléaire, ceux de la thermodynamique, ceux de l'électromagnétisme — j'ai le privilège de posséder presque tout l'arsenal nécessaire à la compréhension théorique du fonctionnement d'une centrale nucléaire. Théoriquement seulement : c'est qu'il y a loin des principes à leur mise en œuvre, des livres de physique et leurs équations, de la physique théorique à la physique expérimentale, déjà un hiatus ; de la physique à la technologie, un gouffre. Que sais-je de la métallurgie, de l'électronique, de l'hydraulique appliquée — sans parler de la plomberie et de la maçonnerie — qui se réalisent dans une centrale nucléaire au même titre que la physique fondamentale ? Comment donc parler de compréhension lorsqu'il s'agit d'une prise aussi unilatérale (du côté de la théorie) et partielle (du point de vue de la physique) sur la réalité ?

Ce qui pourrait être qu'une anxiété personnelle, due à l'insuffisance de mes moyens individuels, se transforme en interrogation universelle lorsque je réalise que personne ne possède cette compréhension qui me manque. Les plus impliqués dans une entreprise de cette ampleur n'ont chacun qu'une vue extrêmement limitée : l'ingénieur métallurgiste ne sait rien des problèmes de sécurité du béton, le spécialiste de la radio-protection ne connaît pas les problèmes d'échange de chaleur à haute température, et les administrateurs du projet n'en maîtrisent que l'organigramme de papier. Il n'y a plus de perception globale possible.

PRINCIPES théoriques, réalisation pratique, organisation sociale, autant d'aspects séparés. Rien là qui soit particulier à l'électronucléaire : il ne fait que porter à un degré supplémentaire la socialisation technique de la technologie inaugurée au dix-neuvième siècle par le capitalisme. C'est sans doute avec les voies ferrées, puis les réseaux de distribution de l'électricité qu'apparaissent pour la première fois des objets techniques proprement surhumains. Les machines à vapeur, les automobiles elles-mêmes (en leurs débuts au moins), restent à portée de main individuelle : leur fonctionnement, leur entretien, leur réparation (selon leur production), peuvent encore être maîtrisés par l'artisan ou l'amateur isolé. Mais l'étendue spatiale et la complexité organisationnelle du chemin de fer, de l'électricité ou du téléphone, avant même leur sophistication technique, en font des systèmes directement sociaux. La maîtrise et la connaissance des processus y échappent au travailleur individuel, sans que personne ne les récupère ; à la différence de la manufacture ou de l'usine traditionnelle, elles se diluent dans la structure collective et perdent jusqu'à leur signification propre.

La compréhension alors fait place à l'apprentissage. On a déjà exprimé autrefois devant le développement de ces nouvelles technologies, les mêmes craintes, les mêmes refus que devant le nucléaire. En apparence, peur des risques, et des dangers ; en réalité, peur du succès. A cet égard, les partisans du nucléaire n'ont pas tort, qui assimilent leurs adversaires écologiques à ceux, naguère, du chemin de fer. Ils peuvent même avoir raison quand ils affirment que, comme le chemin de fer, le nucléaire saura surmonter ses problèmes de sécurité et devenir fiable. Mais on peut accepter cette argumentation pour la retourner : si le chemin de fer n'a pas

Sans savoir quand ni comment...

Par JEAN-MARC LEVY-LEBLOND *

étouffé les voyageurs dans ses tunnels ni provoqué de pleurs dans ses wagons, il cessait d'être que son coût social fit nul ? C'est tout le tissu national qui en a été bouleversé, les relations ville-campagne, le poids économique des régions, l'organisation interne des cités, etc. — sur une échelle certainement imprévue par les plus visionnaires des apôtres du progrès technique.

La distribution généralisée de l'électricité, la circulation automobile, le téléphone individuel, la télévision à domicile : autant d'exemples analogues, où les technologies nouvelles contribuent toujours à accentuer les traits les plus marquants de la société qui les met en œuvre : disjonction de la production et de la consommation, atomisation de la vie sociale en activités disjointes (travail, loisir, repos), distorsion des liens historiques et géographiques, perte de toute autonomie personnelle et aggravation de la dépendance institutionnelle, etc. Il s'agit donc moins de refuser le progrès ou de le nier que de le considérer comme purement tactique, une route de l'histoire avancée certes, mais dans la direction très particulière déterminée par l'ordre social.

Le fonctionnement désormais mécanique de tout système socio-technique, tel l'électronucléaire, entraîne la dissolution de toute notion de responsabilité. Puisqu'il n'y a plus de vue d'ensemble du projet, plus de contrôle global, les décisions ne sont plus que ponctuelles (politiques ou économiques ou techniques, séparément) et deviennent automatiquement irréversibles : chacun peut s'abriter derrière un ordre, ou une incitation, venu de plus haut, ou d'à côté. Les ouvriers obéissent aux ingénieurs, les ingénieurs appliquent les décisions administratives, les politiciens s'en réfèrent aux experts, les experts arguent des nécessités techniques, et il devient impossible de rompre cet enchaînement, de s'opposer à l'existence d'un système dont l'existence est le seul argument pour sa perpétuation et sa croissance.

Dès lors, les accidents inévitables n'ont jamais de responsables, tout au plus des

engins mécaniques ? Et voici que l'on est conduit au fatalisme, plus inacceptable encore que l'exorcisme. C'est pourtant bien cette absence de réaction qui est désormais la nôtre, par exemple devant les dizaines de milliers de victimes annuelles de l'automobile : « une personne n'y peut rien ». C'est vrai. Et n'est-ce pas une raison largement suffisante pour refuser toute extension du réseau socio-technique qui nous enserrera ? Chaque innovation technologique que nous acceptons, nous la paierons sans savoir quand, ni comment. Mais ce coût inévitable, nous avons désormais la certitude de son existence au moins. Devant l'irréversibilité des accidents, l'attention pourrait prendre le pas sur le fatalisme et l'on en viendrait à espérer les catastrophes majeures qui, enfin, rétabliraient la vraie nature de ce progrès et le condamneraient. Il faudrait alors se réjouir de la disparition progressive du contrôle social sur la technocratie et de l'accroissement du contrôle de sa vulnérabilité. Plus élevée sa complexité, plus nombreuses les causes de défaillances, plus imprévisible leur nature. Que tel réacteur nucléaire de puissance soit gravement endommagé et demande des mois de réparation à cause d'un incendie provoqué par la vulgaire bousille utilisée par un technicien pour vérifier les circuits dans un réacteur obscur ne démontre-t-il pas l'inevitable fragilité des monstres techniques, condamnés à mourir par leur gigantisme même, comme les grands reptiles de l'ère secondaire ? Mais cet optimisme cynique est inacceptable. La politique du pire n'est pas seulement inefficace en pratique, elle est également erronée en théorie. Car les défaillances du système, fautes de hommes ou défauts des machines, si elles provoquent, de temps à autre, la catastrophe, sont aussi et d'abord ce qui en assure le fonctionnement normal. Au niveau de complexité existant, le respect absolu de toutes les contraintes imposées, limites de tolérance techniques ou normes d'organisation administratives, entraînerait immédiatement le blocage de la machine.

* Maître assistant de physique à l'université de Paris-VII.

C'EST une caractéristique des systèmes complexes que leur relative immunité par rapport à leurs déficiences, mieux, la nécessité du rôle qu'elles y jouent. Ce qu'ils perdent, un peu, en fiabilité et en sécurité, ils le gagnent, beaucoup, en souplesse et en adaptabilité. Aucun mécanisme ne peut fonctionner s'il ne dispose d'un certain jeu. Tout système complexe ne fonctionne que par ses écarts à ses normes propres. Nos analyses théoriques n'ont pas encore envisagé dans toute son ampleur cette efficacité de la défaillance, cette fonctionnalité du dysfonctionnement.

Notre système social dans son ensemble en offre peut-être la meilleure preuve. Ainsi, voici quand même plus d'un siècle que Marx a démontré : le capitalisme ne peut durer, il est condamné à court terme. Devant l'évidence fallacieuse de la conclusion, on a essentiellement critiqué la démonstration. Et s'il fallait plutôt incriminer sa prémisse, et reconnaître que le système social actuel n'est pas le capitalisme, pas tout à fait ? Plus même qu'aux innovations hétérodoxes que le capital a acceptées pour se maintenir (telle la planification étatique), je pense aux diverses formes sociales extérieures ou antérieures au règne du capital et qui jouent néanmoins un rôle majeur dans sa stabilité, comme, au premier chef, le travail domestique non rémunéré des femmes. Il faudrait alors reconnaître que, malgré son extension continue, la sphère du capital n'est pas homogène, mais comprend des lacunes et des failles, nécessaires à sa vitalité. La persistance et la récurrence de composantes archaïques au sein du système capitaliste s'expliqueraient ainsi par la nouvelle fonctionnalité qu'elles y trouvent (on gagnerait sans doute beaucoup à envisager sous cet angle la situation d'un pays comme l'Italie). Inversement, l'échec des tentatives socialistes jusqu'à présent ne serait-il pas dû à leur volontarisme hégémonique, et l'immobilisme de leurs sociétés à l'impossibilité d'assurer le plein emploi d'une main-d'œuvre sociale en fonctionnement effectif (1) ? On comprendrait alors que le marxisme n'ait d'efficacité que critique. Sur un plan moins théorique, et à titre d'exemple, le refus d'affronter ce problème explique peut-être aussi la résistance des travailleurs devant cette forme suprême de la critique sociale pratique, la grève du zèle. C'est que, en démontrant l'impossibilité d'assurer le trafic aérien dans le respect absolu de ses règles de sécurité, les aiguilleurs du ciel subvertissent la notion de contrôle social en général, bien au-delà de l'ordre capitaliste momentanément mis en cause.

MAIS les organisations syndicales ou politiques aspirent moins à la destruction du pouvoir qu'à sa prise. A ce titre, elles ont besoin de s'appuyer sur un projet idéal de réorganisation sociale : il s'agit de substituer à l'ordre capitaliste, mauvais car insuffisamment ordonné (certains parlent volontiers de son « anarchie »), un ordre nouveau, plus rigoureux. Un renforcement des contraintes qui régissent la machine sociale, un meilleur contrôle, seraient nécessaires et possibles. Mais les grèves du zèle réitèrent par l'absurde cette illusion, d'où la réticence à y recourir. Enfin, la même idée — l'efficacité de la faille — ne vaut-elle pas pour les systèmes de pensée ? Plutôt que d'ironiser sur les contradictions et déficiences de telle théorie, on devrait alors reconnaître qu'elles seules lui assurent un fonctionnement productif. On accepterait aussi l'hétérogénéité intrinsèque de toute doctrine, et on critiquerait de la critiquer en lui imposant une homogénéité artificielle, visant ainsi une cible trop facilement atteinte. Nous en sommes là, peut-être. Une nouvelle parole se cherche. La rhétorique deviendrait (avec l'éthique ?) une forme essentielle de la politique. Il s'agirait de pratiquer une dialectique sans causalité, une tolérance sans passivité, une pluralité sans écartisme, une rigueur sans cohérence.

(1) Naturellement, la conclusion logique de ces développements est la remise en cause de la notion même de système social, et plus généralement de toute pensée systémique.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

L'eurocommunisme et la crise de la gauche, par Lilly Marcou. Suite de l'article de Jean Ziegler sur la social-démocratie.

PAGE 3 :

LA CONVENTION EUROPEENNE POUR LA REPRESSION DU TERRORISME : Recul du droit et « vestiges d'inculture ». — Le glas du droit d'asile ? par Hédière Golsong.

PAGE 4 :

Pouvoir militaire et sécurité nationale en Amérique latine (un livre de Joseph Comblin), par Jean-Pierre Cléro. — L'acteur et le système, ou l'art d'évaluer les rapports de classes, par Jacques Capdevielle.

PAGE 5 :

LA JUNTE CHILIENNE EN QUÊTE DE LEGITIMITÉ, par Armando Uribe.

PAGES 6 à 8 :

VERS UN NOUVEL ORDRE REGIONAL AU PROCHE-ORIENT : Réticences arabes et perspectives de règlement séparé. Les points de vue d'un député israélien : Amnon Rubinstein ; d'un intellectuel égyptien : Mohamed Sid-Ahmed ; d'un Palestinien de Cisjordanie : Bachir Barghouti. — L'alliance conflictuelle entre la Syrie et les Palestiniens, par Salim Turki.

PAGE 9 :

POLITIQUE ET LITTÉRATURE : La poésie palestinienne, par Tahar Ben Jelloun.

PAGES 10 et 11 :

Le Soudan, grenier du monde arabe ? par Christophe Batsch. L'intégration économique des pays arabes est-elle possible ? par Xavier Grotto. — Suite de l'article de Patrice de Beor sur les échecs d'une politique antisubversive en Asie.

PAGE 12 :

La Guinée-Bissau après le III^e congrès du PAIGC, par Howard Schwal. — L'« Internationalisme libéral » à la conquête de l'Afrique australe, par Micheline Pannet.

PAGES 13 à 18 :

LA JUSTICE EN QUESTION : Le juge, le marchand et le débiteur, par Yves Deshay. — Le patron introuvable ou le règne de l'irresponsabilité, par Bernard Rattenbach. — La délinquance, un ordre nécessaire et bien utilisé, par Pierre Lascoumes. — Fétichisme du droit et mode de production, par Michel Mialla. — Le développement de la société bourgeoise et le dépassement du droit, par Henri Nallet et Claude Servolin. — Le mariage et le travail non rémunéré, par Christine Delphy. A quoi, à qui servent les prisons ? par Maurice T. Maschino.

PAGE 19 :

Les grandes idéologies toujours présentes (recherches universitaires), par Charles Zorgebhe. — Correspondance. — Dans les revues...

PAGE 20 :

Les livres du mois.

PAGES 21 à 24 :

L'activité des organisations internationales.

PAGES 25 à 27 :

Index des articles publiés en 1977.

Le numéro du « Monde diplomatique » de décembre 1977 a été tiré à 115 000 exemplaires. Comme toutes les publications du « Monde », sauf « le Monde des philatélistes », « le Monde diplomatique » est interdit au Maroc depuis le fin du mois de janvier 1977.

Janvier 1978

RIVES
LA GRANDE MAROQUINERIE
DE PARIS



sa toujours prestigieuse
collection de
SACS EN CROCODILE

156, rue de Rivoli, 156
BOULEVARD METRO : LOUVRE BOULEVARD